

HANDBUCH DER ORIENTALISTIK

Herausgegeben von B. SPULER

unter Mitarbeit von

H. FRANKE, J. GONDA, H. HAMMITZSCH, W. HELCK, B. HROUDA,

H. KÄHLER, J. E. VAN LOHUIZEN-DE LEEUW und F. Vos

ERSTE ABTEILUNG

DER NAHE UND DER MITTLERE OSTEN

HERAUSGEGEBEN VON B. SPULER

SECHSTER BAND, FÜNFTER ABSCHNITT

REGIERUNG UND VERWALTUNG
DES VORDEREN ORIENTS
IN ISLAMISCHER ZEIT

TEIL 1

MIT BEITRÄGEN VON

H. R. IDRIS UND K. RÖHRBORN



LEIDEN/KÖLN

E. J. BRILL

1979

Das „Handbuch der Orientalistik“ erscheint in Heften verschieden
Umfangs in zwangloser Folge. Separatbände sind erhältlich.

HANDBUCH DER ORIENTALISTIK
ERSTE ABTEILUNG
VI. BAND, 5. ABSCHNITT, TEIL 1

HANDBUCH DER ORIENTALISTIK

Herausgegeben von B. SPULER

unter Mitarbeit von

H. FRANKE, J. GONDA, H. HAMMITZSCH, W. HELCK, B. HROUDA,

H. KÄHLER, J. E. VAN LOHUIZEN-DE LEEUW UND F. VOS

ERSTE ABTEILUNG

DER NAHE UND DER MITTLERE OSTEN

HERAUSGEGEBEN VON B. SPULER

SECHSTER BAND

GESCHICHTE DER ISLAMISCHEN LÄNDER

FÜNFTER ABSCHNITT

REGIERUNG UND VERWALTUNG
DES VORDEREN ORIENTS IN ISLAMISCHER ZEIT

TEIL 1



LEIDEN/KÖLN

E. J. BRILL

1979

REGIERUNG UND VERWALTUNG
DES VORDEREN ORIENTS
IN ISLAMISCHER ZEIT

TEIL 1

MIT BEITRÄGEN VON

H. R. IDRIS UND K. RÖHRBORN



LEIDEN/KÖLN
E. J. BRILL
1979

ISBN 90 04 05915 6

Copyright 1979 by E. J. Brill, Leiden, The Netherlands

All rights reserved. No part of this book may be reproduced or translated in any form, by print, photoprint, microfilm, microfiche or any other means without written permission from the publisher

PRINTED IN THE NETHERLANDS

INHALTSVERZEICHNIS

H. R. IDRIS, Le Maghrib des Almoravides à la domination turque . . .	I
K. RÖHRBORN, Regierung und Verwaltung Irans unter den Safawiden	17
Register	51

LE MAGHRIB DES ALMORAVIDES A LA DOMINATION TURQUE

PAR

H. R. IDRIS

On ne trouvera pas ici un véritable exposé de l'organisation administrative de l'Occident musulman du XII^e au XVI^e siècle sur laquelle on sait trop peu de choses, mais, à la suite d'une présentation des dynasties, quelques données fragmentaires groupées sous les rubriques: organisation politique, fiscalité, armée, justice.

I. *Zirīdes et Hammāvides*

En 362/972-3 le Fāṭimide al-Mu'izz, avant d'aller s'installer définitivement au Caire, confie sa lieutenance au Maghrib à Buluggīn b. Zīrī, chef des Ṣanhāja, ces Berbères sédentaires du Maghrib Central qui ont versé leur sang pour les Fāṭimides, et pour la première fois la Berbérie Orientale (Ifriqiya) se trouve gouvernée par une dynastie berbère, jusqu'au milieu du XII^e siècle.

Dès le début du XI^e, le gouverneur du Maghrib Central Ḥammād b. Buluggīn fait sécession et y fonde la dynastie ḥammāvide.

A supposer qu'elles aient présenté quelque originalité, notre connaissance des institutions ḥammāvides est si pauvre qu'il n'y a pas lieu d'en traiter à part. Quant à celles des Zirīdes de Kairouan, l'auteur en a, il y a une dizaine d'années, rassemblé les éléments disponibles. Espérons que certaines lacunes pourront être comblées et des points obscurs éclairés quand paraîtront des travaux espérés sur les institutions des Aghlabides et surtout des Fāṭimides d'Ifriqiya. En effet l'avènement des Zirīdes ne semble pas avoir provoqué de rupture avec les institutions antérieures. Tout en s'ifriqiyanisant les trois premiers séjournent fort peu en Ifriqiya qui continue d'être gouvernée comme par le passé. Si, sous le quatrième, al-Mu'izz b. Bādīs, la reconnaissance du califat 'abbāside aurait pu entraîner des réformes de structures, l'invasion hilālienne les empêcha aussitôt, semant la ruine et l'anarchie, réduisant les derniers Zirīdes à Mahdia et les derniers Ḥammāvides à Bougie.

II. *Almoravides*

Mouvement politico-religieux provoqué par un réformisme puritain et une migration de Ṣanhāja, l'épopée almoravide est l'œuvre d'une con-

fédération de tribus berbères de grands nomades chameliers surgis du désert mauritanien : Lamtūna, Guddāla et Massūfa. Constituée pour la guerre au IX^e siècle, elle se disloque puis se reconstitue au XI^e. Le commandement de la confédération qui s'accroît bientôt de nouvelles tribus ṣanhājiennes (Lamṭa, Gazzūla) ayant fait leur soumission, après être passé à chaque décès de son chef, alternativement de l'émir des Lamtūna à celui des Guddāla, finit par être accaparé par les chefs lamtūniens. Le fondateur du mouvement, 'Abd Allāh b. Yāsīn al-Gazzūlī n'a probablement jamais eu de ribāṭ (couvent-forteresse ; mot signifiant aussi le fait d'y tenir garnison), mais c'est lui qui a qualifié ses valeureux adeptes d'Almoravides (al-murābiṭūn : ceux qui se vouent à la défense du territoire musulman). Il octroie le titre d'amīr al-ḥaqq (Emir de la Vérité) au chef des Lamtūna, Yaḥyā b. 'Umar qu'il charge du commandement de l'armée, puis au frère et successeur de ce dernier, Abū Bakr b. 'Umar, celui d'amīr al-muslimīn (Emir des Musulmans) que porteront tous les souverains de la dynastie.

Contrairement aux Arabes de la conquête musulmane qui ont pu s'appuyer sur une administration existante et laissée par eux aux mains des fonctionnaires autochtones, les Almoravides, tout aussi ignorants qu'eux de l'art d'organiser un Etat policé, se sont emparés d'un pays dépourvu de toute structure politique. En effet, le Maghrib, de l'Atlantique à Alger, malgré l'essai d'unification tenté par les Idrisides, éphémère et peut-être exagéré sinon même inventé à posteriori, s'était morcelé à l'extrême et, après avoir servi de champ clos à l'affrontement des Umayyades d'Espagne et des Fāṭimides d'Ifriqiya par tribus berbères interposées (Zanāta pro-umayyades, Miknāsa et Ṣanhāja pro-Fāṭimides, s'était divisé en une infinité de seigneuries pour la plupart zanātiennes. Poussés par leur dynamisme agressif initial, les Almoravides ont gaspillé leurs forces en Espagne dont ils firent la conquête et manqué de stabilité et de temps, malgré l'hispanisation des cadres, pour asseoir une solide organisation gouvernementale.

Sur les institutions des „voilés”, la documentation, essentiellement de source almoḥade, donc ennemie, est particulièrement indigente et partielle. On les devine marquées par deux caractéristiques contradictoires : un fonds fruste ressortissant au tribalisme nomade ṣanhājien et un vernis emprunté à l'urbanité hispanique.

III. *Almoḥades*

A l'origine : une savante dogmatique assortie d'une réforme puritaine, élaborée par un Berbère du sud marocain Ibn Tūmart (d'une fraction

mašmūdienne les Hargha), en réaction contre le mālikisme sclérosé des Almoravides, qui vaut à ses adeptes le nom d'Almoḥades (al-muwaḥḥidūn : Les Unitaires), et une rébellion de Berbères montagnards de l'Atlas, les Mašmūda, qui en assure le triomphe, fondant un empire qui englobe tout l'Occident Musulman (Berbérie et Andalus).

Les institutions des „Unitaires” sont relativement assez bien connues grâce à une documentation abondante et de première main, mais essentiellement almoḥade dont unilatérale et partielle.

IV. *Marīnides et Waṭṭāsides*

Ces Zanāta, nomades cavaliers qui se substituent aux Mašmūda au Maroc ne se réclament d'aucune réforme religieuse et n'ont aucune expérience politique. Leurs institutions ne sont pas plus mal connues que celles de leurs prédécesseurs dont il leur a bien fallu s'inspirer ; peu originales, elles perdent tout caractère spécifiquement almoḥade et subissent l'influence andalouse renforcée ainsi que la pression grandissante des Arabes nomades.

La décadence marīnide favorisa l'ascension d'une famille zanātienne de hauts fonctionnaires, les Banū Waṭṭās, qui, après avoir fourni des régents au dernier Marīnide, fondèrent une dynastie qui ne contrôla qu'une partie du pays avec Fès comme capitale.

V. *'Abd al-Wādides*

Les Banū 'Abd al-Wād (ou Banū Zayyān) sont des Zanāta qui fondent au Maghrib Central un royaume avec Tlemcen pour capitale qui dure de la première moitié du XIII^e siècle au milieu du XVI^e. Leurs institutions, frustes et mal connues, ne semblent pas avoir présenté d'originalité notable.

VI. *Ḥaḥṣides*

Après avoir supprimé de la khuṭba le nom du calife almoḥade, le gouverneur de la Berbérie Orientale, Abū Zakariyyā' proclame sa souveraineté (634/1236-7) en prenant le titre d'émir, fonde une dynastie appelée à durer trois siècles et demi. Son successeur prend celui de calife et le surnom d'al-Mustanšir bi-Llāh (650/1253). Grâce à une documentation relativement riche et magistralement mise en œuvre par R. Brunschvig, les institutions ḥaḥṣides sont aussi bien connues qu'elles peuvent l'être.

A. *Organisation politique (centrale et provinciale)*

I. Les émirs ṣanhājien, Zirīdes ou Ḥammādides, ont tous reconnu un calife et n'ont pas aspiré à l'indépendance. A son avènement, Buluggīn

avait conservé à son service le kâtib de son père, sorte de secrétaire d'état/Ier ministre. Avant de partir le Fâtimide avait désigné un percep-teur des impôts et un directeur du kharāj et laissé la direction politique des affaires d'Ifrīqiya au gouverneur de Kairouan et de Şabra-al-Man-şūriyya. A la mort de ce dernier, Buluggīn le remplace par son propre kâtib qui ne tarde pas à prendre la direction intégrale des affaires tant politiques que financières avec le titre de 'āmīl Ifrīqiya wa-l-Qayrawān ou ṣāhib al-Qayrawān. Et jusqu'à l'invasion hilālienne l'Ifrīqiya est administrée par un Arabe, sorte de vice-roi appelé souvent nā'ib détenant les pouvoirs civils et militaires, homme de confiance du calife qui ap-prouvait probablement sa désignation. A mesure qu'approche la rupture avec le Caire, sous al-Mu'izz b. Bādīs, premier Zirīde né et établi à demeure en Ifrīqiya, ce vice-émir paraît s'être mué en premier ministre.

On sait peu de chose sur l'organisation du pouvoir central sous les Zirīdes de Mahdia et les Ḥammādīdes de la Qal'ā et de Bougie.

Chaque centre urbain important avait son gouverneur ('āmīl, wālī, mutawallī). Celui de Kairouan paraît avoir relevé du vice-émir d'Ifrīqiya ; quant aux autres, on ne sait s'ils étaient désignés par ce dernier avec l'approbation du Zirīde ou directement par celui-ci. L'autorité zirīde sur le sud-sud-ouest était précaire et tout le Djérid était aux mains de chefs zanātiens. En 378/988-9, al-Manşūr remit tout le territoire des Kutāma avec Tijis, Qaşr al-Ifrīqī, Constantine, Mila et Sétif à un super-préfet qualifié de 'āmīl et de nā'ib. Quant au Maghrib Central, les premiers Zirīdes en confièrent les principaux commandements à leurs oncles paternels d'où la scission zirīdo-ḥammādīde.

Quand la horde hilālienne s'abat sur les campagnes, les localités sans défense sont la proie des émirs arabes. A part Kairouan, les villes résistent bien grâce à leurs murailles. Certaines acceptent de payer tribut aux envahisseurs. Bien des gouverneurs zirīdes se déclarent indépendants et certains chefs ifrīqiyens reconnaissent le Ḥammādīde. De nombreux centres s'érigent en petites républiques oligarchiques où l'autorité est exercée par un conseil de shaykhs mais, en fait, par la famille la plus influente se muant parfois en dynastie locale. La gestion des villes oc-cupées par les Normands est laissée aux gouverneurs autochtones ou à des conseils de notables.

II. Les Almoravides, „Emirs des Musulmans”, ont adopté la livrée noire et reconnu les 'Abbāsīdes. Avant tout chefs religieux, Imāms réforma-teurs, ils s'appuient sur les juristes pour la plupart Andalous qu'ils honorent et consultent et dont l'influence considérable sur Yūsuf b.

Tāshfīn s'accroît encore sur 'Alī b. Yūsuf qui en arrive à ne prendre aucune décision sans eux; à la requête de l'Almoravide ils rendent des fatwās sur lesquelles il fonde son action politique et leur puissance entraîne leur enrichissement. Le deuxième souverain Yūsuf b. Tāshfīn (m. 480/1078) ignorait l'arabe d'où l'importance des secrétaires-interprètes, notamment d'Ibn al-Qaṣīra, ancien secrétaire d'al-Mu'tamid de Séville qu'il prit à son service; et 'Alī b. Yūsuf s'attacha les plus éminents kuttāb d'al-Andalus tels que Ibn 'Abdūn et Ibn Abī l-Khiṣāl.

Les Almoravides ont toujours porté le voile (lithām) se contentant de le raccourcir après la fondation de Marrakech; uniforme du clan berbère victorieux constituant le gros de l'armée et se partageant les hautes charges. La famille régnante, surtout l'héritier présomptif, se taillait la part du lion. Les chefs almoravides nantis de commandements importants commencèrent très tôt à aspirer à l'autonomie; tournées d'inspection du Prince et fréquents changements des titulaires ne purent atténuer cette tendance à la décentralisation. D'autre part, à la cour et à tous les échelons de la hiérarchie l'influence prépondérante des femmes, lamtūniennes du désert, fut une source d'intrigues et d'anarchie.

Yūsuf b. Tāshfīn divisa le Maroc en quatre provinces (deux dans la moitié septentrionale et deux dans la méridionale) et confia la région atlantique à son neveu, Fès et ses dépendances à un chef massūfī, le Maroc pré-saharien (Sijilmāssa et Dar'a) à un chef guddālī ou lamtī et le reste du pays (Marrakech, Aghmāt, Sūs, Grand Atlas etc. . . .) à son fils aîné. Les chefs des subdivisions, responsables devant le gouverneur de la province étaient nommés par celui-ci et confirmés par le Prince.

III. Ibn Tūmart, Mahdī (guide messianique) et Imām infailible se posa en imitateur du Prophète. Il s'entoura d'abord d'un conseil à la berbère (jamā'a) de dix disciples étrangers à sa tribu avec pré-éminence de trois d'entre eux sur les sept autres, puis à Tīnmallal (dans la haute vallée de l'oued Nfis) il jeta les fondements de l'État almoḥade en adjoignant au Conseil des Dix quarante délégués des tribus (à la manière de l'institution berbère des Ait al-Arba'īn) pour constituer l'Assemblée des Cinquante et en instaurant l'ordre hiérarchique des tribus composant la confédération. Il fit adopter par sa propre tribu les Hargha tous ceux de son entourage non originaires de l'une des six tribus almoḥades. Ses familiers (ahl al-dār) appartenaient au Conseil des Dix ou celui des Cinquante. Il plaça à la tête de chaque tribu un personnage choisi dans une autre et à sa dévotion qu'il chargea du commandement militaire. Inspiré par une sorte d'inquisiteur, il soumit le parti almoḥade à un tri (tamyīz) sanglant. La mort du Mahdī fut tenue secrète pendant trois ans au cours desquels

‘Abd al-Mu’min, zanātien adopté par les Hargha et membre du Conseil des Dix, gouverna avec trois grands chefs almoḥades appelés ahl al-jamā’a. Il prit ensuite le titre califien d’Emir des Croyants et adopta un étendard blanc. Jusqu’à la fin la dynastie mu’minide fut soutenue par le loyalisme inaltérable du shaykh almoḥade le plus influent Abū Ḥafṣ et de ses descendants qui constituèrent une sorte de dynastie parallèle à celle des califes.

A la structure de l’Etat de Tīnmallal conservée furent associées des institutions d’un makhzan d’inspiration hispanique. Après la prise de Marrakech (1147) ‘Abd al-Mu’min fit procéder à la reconnaissance du pouvoir almoḥade (i’tirāf) en faisant distribuer des listes (jarā’id) de personnes à exécuter. La proclamation du souverain était célébrée par un repas communiel (āsmās) et un don (baraka) aux soldats. L’ordre hiérarchique correspondait à l’ordre de bataille et les tribus fondatrices (du Grand Atlas) constituèrent l’aristocratie militaire et gouvernementale; ‘Abd al-Mu’min y incorpora des tribus montagnardes, mais celles qui se rallièrent par la suite demeurèrent en dehors de la hiérarchie almoḥade; toutefois cette exclusion de principe fut tempérée par l’adoption et c’est par ce biais que ‘Abd al-Mu’min y introduisit sa tribu d’origine les Kūmiya qui lui fournirent sa garde personnelle. Il confia le commandement des tribus almoḥades à des chefs ne dépendant que de lui, les muḥtasib-s, qui censuraient les mœurs et protégeaient la doctrine; chacune d’elles avait deux commandants (mazwār-s), sans doute adjoints au muḥtasib, les Almoḥades proprement dits étant sous les ordres de l’un, les combattants de la guerre sainte (ghuzāt) qui leur étaient rattachés obéissant à l’autre; les Hargha dépourvus de ghuzāt n’eurent qu’un mazwār. En dessous des muḥtasib-s venaient hiérarchiquement: les batteurs de monnaie (sakkākūn), les soldats (jund), les muezzins des tribus puis ceux des villes, les combattants de la guerre sainte (ghuzāt), les ḥāfiḥ-s, les lecteurs du Coran (ahl al-ḥizb), les tireurs (rumāt). Le troisième calife al-Nāṣir dispensa du port d’armes les muezzins et les étudiants (ṭalaba). Les ḥāfiḥ-s, qu’on dit avoir été trois mille ce qui paraît beaucoup, tous du même âge, recevaient pendant six mois une instruction religieuse et militaire sous la direction de ‘Abd al-Mu’min qui assurait leur entretien. Une fois formés, il les utilisait pour remplacer les shaykhs des Maṣmūda dans les gouvernorats et les commandements tout en leur adjoignant les shaykhs à titre de conseillers; cette institution semble s’être avérée assez décevante.

Le Conseil des Cinquante dont les survivants ou leurs descendants furent l’objet de la sollicitude de ‘Abd al-Mu’min ne fut pas maintenu

en tant qu'institution ni rétabli par la suite. Il attacha à son service des gens de la maison du Mahdī (ahl al-dār) et paraît (d'après une seule source) s'être appuyé sur un conseil restreint de six membres. Il conserva l'essentiel de la structure de l'État almoravide dont il engagea les secrétaires et vizirs et s'inspira de l'organisation du califat de Cordoue. Il fit de ses quatorze fils des sayyid-s et, sauf à l'aîné désigné comme héritier présomptif, il leur imposa le stage des ḥāfiḏ-s et leur confia des gouvernements provinciaux en leur adjoignant un conseil de ṭalaba, ḥāfiḏ-s, juristes, cadis et officiers et en désignant leurs collaborateurs immédiats (généralement un vizir et un secrétaire). A tous les échelons ce sont toujours les sayyid-s qui ont détenu le plus clair de l'autorité centrale et provinciale.

Le premier ministre (volontiers dénommé wazīr-kātib), souvent un fils du souverain, avait sous ses ordres des secrétaires dont l'un d'eux, appelé vizir, était chef de la chancellerie; les autres pouvaient recevoir un département administratif, financier ou militaire. Le ḥājib n'était qu'un chambellan choisi parmi les eunuques. Au moins à partir du XIII^e siècle les finances sont appelées ashghāl comme en al-Andalus et leur titulaire ṣāhib al-ashghāl. Le terme de mushrif, lui aussi d'origine andalouse, désigne un inspecteur des finances ou collecteur de droits de douane et d'octroi siégeant dans un dār al-ishrāf. Un amīn 'alā l-ḏiyā' (intendant des domaines?) est attesté.

IV. Les Marīnides ont d'abord reconnu le calife ḥafṣide dont le nom disparut bientôt de la khuṭba. Comme les Almoravides, ils se sont contentés du titre d'Emir des Musulmans, mais sans entrer dans l'obédience 'abbāside; Abū l-Rabī' (1308-9) se serait proclamé calife et Abū l-Ḥasan (1331-1351) en aurait eu l'intention; Abū 'Inān (1351-58) et deux de ses successeurs ont prétendu au titre califien.

L'héritier présomptif désigné, souvent étroitement associé au pouvoir, jouissait d'importantes prérogatives: il pouvait remplacer le souverain en certaines occasions, avait une garde, un sceau et son nom figurait sur les monnaies. Les hauts fonctionnaires portaient le titre de vizirs. Recrutés dans l'aristocratie zanātienne ils formaient de véritables familles vizirales, rivales les unes des autres et de plus en plus influentes. Un vizir faisait office de premier ministre et de commandant de l'armée. La comptabilité de la solde et de l'impôt foncier (ḥisbān al-'aṭā' wa-l-kharāj) était confiée à un même fonctionnaire dont les bureaux s'occupaient des comptes publics (ḥisābāt); contrôlé par le Sultan ou le vizir premier ministre, il devait signer les pièces comptables pour les valider. Le

trésor public (*bayt al-māl*) était plus ou moins confondu avec la caisse sultanienne. Les secrétaires (*kuttāb*), maghribins ou andalous, étaient chargés soit de la chancellerie soit de la comptabilité; certains cumulaient ces deux fonctions. Les chambellans (*ḥājib-s*), presque toujours des affranchis, n'étaient que des familiers du Prince dépourvus d'autorité politique; à une exception près: un Juif, *ḥājib* d'Abū Ya'qūb Yūsuf (1286-1307), finit par devenir le chef du gouvernement. Quant aux fonctions de chambellan proprement dites, c'est le *mazwār* qui les remplissait; prévôt des *jandārs* qui se tenaient à la porte du souverain pour exécuter ses ordres et servir de bourreaux et de geôliers, il assurait la garde de la dite porte et faisait observer l'étiquette aux audiences données dans le *Dār al-ʿĀmma* (Maison du Peuple). Le chef de la police portait le titre de *ṣāḥib al-shurṭa* et aussi de *ḥākim*. Sous le dernier Marīnide, on relève le rôle du *naqīb* (syndic) des *sharifs idrisides* qui réglait leurs différends, contrôlait leurs registres généalogiques et les représentait auprès du Prince.

De grands gouvernements étaient souvent confiés à des princes du sang avec des pouvoirs très étendus. Les gouverneurs provinciaux pouvaient aussi être des chefs *zanātiens* ou arabes. Dans les tribus dociles, les chefs, très puissants, appartenaient à de grandes familles dévouées à la dynastie. Chefs locaux et tribaux recevaient l'investiture mais leur soumission était souvent théorique, notamment dans l'Atlas sans cesse en révolte et pratiquement autonome. Le gouverneur de Marrakech subissait la tutelle des chefs de la montagne.

V. Les *ʿAbd al-Wādides* ont d'abord reconnu la souveraineté *ḥafṣide*. *Abū l-Rabīʿ* (vers 1330) a prétendu au titre califien.

Le vizirat, d'abord confié à des parents du souverain, le fut à partir d'Abū Ḥammū Ier (1308-1318) à des Andalous. L'intendant du Palais appelé *ḥājib* (chambellan) fut en outre chargé de la comptabilité (*ḥisbān*) et des actes officiels (*sijill*). *Abū Tāshfin* (1318-1337) prit comme *ḥājib* un affranchi andalou d'origine catalane, *Hilāl*, qui choisit à son gré le personnel administratif.

VI. Se posant en héritiers des *Almoḥades*, les califes *ḥafṣides* maintinrent jusqu'en 711/1311, l'invocation pour le *Mahdī*. Chaque semaine, le souverain réunissait en conseil les principaux juristes, cadis et muftis de la capitale. Ses parents étaient groupés sous l'autorité de l'un d'eux le *mazwār al-qarāba*. Les mâles, associés à l'exercice du pouvoir, principalement gouverneurs provinciaux, étaient gratifiés du titre d'émir. Leurs

enfants étaient élevés à la cour avec ceux du sultan et des principaux courtisans formant à eux tous les *ṣibyān*. L'intendant du palais (*qahramān dār*) était un eunuque. Parmi les serviteurs du sultan, les anciens esclaves renégats chrétiens ont joué un rôle croissant dans les hauts commandements militaires et civils.

Dans l'Etat *ḥaḥṣide*, épigone de celui des *Almoḥades*, on retrouve les vestiges de leur hiérarchie. Le clan des *shaykhs almoḥades* constituant l'aristocratie militaire, groupait les descendants des membres des tribus primitives; chacune d'elles avait à sa tête un *mazwār* et toutes obéissaient au *shaykh al-Muwahḥidīn* nommé à vie par le souverain et l'un des plus puissants piliers de l'Etat. Les uns dits grands *shaykhs* formaient le groupe des Trois (*shaykh* des *Almoḥades* et deux autres) et les autres qualifiés de petits, avec les Trois le groupe des Dix, parmi lesquels il y avait le maître des étendards et celui des tambours, et le groupe des Cinquante. En vertu de l'égalitarisme *almoḥade*, tous les *shaykhs*, y compris le sultan, percevaient la même solde (*baraka*) considérée comme part égale du revenu de la communauté *almoḥade*; ils étaient en outre nantis de concessions foncières et de dotations annuelles fixées au gré du souverain et payées partie en espèces, partie en nature. Leur influence alla décroissant peu à peu au profit de celle des *Andalous* et des *affranchis*, mais intervint parfois avec éclat.

Les membres du conseil princier (*shūrā*) primitivement composé d'*Almoḥades* auxquels d'autres furent bientôt adjoints s'appelaient *ashyākh al-bisāṭ* ou *ashyākh al-ra'y*.

Avant l'indépendance les *Ḥaḥṣides*, gouverneurs *almoḥades*, étaient doublés d'un *kātib*, sorte de premier ministre. *Abū Zakariyyā'* eut trois vizirs qui étaient dans l'ordre hiérarchique: le *wazīr al-jund* aux armées, le *wazīr al-ashghāl* aux finances et le *wazīr al-faḍl* à la chancellerie. Le *wazīr al-jund*, ordinairement l'un des grands *shaykhs almoḥades*, faisait figure de premier ministre (*ra'īs/kabīr/ṣāḥib al-dawla* et *shaykh al-dawla* quand il était, en outre, *shaykh* des *Almoḥades*); il était le suppléant (*nā'ib*) du sultan absent. La fonction de chambellan (*ḥājib*), innovation d'origine andalouse, apparut à la fin du XIII^e siècle; essentiellement domestique et confiée à des *Andalous*, son influence grandit; *Abū Bakr* (début du XIV^e siècle) fit de son *ḥājib* le premier ministre et le *ḥājib Ibn Tafrāḡīn* (1350-1364) exerça la dictature; par la suite, la charge ne fut plus qu'honorifique.

Le *ṣāḥib al-ashghāl*, d'abord choisi parmi les *shaykhs almoḥades* le fut ensuite parmi des fonctionnaires ou des *Andalous*. A partir d'*Abū Fāris* (fin du XIV^e début du XV^e siècle) ce fut *al-munaffidh* qui eut la

haute main sur les finances; sa fonction (*tanfidh*) a d'abord consisté à ordonnancer les dépenses de la maison du roi puis, parallèlement à la subordination du *ṣāḥib al-ashghāl* au *ḥājib*, les pouvoirs du *munaffidh* s'accrurent; chargé de l'ordonnancement des dépenses et de la comptabilité fiscale, il finit par occuper le premier rang dans la hiérarchie après la disparition du *shaykh* des *Almoḥades* et *ḥājib* en 1462, tandis que le *ṣāḥib al-ashghāl* était relégué aux fonctions de trésorier.

Le *mazwār*, d'abord majordome du Palais, huissier et chef des gardes et serviteurs a connu, lui aussi, une ascension; à la fin du XV^e siècle, il contrôle l'administration de l'armée, occupant derrière le *munaffidh* le deuxième rang dans la hiérarchie.

La chancellerie dirigée au début par un seul fonctionnaire le fut ensuite par deux: le *ṣāḥib al-inshā'* qui rédigeait et le *ṣāḥib al-'alāma* qui y apposait le paraphe; puis il y eut le grand paraphe porté par le chancelier lui-même sur les actes importants et le petit par un scribe subalterne sur les autres. Les scribes d'abord en majorité des lettrés andalous furent progressivement relevés par des *Ifrīqiens* formés à leur école.

La division provinciale fondamentale (*'amal*) était à la fois militaire et financière. A Constantine et à Tunis la citadelle (*qaṣaba*) pouvait constituer un commandement à part. On ne rencontre de *shaykhs almoḥades* à la tête des provinces qu'au début de la dynastie; aux XIV^e et XV^e siècles, ils ont cédé la place à des fonctionnaires, officiers d'origine le plus souvent servile, les *qā'id-s*. Les *Ḥafṣides* choisissaient les principaux gouverneurs, appelés émirs, parmi leurs proches parents, surtout leurs enfants, donnant souvent ainsi l'occasion à leur fils aîné de faire son apprentissage. Ils leur adjoignaient souvent un coadjuteur appelé d'abord *kātib* puis *ḥājib*. Il est arrivé aux émirs de l'ouest de faire sécession, mais par trois fois, ils ont réuni l'*Ifrīqiya*.

Le chef de tribu ou *shaykh*, nommé à vie, était choisi par ses contribuables parmi les membres d'une famille ou d'un clan ayant acquis la suprématie (*ri'āsa*) et investi par le sultan; quand ce dernier en destituait un il lui choisissait un remplaçant parmi les proches ou les apparentés du disgrâcié. Le *shaykh* commandait le contingent de sa tribu, collectait les impôts pour le Trésor et bénéficiait de concessions foncières ou fiscales. Lorsque l'autorité centrale s'affaiblissait, le conseil des notables (*jamā'a*) faisait la loi.

B. Fiscalité

I. Les *Zirīdes* paraissent avoir conservé les impôts perçus par le fisc *fātimide* à la veille de leur avènement et qu'*Ibn Ḥawqal* énumère ainsi:

kharāj (impôt foncier), ‘ushr (dîme), ṣadaqāt (aumônes légales), marā‘ī (droits de paturage), jawālī (capitations), marāṣid (droits d’octroi ou de péage), dixièmes sur les importations et les exportations. On ne sait s’ils étaient tenus de verser à leur suzerain une partie de la recette qui, payée en nature et en espèces, atteignait les 800 000 dīnārs, toujours selon Ibn Ḥawqal. Ils ont probablement continué de recevoir le don (irtifāq) que les gouverneurs faisaient au souverain qui les nommait ou les confirmait à son avènement et d’abandonner à ceux-ci l’excédent des recettes par rapport aux sommes dont ils étaient redevables envers le Trésor. Une taxe foncière dite waḏif est attestée. Kharāj désigne l’impôt foncier en général et même la dîme (‘ushr). Il semble que le ‘ushr tenait lieu de jizya pour les Tributaires et de zakāt pour les Musulmans; il était versé en espèces avant la récolte, mais évalué a priori en nature sans doute pour rappeler la zakāt. Le makkās percevait les taxes (mukūs) sur les marchandises et le multazim al-sūq celles du marché. Des gabelles (qabālāt) étaient affermées telles celles des légumes, du bois pour les constructions navales (qāristūn) et sans doute aussi de l’argile, du sel, du poisson etc. . . . Les contributions du type maghram, ainsi que la jizya, étaient collectées et réparties par les contribuables eux-mêmes. Dans les régions échappant plus ou moins à l’autorité centrale, la collecte de l’impôt s’effectuait au cours d’expéditions à la fois fiscales et militaires.

On peut supposer que la fiscalité des Ḥammadides sur laquelle on ne sait rien ne différait guère de celle de leurs cousins d’Ifriqiya.

II. La suppression des contributions non canoniques par les réformateurs almoravides fut sans doute effective sinon les auteurs almoḥades n’auraient pas manqué de le leur rapprocher. ‘Abd Allāh b. Yāsīn avait exigé de tous, notamment des Lamtūna, la remise du tiers de leurs biens d’origine douteuse pour purifier ce qu’ils en conservaient. Les premiers Almoravides semblent n’avoir perçu que la zakāt, mais, à partir de ‘Alī b. Yūsuf, pour faire face aux dépenses militaires, ils multiplièrent les taxes illégales (qabālāt, mukūs, maghārim) dont le recouvrement de plus en plus difficile finit par être confié à la milice chrétienne. Sauterelles séchées, parfums, savons, cuivre jaune, fuseaux à filer etc. . . . furent soumis à la qabāla. Les Tributaires étaient, bien entendu, soumis à la jizya et le cinquième du butin revenait au bayt al-māl. Au lendemain de la prise de Sijilmāssa, ce cinquième avait été réparti entre les juristes et les saints personnages de la cité.

III. Les Almoḥades supprimèrent les qabālāt instituées par leurs prédécesseurs condamnant à mort quiconque les exigeait. Après avoir soumis

l'Ifrīqiya, 'Abd al-Mu'min fit dresser le cadastre de toutes ses possessions nord-africaines, de Barqa à Nūn dans le Sūs extrême; puis, après déduction d'un tiers pour tenir compte des terres improductives, il soumit le reste au kharāj qu'il appela maqsaṭ, traitant ainsi toute la Berbérie, en dehors des terroirs des tribus fondatrices, comme une terre de conquête, divisée en districts devant fournir des redevances fixes (taqsīt) en céréales et en dinārs. Sous son successeur, les revenus du Trésor s'augmenteront d'impôts (jibāyāt) et de contributions foncières (jarāyat).

IV. A la fiscalité coranique les Marīnides ajoutèrent le kharāj et la nā'iba qui paraît désigner le tribut payé par les nomades; et sans doute aussi bien d'autres taxes. Tous ces impôts étaient affermés. Les tribus arabes reçurent des iqtā'-s ou droits de lever l'impôt. Abū l-Ḥasan (1331-1351) supprima la ferme des impôts et abolit les taxes illégales, mais il est douteux que cette réforme lui ait survécu ou même qu'elle ait été vraiment appliquée. Descendants du Prophète et saints personnages recevaient une part des rentes fiscales et les confréries bénéficiaient d'exemptions d'impôts. Le dernier Marīnide 'Abd al-Ḥaqq, débiteur des Juifs, chargea deux d'entre eux de percevoir l'impôt; ce qu'ils firent sans tenir compte des prescriptions coraniques ni des coutumes privant sharīfs et marabouts de la part qui devait leur revenir de la jizya.

V. Les 'Abd al-Wādīdes ont doté leurs contingents hilāliens d'importantes concessions fiscales (iqtā'-s); chargés de la perception des impôts-ceux-ci en prélevaient une part.

VI. La nature exacte des multiples impôts perçus par les Ḥafṣides est très floue: 'ushr, ḥukr, waḏīfa, lāzima désignaient des impôts fonciers et maks, waḏīfa, maghram, majbā, fā'id des contributions urbaines, artisanales ou commerciales; certains de ces derniers termes pouvant sans doute s'appliquer aux droits de douane et d'octroi. Bien entendu, il convient d'y ajouter la zakāt et la jizya; sans parler des amendes et confiscations, monnaie courante à l'époque. Rappelons que dans les tribus l'impôt était levé pour le Trésor par le shaykh qui bénéficiait de concessions fiscales; parfois il l'était par des tribus makhzan ou par une troupe opérant une tournée militaire et fiscale (maḥalla).

C. Armée

I. Les émirs ṣanhājiens ont conduit, eux-mêmes, les principales opérations militaires. Ils choisissaient leurs généraux parmi leurs parents, leurs affranchis et officiers. Jusqu'à al-Mu'izz l'armée dépendait du vice-émir

d'Ifrīqiya auquel il arrivait de mener campagne en personne. Quand il fut réduit au rôle de premier ministre, il paraît avoir conservé ses attributions militaires. La cavalerie était commandée par le qā'id al-a'inna. Les armées semblent avoir compté autant de fantassins que de cavaliers. Zirīdes et Ḥammādides ont eu une garde composée au moins en partie, d'esclaves noirs ('abīd). Les guerres ayant décimé l'armée zirīde et la fondation du royaume ḥammādide interrompu le recrutement en pays ṣanhājien, al-Mu'izz enrôla les Hilāliens qui jouèrent aussitôt un rôle militaire capital. Les derniers Zirīdes s'appuyèrent sur les Riyāḥ et les Ḥammādides sur les Athbaj.

La marine, surtout la course, ne se développa guère qu'à Mahdia zirīde et à Bougie ḥammādide.

II. Yūsuf b. Tāshfīn leva parmi les tribus non almoravides des contingents qui, adjoints aux troupes almoravides, formèrent un corps distinct (ḥasham) et recruta des nègres pour sa garde; les uns et les autres portaient le lithām. Pour tenir le Maroc 'Alī b. Yūsuf se constitua une milice chrétienne composée d'hommes libres, autorisée à avoir des chapelains et des églises et placée sous le commandement d'un noble barcelonais capturé Reverter. On multiplia les forteresses, surtout dans le Grand Atlas, édifiées par des ingénieurs andalous. Les soldats almoravides combattaient ordinairement à pied. Un premier rang de soldats armés de longues lances précédait ceux des autres, porteurs de javelots; en avant, un porte-enseigne l'élevait ou l'abaissait pour les faire se dresser ou s'accroupir; sorte de phalange assez surprenante de la part de nomades chameliers, d'autant plus qu'on ne parle pas de leur cavalerie. Pour mieux résister aux Almoḥades 'Alī b. Yūsuf fit réduire les lances de six coudées. La solde était minime mais le butin abondant et les militaires furent gratifiés de concessions foncières (iqṭā'āt). Les tribus étaient versatiles et leurs défections expliquent la plupart des défaites.

La flotte commandée par des qa'id-s avait pour port d'attache Almeria et aussi Cadix.

III. 'Abd al-Mu'min enrôla la garde chrétienne des Almoravides et les premiers califes almoḥades eurent recours aux mercenaires chrétiens. Al-Ma'mūn obtint du roi de Castille 15 000 chevaliers auxquels était garanti l'exercice public de leur culte. 'Abd al-Mu'min recruta sa garde personnelle parmi ses contribuables les Kūmiya. Les 'abīd al-makhzan dont des esclaves noirs faits prisonniers formaient le noyau initial, comprirent des contingents n'appartenant pas aux tribus fondatrices; leur importance

alla croissant tandis que diminuait l'apport de ces dernières. Les souverains enrôlèrent aussi de nombreux archers turcomans (*ghuzz*) qui étaient payés mensuellement tandis que les soldats réguliers ne percevaient leurs soldes (*barakāt*) que tous les quatre mois. Ils firent de plus en plus appel aux Arabes hilâliens, déportés à l'ouest et enrôlés, à mesure que s'accroissait l'affaiblissement militaire des tribus mašmūdiennes et alliées. 'Abd al-Mu'min aurait tenté de mettre à la tête des troupes des *ṭalib-s* et des *ḥāfiz-s*, mais l'initiative fut, semble-t-il, sans lendemain. Le signal du départ consistait en trois coups sur un grand tambour circulaire.

IV. A leurs forces initiales, peu nombreuses et presque exclusivement constituées par une excellente cavalerie, les Marinides agrégèrent d'autres contingents: des Zanatā du Maghrib central et des Arabes mais les uns et les autres tenus en réserve sous la garde de leurs chefs, n'étaient levés qu'en temps de guerre. Les mercenaires comprenaient environ 8 000 cavaliers (1 500 Turcomans ayant servi les Almoḥades, 4 000 Francs de la garde chrétienne, 500 archers renégats et 2 000 arbalétriers andalous) et la garde du sultan, sans doute zanātienne et comptant peut-être des arbalétriers andalous à pied. La solde versée tous les trois mois à l'occasion d'une revue atteignait pour les principaux chefs 60 *mithqāl*s d'or par mois plus une monture, des armes et des vêtements et décroissait jusqu'à 6. L'ordonnance du camp marinide était immuable: une ville de tentes, une enceinte d'étoffe (*afrag*) dotée de quatre portes gardées destinée au sultan et à ses femmes; une tente servait aux audiences. Le départ du souverain était annoncé par trois coups frappés sur un grand tambour.

Abū Yūsuf Ya'qūb (1269-1286) fonda un arsenal à Salé mais la grande base navale fut Ceuta. Après Abū l-Ḥasan la marine tomba en décadence.

V. L'essentiel de l'armée 'abd al-wādide était constitué de contingents hilâliens. Yaghmurāsan a eu une troupe de Turcomans (*ghuzz*), de Kurdes et de Chrétiens ayant fait leurs preuves dans les armées almoḥades; après 1254, il se passa des Chrétiens.

VI. L'armée ḥafside fort hétérogène était constituée par les Almoḥades, des Arabes nomades, des Berbères du Maghrib ou d'Ifrīqiya, des Orientaux, des Andalous et des Francs chrétiens. La force des premiers a été peu de chose en comparaison de celle des Arabes nomades d'Ifrīqiya dont la pesée fut essentielle. On relève l'existence d'une milice urbaine (*abīd al-makhzan*), d'une milice andalouse, de mercenaires turcomans et d'une milice de cavaliers chrétiens; venus d'Espagne ou d'Italie, ceux-ci

formaient la garde du souverain, continuaient de pratiquer leur religion et habitaient un faubourg de la capitale. Des renégats chrétiens, pour la plupart d'anciens esclaves affranchis, constituaient un élément militaire solide.

Le souverain commandait l'armée personnellement ou se faisait remplacer par le wazīr al-jund auquel incombait l'organisation militaire. L'intendant général s'appelait ṣāhib al-ṭa'ām. Les généraux étaient souvent des affranchis ou des renégats. Le qā'id al-a'inna commandait la cavalerie. Le 'arīf était un officier subalterne.

A propos de la marine on se contentera de signaler le préfet maritime (qā'id al-baḥr/qā'id al-uṣṭūl/ṣāhib al-baḥr) et l'importance de la course au moyen de navires armés par le gouvernement ou des hommes d'affaires

D. *Justice*

I. Le ḥākīm ou ṣāhib al-mazālim zīrīde connaissait des affaires n'étant pas de la compétence du cadi; le prince jugeait les plus graves. La charge de cadi de Kairouan était héréditaire dans une riche famille mālikite et arabe les Banū Hāshim tandis que celle de cadi de la cité princière Ṣabra/al-Manṣūriyya l'était dans une famille arabe de souche orientale et vraisemblablement shī'ite les Banū l-Kūfi. Avant la rupture avec le Caire le cadi de Kairouan porte le titre de qādi l-quḍāt (cadi des cadis), indice précurseur de cette volte-face et sa charge cesse bientôt d'être héréditaire tandis que la judicature de Ṣabra/al-Manṣūriyya passe à un sunnite. Après l'invasion hilālienne c'est le cadi de Mahdia qui porte le titre de cadi des cadis. Il est assisté d'un cadi des mariages. Une fatwā parle d'un individu chargé par un cadi régional de la juridiction matrimoniale.

Sous les Zirīdes la charge de témoin instrumentaire (shāhid, 'adl) est rétribuée et confiée à des personnes désignées qui pouvaient même là où il n'y avait ni cadi ni agent de l'autorité rendre des sentences valables. Le cadi fondait ses jugements sur les fatwās des docteurs mālikites obtenues à sa requête ou à celle des justiciables. Un certain juriste n'accepta de devenir cadi de Mahdia que si on lui adjoignait un autre juriste de son choix devenant le „muftī de Mahdia”; s'il ne s'agit pas d'un cas particulier ce trait atteste l'officialisation de la fonction de muftī. Tout comme le cadi le muftī n'était pas rétribué.

Sous certaines réserves les juristes ont déclaré exécutoires les jugements rendus par le cadi de Sicile nommé par le Normand.

II. Le cadicat de Marrakech occupé par un Berbère maṣmūdien sous Yūsuf b. Tāshfin l'est par un faqīh originaire de Séville, philosophe et

astronome, sous 'Alī b. Yūsuf. Les cadis provinciaux étaient désignés par les gouverneurs et confirmés par le Prince. 'Alī b. Yūsuf n'en nommait aucun sans lui enjoindre de ne trancher aucune affaire même mineure sans être assisté de quatre juristes.

III. Jusqu'à Ya'qūb al-Manṣūr c'est surtout le souverain qui rend la justice. Le cadi de Marrakech aurait porté à l'instar de celui de Cordoue le titre de qāḍī l-quḍāt.

IV. Sous les Marīnides le cadi de Fās Jadīd remplissait les fonctions de cadi en chef et était doté d'un petit domaine, d'un traitement et d'un cadeau annuel.

V. Aucune indication ne peut être fournie au sujet de la justice sous les 'Abd al-Wādīdes.

VI. Le Ḥafṣide assumait avec constance la répression des abus (radd al-mazālim) au cours d'audiences de justice publiques et hebdomadaires. Le grand cadi appelé qāḍī l-jamā'a était celui de Tunis; les destitutions, fréquentes, cessèrent à partir du XIV^e siècle et le grand cadi demeura en fonction jusqu'à sa mort. Le cadi des mariages lui était subordonné. Chaque localité importante avait son cadi nommé par ṣahīr sultanien après consultation du grand cadi et des hauts fonctionnaires religieux de Tunis. La charge de cadi du camp (qāḍī l-maḥalla) d'abord modeste prit de l'importance.

Les témoins instrumentaires devenus de vrais fonctionnaires étaient nommés dans chaque localité par le grand cadi de Tunis. Quant au muftī, lui aussi fonctionarisé à partir de la deuxième moitié du XIV^e siècle, nommé par le prince et appointé, son influence grandit au point qu'elle finit par l'emporter sur celle du juge.

REGIERUNG UND VERWALTUNG IRANS UNTER DEN SAFAWIDEN

VON

K. RÖHRBORN

I. *Einleitung*

In dieser kurzen Studie sollen 4 Bereiche der safawidischen Verwaltung näher beleuchtet werden:

(1) Die höchsten Staatsämter (Abschnitt II) waren bis vor kurzem ein dunkles Kapitel. Durch die Forschungen von Savory sind jetzt aber grössere Konturen der Entwicklung zu erkennen.

(2) Das Kanzleiwesen (Abschnitt III) ist das am besten erforschte Gebiet der safawidischen Verwaltung. Man kann sagen, dass durch die Studien von Busse und Minorsky und durch die Publikation der Traktate des 'Abdulhusain und des Abulqāsim die safawidische Kanzlei die islamische Kanzlei ist, die nach der mamlukischen Kanzlei am besten bekannt ist.

(3) Das Militärwesen (Abschnitt IV) und

(4) die Provinz-Verwaltung (Abschnitt V) sind durch Untersuchungen Minorskys, Lambtons und des Verfassers dieser Zeilen hinlänglich zu übersehen.

In den Bereichen 1, 3 und 4 ist es möglich, die Fragen der Organisation der Verwaltung parallel mit den Fragen der sozialen Stellung der Posteninhaber zu beobachten. Es lässt sich dann zeigen, dass Veränderungen in der Organisation korrelieren mit Veränderungen in der sozialen Zugehörigkeit der Ämter-Inhaber usw., wodurch eine besondere wissenschaftliche Evidenz erreicht werden kann. Die Finanz- und Palast-Verwaltung (Abschnitt III C) liegen noch im Dunkeln und werden hier nur kurz behandelt.

Unsere Quellen sind im wesentlichen von narrativer Natur (Chroniken, Reiseberichte). Akten der Reichsverwaltung sind nicht erhalten. Dagegen gibt es eine grössere Zahl von Urkunden und Urkunden-Abschriften (*Inšā*-Werke, Kopialbücher von Klöstern usw.). Wir besitzen keine Rechtsbücher oder Quellen, die den osmanischen *Kanun-names* entsprechen: Man folgte auf dem Gebiet des Steuerwesens (wenigstens im 16. Jahrhundert) offenbar vor-safawidischen Mustern (Steuer-Ordnung

Uzun Hasans). Auch Hof- und Kanzlei-Ordnungen sind nicht im Original erhalten, sondern nur auszugsweise und eingebettet in erzählende Quellen ('Abdulhusain, Abulqāsim, DM, TM). Die bewegten Verhältnisse des 16. Jahrhunderts waren den verfassungsbildenden Kräften nicht günstig. Was auf diesem Sektor im 17. und 18. Jahrhundert entstanden sein mag, ist nach der Katastrophe von 1722 verloren gegangen.

II. Staatsrat und höchste Staatsämter

A. Organisation

Einen Staatsrat (*ġānqī, dīvān*), bei dem die Reichsgrossen an Entscheidungen mitwirken konnten, gab es nur in Zeiten, in denen der Schah wegen seiner Jugend usw. nicht in der Lage war, selbst Entscheidungen zu fällen¹. So verlangten die türkischen Befehlshaber (Qızılbaş-Emire) kurz nach der Thronbesteigung 'Abbās' I. (995/1587), man solle „an 2 Tagen der Woche Staatsrat (*dīvān*) halten, wo die mächtigen Emire zusammenkommen [sollten] und wo Fragen, [die mit] der Provinz und dem Truppen[kontingent] jedes Stammes [zusammenhängen], mit Gutdünken und Billigung der Weissbärte (*riš-safīd*) des [betreffenden] Stammes entschieden werden [sollten]“².

War der Schah selbst in der Lage zu regieren, so tagte der Staatsrat offenbar selten, vor allem im Kriegsfall. Der Herrscher war nämlich nicht verpflichtet, die Reichsgrossen anzuhören. Besonders von 'Abbās II. wissen wir, dass er bei Ernennungen äusserst willkürlich vorging³.

Am Ende der Safawidenzeit gab es 7 ordentliche Mitglieder dieses Staatsrates: (1) Grosswesir (s.u. S. 20), (2) *Qōrčī-bāšī* (s.u. S. 36), (3) *Qullar-āqāsī* (s.u. S. 36), (4) *Ēšik-āqāsī-bāšī*, (5) *Tufangčī-āqāsī* (s.u. S. 36), (6) *Dīvān-bēgī* und (7) *Maġlis-nivīs* (s.u. S. 29 f.).

Der *Ēšik-āqāsī-bāšī* ist eine Art Zeremonien-Meister. Er ist verantwortlich für die Sitzordnung bei Hofversammlungen und Staatsempfängen, führt Gesandte vor den Herrscher, nimmt Geschenke und Bittschriften entgegen. Der *Dīvān-bēgī* ist der oberste weltliche Richter im Reich. Er allein ist befugt, die 4 Kapital-Verbrechen zu ahnden, und fungiert als Appellations-Gericht bei Klagen gegen die Entscheidungen von niederen Gerichten.

War ein Feldmarschall (*šīpāhsālār*, s.u. S. 20) ernannt, so nahm auch er am Staatsrat teil. Sicher war in der frühen Safawidenzeit auch der Stellvertreter (*vakīl*, s.u. S. 19) des Schah in diesem Rat, solange das Amt besetzt war.

¹ Nach Chardin (zitiert bei Montesquieu: *De l'esprit des lois*. Paris: Garnier o.J., Bd. I, S. 65 Anm. b) existierte kein Staatsrat in Persien.

² IM 383.

³ Findariski 219.

Im Gegensatz zu dem bisher geschilderten ausserordentlichen Staatsrat steht die Ratsversammlung (*dīvān*) des Grosswesirs (s.u. S. 20), eine bürokratische Institution. Sie fand regelmässig statt und hatte weit mehr Mitglieder, wahrscheinlich aber nur mit beratender Funktion.

Auf einige der bisher genannten Würdenträger werden wir an anderen Stellen noch eingehen. Hier wollen wir uns nur mit den 3 höchsten Staatsämtern befassen: Stellvertreter (*vakīl*) des Schah, Feldmarschall (*amīru'l-umarā*) und Grosswesir.

1. Stellvertreter (*vakīl*) des Schah. Seine Funktionen werden nur ganz allgemein beschrieben: Sein Siegel wird auf der Rückseite aller Erlasse über den Siegeln der anderen Würdenträger angebracht⁴, d.h. er ist nach dem Schah die oberste Autorität in fiskalischen und politischen Fragen.

Das Amt des Stellvertreters ist in der frühen Safawidenzeit immer mit einem der beiden anderen höchsten Ämter verbunden: von 907/1501-2 bis 920/1514 mit dem Posten des Feldmarschalls (*amīru'l-umarā*), von 920/1514-5 bis 930/1524 mit dem Posten des Grosswesirs. Die Würdenträger, die *Vikālat* und Grosswesirat auf sich vereinen, werden von einigen Quellen auch als „Inspektor des Grossdiwans“ (*nāzīr-i dīvān-i a'lā*) bezeichnet.

Von 930/1524 bis 940/1533 geht der Stellvertreter-Posten wieder mit dem Amt des Feldmarschalls (*amīru'l-umarā*) zusammen und von 940/1533 bis gegen Ende der Zeit Ṭahmāšbs (1524-1576) wieder mit dem Grosswesirat. Nach dem Jahr 940/1533 wird die Bezeichnung *vakīl* seltener. Sie wird allmählich durch die Bezeichnung *vazīr* ersetzt. Šāh Isma'īl II. (1576-1577) ernennt keinen *Vakīl*⁵. Unter Šāh Muḥammad (1578-1587) und zu Beginn der Herrschaft 'Abbās' I. (1587-1629) fungiert ein *Vakīl* neben einem Grosswesir. Wir hören nicht, dass der *Vakīl* zu dieser Zeit etwa gleichzeitig Feldmarschall (*amīru'l-umarā*) gewesen sei. 'Abbās I. hat nach der Hinrichtung seines ersten *Vakīls* keinen weiteren ernannt. Nach einer Quelle⁶ war das eine ganz bewusste Unterlassung. Auch nach 'Abbās I. wurde das Amt nur noch einmal (von 1038/1629 bis 1039/1630) besetzt. Aber die Gebühren (*tōšālik* (?)), die der *Vakīl* bei Ernennungen usw. bekam, existierten noch weiter. Sie wurden für den Fiskus eingezogen⁷.

⁴ Siehe die u. S. 21 zitierte Stelle aus TakAh 246b. Vgl. auch die gelegentliche Erwähnung des *Muhr-i vikālat* (HT 310a; RS 166b; HuSi 15b).

⁵ IM 223.

⁶ RS 371b.

⁷ TM 85, 116. Minorsky meinte irrtümlich, es handele sich hier um einen *vakīl* des Grosswesirs.

2. Feldmarschall (*amīru'l-umarā*, im 17. Jahrhundert: *sipahsālār*). Er ist der Inhaber der höchsten militärischen Befehlsgewalt.

Wie oben erwähnt, wird dieses Amt von 907/1501-2 bis 920/1514 zusammen mit dem Posten des Stellvertreters (*vakīl*) vergeben, von 920/1514-5 bis 930/1524 selbständig und darnach bis 940/1533 wieder mit dem Posten des Stellvertreters zusammen. Ab 940/1533 war das Amt wahrscheinlich wieder selbständig. Es wird aber in den Quellen für die Zeit Tahmāsb's (1524-1576) nur noch einmal im Jahr 975/1567-8 erwähnt. Der Feldmarschall-Posten verbindet sich in diesem letzten Fall mit dem Posten des Statthalters von Azarbāigān, eine Verbindung, die im 17. Jahrhundert öfter belegt ist. Unter Šāh Sulaimān (1667-1694) wird der Posten nicht besetzt⁸, und offenbar werden erst gegen Ende der Zeit Šāh Sulṭān Husain's (1694-1722) wieder regelmässig Feldmarschälle ernannt. An die Stelle der Feldmarschälle treten in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts Feldherrn (*sardār*). Sie werden nur für einen bestimmten Feldzug ernannt, oft mehrere gleichzeitig in verschiedenen Teilen des Reiches.

3. Grosswesir (*vazīr-i dīvān-i a'lā*, *vazīr-i a'zam*, im 17. Jahrhundert: *i'timādu'd-daula*). Die überlieferten Ernennungs-Diplome⁹ sagen wenig über seine Funktion. Unsere einzigen Quellen sind *Tazkiratu'l-mulūk* und *Dastūru'l-mulūk*¹⁰ vom Ende der Safawidenzeit. Demnach war keine Ernennung ohne das Gegensiegel des Grosswesirs gültig, auch wenn der Ernennungs-Auftrag vom Herrscher selbst kam. Bei Besetzung von kleineren Posten, wie Schreibern usw., entschied der Grosswesir sowieso allein, ohne den Herrscher zu fragen. Der Grosswesir war die oberste Aufsichtsbehörde über alle Beamten am Hof und in den Provinzen, deren Vergehen er dem Schah mitteilte. Auch bei allen Finanzoperationen war das Gegensiegel des Grosswesirs notwendig. Er musste alle Abrechnungen in letzter Instanz billigen, und nur mit seinem Placet durften nicht-realiserbare Steuern als Fehlbeträge verbucht werden. Die Auszahlung des Soldes an Angehörige der Hof-Truppen oder der Hof-Werkstätten geschah auf seinen Erlass (*raqam*) hin, ohne Mitwirkung des Herrschers. Über all das entschied der Grosswesir in einer Ratsversammlung (*dīvān*), wo er den Vorsitz hatte (s.o. S. 19).

Das Amt existierte selbständig von 907/1501 bis 915/1509-10. Von dieser Zeit an wurde es wahrscheinlich wahrgenommen vom *Vakīl*, der ja in dieser Zeit auch Feldmarschall war, also vielleicht alle 3 Ämter

⁸ Chardin V 322.

⁹ Ėv-oglı 74; Tāhir Vahid Nr. 50; Mahdi Hān 208.

¹⁰ TM 8b-11a; vgl. auch Busse 75; DM 75-77.

auf sich vereinte. Von 920/1514 bis 930/1524 bestand eine Personalunion von Grosswesirat und *Vikālat*, genannt *nizārat-i dīvān-i a'lā* (s.o. S. 19)¹¹. Diese Bezeichnung gebrauchen einige Quellen auch für die Zeit zwischen 930/1524 und 940/1533-4, als der Grosswesir nicht mehr Stellvertreter (*vakīl*) war. Es gibt aber Quellen, die den Grosswesir in dieser Zeit (930/1524-940/1533-4) *Vakīl* titulieren: Hier ist es angebracht, nach dem Vorgehen von Savory vom „bürokratischen *Vakīl*“ zu sprechen und das eigentliche *Vikālat* als „militärisches *Vikālat*“ zu bezeichnen. Wir müssen aber daran festhalten, dass es im Prinzip 3 höchste Ämter gab. Zur Zeit Ṭahmāsb (1524-1576) wurde das Grosswesirat auch an mehrere Beamte gleichzeitig vergeben, die dann für verschiedene Teile des Reiches zuständig waren¹².

B. Die soziale Herkunft des Verwaltungsstabes

Betrachten wir nun die rein formale Beschreibung dieser Ämter vor dem Hintergrund der personellen Besetzung. Die Führer der türkischen Stämme (Qızılbaş), durch die Šāh Isma'īl I. (1502-1524) an die Macht gekommen war, erhoben Anspruch auf Mitsprache in der Leitung des Staates. Wollte sich der Herrscher mehr Spielraum für eigene Entscheidungen verschaffen, so musste es sein Bestreben sein, die wichtigsten Posten der Verwaltung mit Personen zu besetzen, die allein von ihm abhängig waren und keine eigene militärische Hausmacht hatten, d.h. mit Angehörigen der sesshaften iranischen Bevölkerung oder mit gekauften Sklaven.

In der Tat lassen sich gerade an der personellen Besetzung der hier behandelten 3 Ämter die typischen Peripetien der Entwicklung des Reiches vom Feudalstaat zum sultanistischen Zentralstaat verfolgen.

1. Unter Isma'īl I. (1502-1524) ist das Amt des Stellvertreters (*vakīl*) zusammen mit dem Amt des Feldmarschalls (*amīru'l-umarā*) bis zum Jahr 914/1509 in der Hand eines türkischen Stammes-Führers. Damit ist dem Einfluss der Qızılbaş-Führer auch auf die Finanzverwaltung Tür und Tor geöffnet, und den iranischen Grosswesiren bleibt offenbar nicht viel Wirkungs-Möglichkeit.

2. Der Herrscher gibt die beiden erwähnten Ämter an Iraner (914/1509-920/1514). Es heisst bei der Ernennung von Mīr Nağm Zargar im Jahr 914/1509: „Auf der Rückseite der Erlasse siegelte er über den

¹¹ Savory (I 98, 102) hat nicht gesehen, dass Mirzā Šāh Ḥusain auch *Vazīr* war. Ḥvāga Ġalāluddīn Mḥd.-i Tabrizi und Qāzī Ġahān-i Qazvinī waren seine *Nuvvāb* oder *Vuzarā* (TakAh 252a; LT 33a; HT 61a, 65b; IM 159).

¹² Vgl. Savory II 76 f.

Siegeln der militärischen Befehlshaber, und er nahm die Rechnungsführung in seine Hand. Den türkischen Befehlshabern liess er keinen Einfluss in Finanzdingen. Er wurde [aber] auch mächtig in Fragen der [politischen] Herrschaft'.¹³ Während die beiden Ämter in iranischen Händen sind, kommt es zu 2 entscheidenden militärischen Niederlagen der Safawiden (gegen die Özbeken und die Osmanen). Zumindest bei der ersten Niederlage (gegen die Özbeken) ist sicher, dass die Rivalität zwischen den türkischen Befehlshabern (Qızılbaş-Emire) und dem iranischen Feldmarschall-*Vakīl* eine entscheidende Rolle spielt.

3. Nach der zweiten Niederlage (gegen die Osmanen) wird nun das militärische Oberkommando wieder in türkische Hände gelegt. Die Finanzverwaltung wird jedoch nicht wieder türkischem Einfluss preisgegeben, sondern bleibt in iranischen Händen: Das Amt des Stellvertreters (*vakīl*) wird jetzt mit dem Grosswesirat verbunden.

4. Nach Šāh Isma'īls Tod (1524) wird bald die Anfangssituation wiederhergestellt, weil der neue Herrscher, Ṭahmāsb (1524-1576), noch unmündig ist: Die Posten des Feldmarschalls und des Stellvertreters kommen an Stammes-Führer der Qızılbaş.

5. Der erwachsene Ṭahmāsb nimmt aber wieder mehr Einfluss auf die Staatsführung: Es kommt wieder zu der oben unter (3) geschilderten Konstellation.

6. Nach einer Zeit innerer Wirren (1576-1587) herrschen nach der Thronbesteigung 'Abbās' I. (1587-1629) zunächst wieder ähnliche Verhältnisse, wie oben unter (1) und (4) beschrieben¹⁴.

7. 'Abbās I. nimmt aber bald die Zügel ganz fest in die Hand: Das Amt des Stellvertreters bleibt vakant, das Grosswesirat wird an Iraner vergeben, das Amt des Feldmarschalls kommt an einen ehemaligen Palast-Sklaven (*ġulām*). Ähnlich auch unter den folgenden Herrschern. Selbst Personen von niedriger Herkunft können jetzt bis zum Grosswesirat aufsteigen¹⁵. Allerdings finden wir keine Palast-Sklaven unter den Grosswesiren (im Unterschied zum Osmanischen Reich).

8. Ab 1079/1669 ist das Grosswesirat meist in den Händen von Stammes-Führern von kurdischer, kaukasischer oder türkischer Herkunft. Das ist ein deutlicher Hinweis, dass sich die Position des Grosswesirs gewandelt hat. Er ist jetzt mehr als der Chef der Bürokratie. Auch

¹³ TakAh 246b; ähnlich GA 287b.

¹⁴ Die Quellen sagen nicht ausdrücklich, dass der *Vakīl* von 'Abbās I. auch *Amīru'l-umarā* war. Man kann es aber vermuten.

¹⁵ Fındariskī (238) erwähnt, dass keiner der Vorfahren des Grosswesirs Mīrzā Taqī (1634-1645) auch nur das geringste Amt hatte.

europäische Reisende¹⁶ bezeugen, dass der Grosswesir unter den untätigen Grosskönigen Sulaimān (1667-1694) und Sultān Ḥusain (1694-1722) der eigentliche Herrscher ist.

LISTE DER INHABER DER 3 HÖCHSTEN STAATSÄMTER

Die Namen von Iranern sind in Antiqua, die Namen von Qızılbaş-Emiren, von Kurden, Georgiern und Kaukasieren gesperrt, die Namen von Palastsklaven (*gulām*) kursiv gedruckt. Die *Izāfa* zwischen Name und *Nisba* lassen wir hier aus Raumgründen weg.

FELDMARSCHALL (<i>amīru'l-umarā</i>)	STELLVERTRETER (<i>vakīl</i>)	GROSSWESIR
Ab 907/1521-2: Ḥusain Bēg Lala Šāmlū zeitweise (?) auch Statthalter von Tabriz ¹⁷ .		Ab 907/1501-2: Amīr (Šamsud-dīn) Zakariyyā Tabrizī Kaḡuḡī, vorher Wesir der Aq-qoyūnlū-Herrscher ¹⁹ , ab 909/1503-4 zusammen mit Maḥmūd Ḥān (od. Ġān) Dailamī Qazvinī (alias Malīk Šarafud-dīn Maḥmūd Dailamī Qazvinī) vorher Wesir der Aq-qoyūnlū-Herrscher ²¹ .
Ab 914/1509: Mīr Naḡm Zargar Ġilānī ¹⁸		
Ab 915/1509-10: Mīr Yār-Aḥmad Ḥūzānī (alias Naḡm-i ḡānī), vorher Grosswesir ²⁰		Ab 914/1508-9 bis 915/1509-10: Mīr Yār-Aḥmad Ḥūzānī ²³ .
Ab 919/1513-4: bis 920/1514: Sayyid Mīr ʿAbdulbāqī Niʿmatul-lāh, vorher <i>Šadr</i> ²² .		(Von 915/1509-10 bis 920/1514 vakant oder in der Hand des <i>Amīru'l-umarā-Vakīl</i> ?)
Ab 920/1514-5: Mīd. Bēg Sofraḡī Ustāḡalū (alias Čā-yān Sultān) ²⁴ .	Ab 920/1514: Ḥvāḡa Šāh Ḥusain Iṣfahānī (alias Mīrzā Šāh Ḥusain), vorher Wesir von Dürmīš Ḥān Šāmlū ²⁵ .	

¹⁶ Vgl. TM 115.

¹⁷ Genannt *amīru'l-umarā* (TakAh 244a; LT 10b; HT 44b), *vakīl* (Savory II 94) oder *vakīl* und *amīru'l-umarā* (Savory I 99).

¹⁸ Genannt *amīru'l-umarā* (LT 21b; Savory I 99), *vakīl* (TakAh 246b; Savory I 95) oder *vazīr* und *vakīl* (GA 287b).

¹⁹ TakAh 243b; LT 10a. Für die *Nisba* Kaḡuḡī vgl. Navāʿī 3. Die Lesung Keçeci (so Sümer 21) wohl eine moderne Volksetymologie.

²⁰ Genannt *vakīl* (TakAh 247b; Savory I 95).

²¹ LT 12b; TS 91.

²² Genannt *amīru'l-umarā* (LT 28a), *vakīl* (TS 32; GA 291a; Savory I 97) oder *vakīl* und *amīru'l-umarā* (TakAh 249b).

²³ TakAh 247a; LT 22b; GA 288a.

²⁴ TakAh 250b; LT 31a; RS 120b. Nach HT 44b und GA 288a könnte Čāyān Sultān schon im Jahr 915/1509-10 *amīru'l-umarā* geworden sein. Ustāḡalū umschreiben wir im Hinblick auf die osm. Quellen (Selānikī 144; Ms. Staatsbibl. Berlin Hs. or. oct. 982, 56a). Vgl. auch die Schreibung Ustaxelu des Renegaten Don Juan (TM 193). Über die Person des Ustāḡa vgl. Sümer 44 Anm. 81, 45 Anm. 82.

²⁵ Genannt *vakīl* (Savory I 97), *nāzīr-i divān-i aʿlā* (TakAh 250b; NG 208b; LT 31b), *vazīr* (TS 89) oder *vakīl* und *vazīr* (GA 292b).

FELDMARSCHALL (<i>amīru'l-umarā</i>)	STELLVERTRETER (<i>vakīl</i>)	GROSSWESIR
Im Jahr 930/1523-4: Bāyazīd Sulṭān Ustāḡalū, Sohn von Čāyān Sulṭān ²⁶ .	Ab 929/1523 bis 930/1524: H̄vāḡa Ġalāluddīn (od. Ġamāluddīn) M̄hd. (Lu ² lu ² , Kaḡuḡi, H̄vāndamīri) Tabrīzi, vorher Vertreter (<i>nāʿib</i>) oder Wesir von Mirzā Šāh Ḥusain ²⁷ .	
Im Jahr 930/1523-4: Div Sulṭān Rūmlū ²⁸ .		
Ab 930/1524: Div Sulṭān Rūmlū und Muṣṭafā Sulṭān (alias Kepek Sulṭān) Ustāḡalū ²⁹ .		Ab 930/1524: Qāzi Ġahān Ḥusainī (od. Ḥasanī) Šaifi Qazvīni, früher Wesir von Mirzā Šāh Ḥusain ³⁰ .
Ab 932/1526: Div Sulṭān Rūmlū und Čōqa (?) Sulṭān Tekelū ³¹ .		Ab 931/1525: Amīr Ġaʿfar Sāvaḡi, früher Wesir von Zainuddin Sulṭān Šāmlū ³² .
Ab 933/1527: Čōqa (?) Sulṭān Tekelū allein ³² .		
Ab 937/1531 bis 940/1533-4: Ḥusain Bēḡ (Ḥān) Šāmlū und ʿAbdullāh Ḥān Ustāḡalū, beides Neffen Ismaʿils I. ³⁴ .		Ab 938/1531: Aḡmad Bēḡ Nūr Kamāl Iṣfahāni, vorher Wesir von Ḥusain Ḥān Šāmlū ³⁵ .
(vakant?)	Ab 940/1533-4 od. 941/1534-5: H̄vāḡa Saʿduddīn ʿInāyat Ḥūzāni und H̄vāḡa Muʿin Yazdi b. Qāzi Mir Ḥusain, zuletzt (?) zusammen mit dem ehemaligen Grosswesir Qāzi Ġahān Qazvīni ³⁶ .	
	Ab 942/1535 bis 957/1550-1 (?): Qāzi Ġahān Qazvīni allein ³⁷ .	
	Ab 958/1551: H̄vāḡa Amīr Bēḡ Muhr[dār], vorher <i>Vazīr-i kull-i Ġurāsān</i> , zusammen mit H̄vāḡa Ġiyāsuddīn ʿAlī Širāzi (alias Ġiyāš Guhar) und Mirzā Bēḡ Abhari (od. Sābaqi) und H̄vāḡa Saifulmulūk Tibrāni. Ende Schwein-Jahr 958-9/1551-2 scheidet H̄vāḡa Amīr Bēḡ Muhr[dār] aus. Seine Stelle an Āqā M̄hd. Farahāni, vorher Wesir des Prinzen Ḥqās Mirzā ³⁸ .	

²⁶ TakAh 252a; GA 293b.

²⁷ Genannt *vakīl* (GA 297b; Savory I 99; Savory II 73), *nāzīr-i dīwān-i aʿlā* (LT 33a), *vazīr* (TS 90; HT 65b; RS 155a) oder *vakīl* und *vazīr* (GA 293b). Vgl. auch o. Anm. 11!

²⁸ TakAh 252a; NG 211a. Nach GA 293b, 297b sofort an Kepek Sulṭān. Div Sulṭān wurde demnach *amīr-dīwān*. Die Lesung Köpek (so Sümer 45 usw.) eine moderne Volksetymologie?

²⁹ NG 212b; RS 162b.

³⁰ Genannt *vakīl* (GA 297b; CallPain 88), *nāzīr-i dīwān-i aʿlā* (NG 212a; Savory II 73), *nāzīr* und *vakīl* (Savory II 74) oder *vazīr* (RS 155a, 163a; IM 159).

³¹ NG 212b; RS 163a, 166a. Sümer (32 usw.) liest Čuka oder Čuha.

³² NG 213b; RS 166b.

³³ Genannt *nāzīr-i dīwān-i aʿlā* (NG 215b; Savory II 73) oder *vazīr* (GA 298b; RS 183a; IM 160).

³⁴ NG 215a; RS 181b.

³⁵ Genannt *vakīl* (CallPain 76; Savory II 74) oder *vazīr* (GA 303b; RS 163a; Savory II 74).

³⁶ NG 217b. H̄vāḡa ʿInāyat genannt *vakīl* oder *vazīr* (Savory II 74 f.).

³⁷ Genannt *vakīl* (HT 173a; Savory II 75) oder *vazīr* (IM 160; Savory II 75). Nach GA 313b erst ab 943/1536-7 alleiniger Wesir.

³⁸ Genannt *vakalā* (?) (HT 173b) oder *vuzarā* (HT 164a; IM 160).

³⁹ Genannt *vakīl* (HT 173b, 194b; Savory II 75) oder *vazīr* (IM 161; Savory II 76).

⁴⁰ Genannt *vazīr* (Savory II 76). Für die Vakanz: HT 232b; IM 161.

⁴¹ Savory II 78.

FELDMARSCHALL (<i>amīru'l-umarā</i>)	STELLVERTRETER (<i>vakīl</i>)	GROSSWESIR
Spätestens ab 975/1567-8: Šāh-qulī Sulṭān Ustāğalū, Grossbeg von Čuhūr-i Saʿd ⁴² .	Ab 960/1553: Maʿšūm Bēg Šafavī, Vetter Tahmāsbs, vorher <i>Amīr-dīvān</i> ³⁹ . Ab 976/1568-9 (bis wann?): Amīr Sayyid Šarīf-i Šānī ⁴⁰ .	
	(dazwischen einige Jahre vakant)	
		Ab 980/1573 od. 981/1573-4 bis 982/1574-5: Mīr Sayyid Husain (od. Ḥasan) Farahānī zusammen mit Ḥvāğā Ğamā- luddīn ʿAlī Tabrizī ⁴³ .
		(vakant)
		Ab 984/1576: Mīrzā Šukrullāh Išfahānī, vorher <i>Mustaufīyyu'l-</i> <i>mamālik</i> ⁴³ .
	Ab 985/1577-8 bis 994/1586: Kronprinz Ḥamza Mīrzā ⁴⁴ .	Ab 985/1577: Mīrzā Salmān Ğābarī ⁴⁵ .
		Ab Schaf-Jahr 991-2/1583-4 (bis wann?): Mīrzā Hidā- yatullāh ⁴⁶ . (Fehlt hier ein Glied?)
	Im Jahr 995/1586-7: Kron- prinz Abū Ṭālib Mīrzā ⁴⁷ .	Im Jahr 995/1586-7: Mīrzā Mḥd. Kirmānī (od. Išfahānī) b. Alī Bēg Surḥ ⁴⁸ .
	Ab 995/1586-7 bis 996/1588: Muršīd-qulī Ḥān Ustā- ğalū ⁴⁹ .	Ab 995/1587: Mīrzā Šāh Valī, vorher Wesir von Muršīd- qulī Ḥān Ustāğalū ⁵⁰ .
	(vakant)	Ab 996/1588: erneut Mīrzā Mḥd. Kirmānī (od. Išfahānī) ⁵¹ .
		Ab 997/1589: Mīrzā Luṭfullāh Šīrāzī, vorher Wesir der Prin- zessin Zainab Bēgum ⁵² .

⁴² Genannt *vazīr* (GA 334a; HT 232b, 237b; IM 161; Savory II 70). Für die Vakanz: HT 237b; IM 159, 161.

⁴³ GA 339a; CallPain 99; IM 162; Hinz 75.

⁴⁴ HT 277a; IM 126, 226

⁴⁵ HT 323a; IM 233; Hinz 75.

⁴⁶ HT 326b.

⁴⁷ HT Müller 34; IM 131.

⁴⁸ HT Müller 12, 14; CallPain 97; RS 348b; IM 352, 1090.

⁴⁹ HT Müller 12; IM 305, 385.

⁵⁰ HT Müller 34; IM 385, 1090.

⁵¹ HT Müller 34; CallPain 97; IM 401; Absetzung in TA 106b.

⁵² HT Müller 41, 88; IM 1090.

⁵³ HT Müller 88; IM 1090.

FELDMARSCHALL (<i>amīr'u-l-umarā, sipahsālār</i>)	STELLVERTRETER (<i>vakīl</i>)	GROSSWESIR
		Ab 999/1591: Ḥātīm Bēg Urdübādī, vorher <i>Mustaufi-yu'l-mamālik</i> ⁵³ .
Ab Drache-Jahr 1025-6/1616-7 bis Rind-Jahr 1034-5/1625-6: <i>Qārēiqāy Ḥān</i> , zeitweise auch Grossbeg von Āzarbāigān, später von Mašhad ⁵⁴ .		Ab 1019/1610: Mirzā Abū Ṭālib Bēg, Sohn von Ḥātīm Bēg Urdübādī ⁵⁴ .
(vakant)		Ab Huhn-Jahr 1030-1/1621-2: Salmān Ḥān (U'stāḡalū), Enkel einer Tochter Ṭahmāsb's, und Schwager von 'Abbās I. ⁵⁵ .
Ab 1038/1629 bis 1039/1630: Zainal Ḥān Sāmīlū, auch <i>Ē š i k - ā q ā s i - b ā š i</i> ⁵⁶ .		Ab Maus-Jahr 1033-4/1624-5: Sayyid 'Alā'uddīn Ḥusain (alias Ḥalīfa Sulṭān) b. Mir Rafī'uddīn Mḡd. Ṣadr, Schwiegersohn von 'Abbās I. ⁵⁷ .
(Fehlt hier ein Glied?)		
Ab 1040/1631 bis 1052/1643: <i>Rustam Bēg (Ḥān)</i> , auch <i>Dī-vān-bēgī</i> und zeitweise Grossbeg von Āzarbāigān ⁵⁸ .	(vakant bis zum Ende der Safawidenzeit?)	Ab 1041/1632: erneut Mirzā Abū Ṭālib Bēg (alias Ṭālib Ḥān), Sohn von Ḥātīm Bēg Urdübādī, vorher <i>Maḡlis-nivīs</i> ⁵⁹ .
(Fehlt hier ein Glied?)		Ab 1044/1634: Mirzā Taqī (alias Sārū Taqī), vorher <i>Vazīr-i kull</i> von Gilān und Māzandarān ⁶¹ .
Ab spätestens 1059/1649: Murtaẓā-qulī Ḥān b. Mihrāb Ḥān Qāḡār ⁶² .	Ab 1055/1645: erneut Sayyid 'Alā'uddīn Ḥusain (alias Ḥalīfa Sulṭān) ⁶³ .	
Ab 1060/1650 bis 1064/1654: <i>'Alī-qulī Bēg (Ḥān)</i> , Bruder des ehemaligen <i>Sipahsālār Rustam Ḥān</i> , auch Grossbeg von Āzarbāigān ⁶⁵ .	Ab 1064/1654 bis 1070/1659-60: Mḡd. Ḥān b. Ḥusain Bēg Qaycāci, vorher <i>Nāzir-i buyūtāi</i> ⁶⁴ .	
(vakant)		(1 Jahr vakant)
		Ab 1071/1661 bis mindestens 1077/1667: (Sayyid) Mirzā (Mḡd.) Mahdī b. Mirzā Ḥabībullāh Ṣadr, vorher Ṣadr ⁶⁶ .

⁵⁴ IM 166, 1091.

⁵⁵ IM 853, 966, 1022, 1091.

⁵⁶ IM 904, 1040.

⁵⁷ IM 1013, 1022; TazNas 15.

⁵⁸ HuSi 15b, 20a, 42a; ZT 58b.

⁵⁹ HuSi 64b, 100a-101a; ZT 59b, 62b.

⁶⁰ HuSi 55b, 106b; ZT 59b, 68a; AN 46.

⁶¹ HuSi 101b; ZT 62b, 69b; AN 64.

⁶² ZT 76b; AN 138.

⁶³ ZT 69b; AN 170; QH 229a; TazNas 15.

⁶⁴ AN 171, 298; TazNas 23, 85, 480.

⁶⁵ ZT 76b; QH 231a; AN 138 174 f., 180.

⁶⁶ AN 298-300; QH 250b; Findariskī 219; Ṭāhīr Vaḡīd Nr. 50; Chardin IV 2.

FELDMARSCHALL (<i>sipahsālār</i>)	GROSSWESIR
	(Fehlt hier ein Glied?) (Ab wann?): (Sayyid) Mirzā Abū Ṭālib b. Mirzā Ibrāhīm ⁶⁷ .
	Ab 1080/1669 bis 1099/1688: Šaiḥ ʿAlī Ḥān b. ʿAlī Bēg Zangana, vorher Feldherr (<i>sardār</i>) ⁶⁸ . (Fehlt hier ein Glied?)
1106/1694 (ab wann, wie lange?): Rustam Ḥān, Georgier(?) ⁶⁹ . (Fehlt hier ein Glied?)	Ab 1100/1688-89 bis spätestens 1110/1699: Mirzā (Mḥd.) Ṭāhir Vaḥīd (Šarīf) Qazvīni (od. Tabrizi), vorher <i>Maḡlis-nivīs</i> ⁷⁰ . (Fehlt hier ein Glied?)
Ab 1703: Šāh-navāz II. (alias Georg XI.), Georgier, auch Statthalter von Kirmān, Qandahār, Gīrišk, Qalāt und Kārtīl ⁷² .	Ab 1110/1699 bis spätestens 1119/1707: Mḥd. Muʾmin Ḥān Šāmlū, vorher <i>Ēšīk-āqāsī-bāšī</i> ⁷¹ . (Fehlt hier ein Glied?)
	Ab 1119/1707 bis spätestens 1120/1708: Šāh-qulī Ḥān Zangana, Sohn des ehemaligen Grosswesirs Šaiḥ ʿAlī Ḥān ⁷³ .
Ab 1709: Ḥusrau Ḥān (alias Kaichosro), Neffe von Šāh-navāz II., auch Statthalter von Kārtīl, Tabriz(?) und Bardaʿ(?) ⁷⁵ .	Ab 1120/1708: Faṭḥ-ʿAlī Ḥān Dāgīstāni ⁷⁴ .
Im Jahr 1124/1712: Mḥd. Zamān Ḥān Šāmlū, vorher (und gleichzeitig?) <i>Qōrčī-bāšī</i> ⁷⁶ . (vakant?)	
Im Jahr 1128/1716: Faṭḥ-ʿAlī Ḥān Türk-mēn, vorher (und gleichzeitig?) <i>Mīr-šīkār-bāšī</i> ⁷⁷ . (Fehlt hier ein Glied?)	

⁶⁷ TazNas 78.⁶⁸ Ṭāhir Vaḥīd Nr. 103.⁶⁹ DS 55b.⁷⁰ Vgl. die Überschrift der *Munšaʿāt* des Ṭāhir Vaḥīd (Ms. Univ. Teheran, Adabiyāt 133 Ğīm): „Ein Teil der Briefe des Mirzā Ṭāhir Vaḥīd-i Qazvīni oder Tabrizī, der [im Jahr] 1100 an Stelle von Šaiḥ ʿAlī Ḥān Wesir des Safawiden Sulaimān wurde“. Noch für das Maus-Jahr 1107 wird er in DS (135b) als *Iʿtimādūʿd-daula* erwähnt. Die Aufzählung in *Kawāṭir-š-ṣafā* (vgl. TM 65) muss daher falsch sein.⁷¹ DS 238 b.⁷² *Provinzen* 88; Lockhart 84, 87.⁷³ Busse 68, 82; auch in DM erwähnt, aber nicht identifiziert (vgl. DM 499).⁷⁴ MT 53 b; TM 65.⁷⁵ *Provinzen* 89; Lockhart 88, 90. MT (9a) hat ein Chronogramm für sein Todesjahr (1124), dem wir Vertrauen schenken möchten. Lockhart (90) hat Okt./Nov. 1711.⁷⁶ MT 19a; Lockhart 91. In MT wird seine Ernennung zum *Sipahsālār* nicht ausdrücklich erwähnt.⁷⁷ MT 24a; Lockhart 97.

FELDMARSCHALL (<i>siḫsālār</i>)	GROSSWESIR
Ab 1716 (bis wann?): Ḥusain-qulī Ḥān (alias Wachtang VI.), Georgier, auch Statthalter von Tabriz und Kārtīl ⁷⁸ .	
(vakant?)	
Ab 1130/1718 bis 1133/1720: Luṭf-ʿAlī Ḥān, Neffe des Grosswesirs Fath-ʿAlī Ḥān ⁷⁹ .	
Ab 1133/1720 (bis wann?): <i>Ismaʿīl Ḥān</i> ⁸⁰ .	Ab 1133/1720 bis 1134/1721: Mḥd.-qulī Ḥān Bēgdīlī Šāmīū, vorher <i>Qārʿi-bāšī</i> ⁸¹ .

III. Kanzlei, Siegelbewahrer, Finanz- und Palast-Verwaltung

A. Kanzlei

Die Entwicklung der safawidischen Kanzlei kann in 3 Perioden eingeteilt werden:

Erste Periode: Im 16. Jahrhundert existiert nur eine Kanzlei unter dem *Munšiyūʿl-mamālik*. Neben den Diplomen (*šağara*) für die Oberhäupter (*halīfa*) von Derwischen kennen wir von dieser Kanzlei aus der Zeit Ismaʿīls I. (1502-1524) nur Urkunden der Gattung *Nišān*, und zwar eine feierliche Form mit Intitulatio und eine einfache ohne Intitulatio (in beiden Fällen sind die ersten beiden Zeilen der Schrift eingerückt).

Zweite Periode: Unter Ṭahmāsb (1524-1576) wird eine neue Kanzlei-Ordnung (*dastūruʿl-ʿamal*) erlassen, die (mit einigen Ausnahmen) noch von ʿAbdulḥusain ⁸² (schreibt 1633) als gültig betrachtet wird. Dieser Autor sagt, dass gemäss der erwähnten Kanzlei-Ordnung die Erlasse (*manāšīr va aḥkām*) in 3 Arten einzuteilen sind:

(1) Der *Nišān* ist demnach „speziell für geistliche Pfründen und [Diplome von] Verwaltern für geistliche Stiftungen und [Diplome von Inhabern] von Ämtern“ (*maḥṣūs-i soyūrgāl va taulīyat va manāšīb*).

(2) Das *Parvānča* mit der Einleitungs-Formel: *farmān-i humāyūn šaraf-i nafāz yāft* „ist speziell für die weltlichen Pfründen der militärischen Befehlshaber, für [die Diplome der Inhaber von] hohen Ämtern, für Siegesschreiben und Befehle (d.h. für Korrespondenz mit Statthaltern

⁷⁸ Provinzen 89.

⁷⁹ MT 34b, 43b, 51b; Lockhart 112.

⁸⁰ MT 55a.

⁸¹ Mahdi Ḥān 208; TM 65.

⁸² Vgl. *Staatskanzlei* 331, darnach die Darstellung dieses Abschnittes.

usw.), die an Befehlshaber oder Vornehme in den Provinzen gehen'' (*maḥṣūṣ bi-tiyūlāt-i umarā va manāṣīb-i 'alīya va fathnāma-hā va aḥkāmi ki bi-umarā va a'yān-i sarḥadd va aṭrāf mī-ravad*). Man beachte, dass auch hier „Ämter“ (*manāṣīb*) genannt werden wie beim *Niṣān*. Die neue Urkunden-Art macht der alten also die Kompetenz streitig⁸³. Eine Unterart des *Parvānča* ist für Steuerschecks (*barāt*) u.a. bestimmt (mit der Einleitungs-Formel: *farmān-i humāyūn šud*).

(3) Die *Raqams*, die dritte Art der Erlasse, werden gemäss der Kanzlei-Ordnung Ṭahmāsb's I. nicht in der Kanzlei des *Munšiyu'l-mamālik* geschrieben, sondern vom Sekretär (*vazīr*) des Ressorts, dem der Beliehene angehört.

Raqams für die Verleihung von *tiyūl* (s.u. S. 35) werden also vom *vazīr-i qōrī* oder vom *lašgar-nivīs* geschrieben, gehen dann in die Rechnungskammer (*daftar*), wo die *Mustaufīs* ein Konzept (*musauwada*) mit genauer Spezifizierung der Pfründe nach Lage und Betrag verfassen. Nach diesem Konzept wird in der Kanzlei ein *Parvānča* ausgefertigt. *Raqams* für die Ernennung von Angehörigen der Hoftruppen (s.u. S. 35-37), d.h. also für die Verleihung von Sold, werden vom *vazīr-i qōrī*, *vazīr-i ġulām* usw. geschrieben und dem Beliehenen ausgehändigt. *Raqams* für die Verleihung von Ehrenkleidern (*ḥal'at*), eine Unterart, werden vom *Mušrif* der Hof-Schneiderei geschrieben und an den Empfänger des Ehrenkleids geschickt.

Man verzichtet also beim *Raqam* auf die Beglaubigung durch eine Einleitungs-Formel (*tuġrā*) und beschränkt sich überhaupt auf die reine Willensäusserung. Man kann die *Raqams* im 16. Jh. als Beschluss-Protokolle betrachten, die in erster Linie (ausser vielleicht beim Ehrenkleid-*Raqam*) für den internen Gebrauch des Hofes bestimmt sind⁸⁴.

Dritte Periode: Die Kanzlei-Ordnung Ṭahmāsb's I. erleidet seit 'Abbās I. (1587-1629) gewisse Veränderungen: Geistliche Pfründen (*soyūrgāl*) werden nicht mehr durch den *Niṣān* verliehen, sondern durch das *Parvānča* mit der Einleitungs-Formel: *farmān-i humāyūn šaraf-i nafāz yāft*. Weit wichtiger aber ist, dass der Gebrauch des *Raqam* eine Ausweitung erfährt: Der Sekretär des Staatsrates (*maġlis-nivīs*), bisher eine unbedeutende Figur⁸⁵, erhält die Befugnis, *Raqams* mit der Einleitungs-Formel (*tuġrā*): *ḥukm-i ġahān-mutā' šud* in schwarzer Tinte zu schreiben. Seine Kompetenz, *Raqams* von dieser Art auszustellen, ist aber bis in die Zeit Šāh Šafīs (1629-1642) hinein auf ein bestimmtes Sachgebiet beschränkt: Korrespondenz des Herrschers mit Statthaltern usw. Eine weitere wichtige Aufgabe fällt dem *Maġlis-nivīs* wahrscheinlich erst unter 'Abbās II. (1642-1666) zu: Diplome für die Bestallung von Statthaltern und sonstigen Emiren, von Vesiren und *Mustaufīs* des

⁸³ Vgl. a.a.O. 334 Anm. 106.

⁸⁴ Vgl. a.a.O. 320 f.

⁸⁵ Vgl. a.a.O. 314 f.

Hofes. Dem *Munšiyu'l-mamālik* bleibt auf diesem Gebiet nur ein bescheidener Rest seiner einstigen Befugnis: Diplome für eine Reihe von niederen Provinzbeamten ⁸⁶.

Das Motiv für die Ausweitung der Kompetenz des *Mağlis-nivīs* dürfte das Moment der Geheimhaltung gewesen sein: Relatoren und das Personal der Kanzlei des *Munšiyu'l-mamālik* waren in delikaten Angelegenheiten sicher unerwünschte Mitwisser. Seit der Zeit 'Abbās I. (1587-1629) kann der Herrscher mit den Statthaltern usw. korrespondieren, ohne dass etwas in die Öffentlichkeit des Hofes dringt: das Vorlesen von Eingaben und Berichten der Emire, die Protokollierung von eventuellen Beschlüssen und Entscheidungen des Schah, die Extendierung der Protokolle zum Konzept und die Ausfertigung der Fermane liegen jetzt allein in der Hand des *Mağlis-nivīs* ⁸⁷.

Im 17. und 18. Jh. existieren also zwei Kanzleien, die „alte Kanzlei“ des *Munšiyu'l-mamālik* und die „neue Kanzlei“ des *Mağlis-nivīs*, die ein wichtiges Instrument des Absolutismus bildet. Der enge Kontakt des *Mağlis-nivīs* zum Herrscher ⁸⁸ führt dazu, dass der *Mağlis-nivīs* den *Munšiyu'l-mamālik* bald überschattet. Er wird zu einer der bedeutendsten Figuren des Hofes und macht dem Grosswesir Konkurrenz ⁸⁹.

B) Siegelbewahrer

Von Isma'īl I. (1502-1524) sind 2 Siegel bekannt. Eines davon, das *Nišān*-Siegel, hat der Siegelbewahrer (s.u. S. 32) persönlich in Verwahrung ⁹⁰. Durch die Einführung einer neuen Urkundenart, des *Parvānča-yi šaraf-i nafāz*, im Jahre 1524-25 verliert er aber einen wesentlichen Teil seiner Kompetenz. Das *Nišān*-Siegel, offenbar weiterhin in der Hand des Siegelbewahrers ⁹¹, kommt kaum noch zum Einsatz, da die Diplome für Ämter (*manāšib*) in der Form des *Parvānča-yi šaraf-i nafāz* ausgefertigt werden, das mit einem neu geschaffenen Siegel (*muhr-i šaraf-i nafāz*) gesiegelt wird. Der Siegelbewahrer des *Nišān*-Siegels hat jedoch das Recht auf eine Ersatz-Siegelung auf der Rückseite dieser Diplome ⁹².

Das neue Siegel, das *Muhr-i šaraf-i nafāz*, verwahrt Ṭahmāsb I. (1524-1576) offenbar zeitweise im Harem ⁹³. Dennoch gibt es seit der

⁸⁶ a.a.O. 315 f.

⁸⁷ a.a.O. 315, 317.

⁸⁸ a.a.O. 317.

⁸⁹ a.a.O. 314.

⁹⁰ Busse 55. Es ist nicht klar, wer das zweite, weniger wichtige Siegel aufbewahrt. Es ist offenbar identisch mit dem Siegel, das später für Urkunden mit der *Ṭuğrā: parvānča-yi humāyūn šud* gebraucht wurde (vgl. *Staatskanzlei* 339 Anm. 138).

⁹¹ Für das Jahr 996/1587 wissen wir, dass es der Siegelbewahrer am Hals trägt (HT 404a, 405a).

⁹² *Staatskanzlei* 333.

⁹³ IM 383. Vgl. *Staatskanzlei* 334 Anm. 106.

Zeit Ṭahmāsb I. noch einen zweiten Siegelbewahrer — kein Qızılbaş-Emir, sondern ein irakischer *Sayyid*, Sulaimān Bēg Kamūna, der das Amt bis zum Beginn der Zeit ‘Abbās I. (1587-1629) hat⁹⁴. Unter Šāh Muḥammad (1578-1587) hat Sulaimān Bēg das *Muhr-i šaraf-i nafāz* (zeitweise?) selbst in Verwahrung⁹⁵.

Solange ‘Abbās I. (1587-1629) ein Spielzeug in der Hand seines Stellvertreters (*vakīl*), Muršid-qulī Hān, war (bis 1588), hatte dieser „die allerhöchsten, kaiserlichen Staatssiegel“ (*muhr-hā-yi mubārak-i ašraf*) am Hals, um damit nach Belieben Fermane auszustellen⁹⁶. Es ist nicht sicher, was mit den Staatssiegeln geschehen ist, nachdem ‘Abbās I. die Herrschaft der Qızılbaş-Emire gebrochen hatte⁹⁷. Beide Siegel, das *Muhr-i nišān* und das *Muhr-i šaraf-i nafāz*, verloren ohnehin mit der Ausweitung des Gebrauchs des *Raqam* (s.o. S. 29) ihre Bedeutung. Die beiden Siegelbewahrer hatten freilich weiterhin das Recht einer Gegensegelung auf der Rückseite der Diplome und damit das Recht auf Sporteln⁹⁸.

Die *Raqams* siegelte der Schah nämlich selbst mit seinen privaten Siegeln, auffällig durch ihr kleines Format. Von ‘Abbās I. (1587-1629) wissen wir, dass er ein Siegel (*muhr-i šabtī*) am Hals trug, mit dem man nach seinem Tode noch einen *Raqam* siegelte, um den Tod des Schahs geheim zu halten⁹⁹. Gemäss *Dastūru’l-mulūk*, das die Verhältnisse vom Beginn des 18. und vom Ende des 17. Jhs. widerspiegelt, gab es einen speziellen Beamten (*davātdār-i muhr-i anguštar*), der die *Raqams* zur Siegelung ins kaiserliche Harem schickte, nachdem der *Mağlis-nivīs* die Einleitungs-Formel (*tuğrā*) geschrieben hatte¹⁰⁰.

Auch die Betrachtung des Siegelwesens zeigt also eine zunehmende Macht-Konzentration in der Hand des Herrschers im 17. und 18. Jahrhundert.

Die Qızılbaş-Emire waren auf Grund ihrer mangelnden Bildung nicht in der Lage Kanzlei-Ämter zu bekleiden. Dafür kamen nur „Herren der Feder“, die aus iranischem Milieu stammten, in Frage. Im Gegensatz dazu war das Amt des Bewahrers des *Nišān*-Siegels im 16. Jahrhundert meist in der Hand eines der mächtigen türkischen Emire.

⁹⁴ HT 311a; IM 141, 385, 630.

⁹⁵ HT 280b.

⁹⁶ IM 383.

⁹⁷ Vgl. *Staatskanzlei* 341 Anm. 153. DM (310) nennt den *Nišān*-Siegelbewahrer geradezu „Bewahrer des *Muhr-i humāyūn*, dessen Gravur ist: *šabt-i muhr-i humāyūn*“. Das heisst also, er hatte nur das Gegenseigel.

⁹⁸ Vgl. TM 62, 63.

⁹⁹ IIsi 7b.

¹⁰⁰ DM 431.

LISTE DER BEWAHRER DES *NIŞĀN*-SIEGELS IM 16. JH.

(Ab wann?) bis 912/1506-7: Sārū ‘Ali Tekelū ¹⁰¹.

Ab 912/1506-7 bis 921/1515: Amir Bēg (Hān) Mauşillū ¹⁰².

Ab 921/1515 (?) bis Pferd-Jahr 928-9/1522-3: Ibrāhīm Sulţān, Bruder von Amir Hān Mauşillū ¹⁰³.

(Ab wann?) bis 937/1531: Kebe (?) Hālifa Tekelū ¹⁰⁴.

(Ab wann?) bis 939/1532-3: Maḥmūd Bēg Zūlqadr ¹⁰⁵.

Ab 939/1532-3 bis Pferd-Jahr 965-6/1558-9: Şāh-qulī Hālifa Zūlqadr ¹⁰⁶.

Ab Pferd-Jahr 965-6/1558-9 (bis wann?): ‘Ali-qulī Hālifa (od. Sulţān), Sohn von Şāh-qulī Hālifa Zūlqadr ¹⁰⁷.

(Ab wann, bis wann?): Muḥammad-qulī Hālifa Zūlqadr ¹⁰⁸.

(Ab wann?) bis 984/1576: Qōç Hālifa Zūlqadr ¹⁰⁹.

Im Jahr 984/1576-7: Sulţān Ibrahim Mirzā, Vetter Şāh Isma‘ils II. ¹¹⁰.

Ab 984/1576-7 bis 985/1578: Şamḥāl Sulţān Čarkas, Mutterbruder der Prinzessin Parī Hān Hānum ¹¹¹.

Ab 985/1578 bis 993/1585: Şāhruḥ Hān Tātī-oğlī Zūlqadr ¹¹².

Ab 993/1585 bis 995/1587 (?): Esilmes Hān, Sohn von Şāhruḥ Hān Tātī-oğlī Zūlqadr ¹¹³.

Im Jahr 996/1587: ‘Ali-qulī Sulţān, Sohn von Şāh-qulī Hālifa Zūlqadr ¹¹⁴.

Ab 996/1587 bis wenigstens 999/1591: erneut Esilmes Hān Zūlqadr ¹¹⁵.

Im 17. Jahrhundert wird das Amt so unbedeutend, dass wir in den wenigsten Fällen die Namen der Inhaber kennen. Die Entwertung dieses Amtes bedeutet auch die Entwertung einer wichtigen Macht-Position der Qızılbaş.

C. Finanz- und Palast-Verwaltung

Spätestens seit Beginn der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts existierten 2 „ausführliche Register“ (*nuşḥa-yi mufaşşal*), eines für die Verwaltung für Reichsgut (*sarkār-i divānī*) und eines für die Domänen-Verwaltung (*sarkār-i ḥāşşa*). Da in der betreffenden Quelle ¹¹⁶ der Aus-

¹⁰¹ Busse 54.

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ TakAh 251b.

¹⁰⁴ NG 215a; RS 181a.

¹⁰⁵ NG 215b; GA 304a.

¹⁰⁶ GA 304a; HT 147a, 190a; IM 65, 98.

¹⁰⁷ HT 190a.

¹⁰⁸ HT 259b.

¹⁰⁹ HT 258a; NuAs 28. Offenbar nur kurze Zeit, da nach TA (21a/b) das Amt direkt von Mḥd.-qulī an Ibrāhīm Mirzā geht.

¹¹⁰ HT 258a, 265b; Hinz 71.

¹¹¹ HT 270b; Hinz 16.

¹¹² HT 279a; IM 223, 286, 319; TA 33b; NuAs 177.

¹¹³ HT Müller 14; IM 319, 361. Lesung richtig? Doch wohl nicht Eslemes wie bei Sümer 139 usw.

¹¹⁴ HT Müller 19, 21.

¹¹⁵ HT Müller 68, 86; IM 384.

¹¹⁶ AN 325.

druck *nusha-yi mufaṣṣal* gebraucht wird, der auch in der osmanischen Verwaltung üblich war, so nehmen wir an, es handelt sich auch um dieselbe Sache: um eine Art Kataster, in dem alle Steuerquellen einer Provinz nach Lage und Betrag beschrieben waren und der die Grundlage der Finanzverwaltung bildete. Ferner erwähnt dieselbe Quelle 2 „zusammenfassende Register“ (*nusha-yi muğmal*), eine Bezeichnung, die ebenfalls aus dem Osmanischen Reich bekannt ist: Die Steuern der einzelnen Orte wurden in diesem Register darnach registriert, in wessen Hand die Einziehung der betreffenden Steuern lag.

Das „zusammenfassende Register“ (*nusha-yi muğmal*) der Verwaltung für Reichsgut war wahrscheinlich die Grundlage für die Tätigkeit der 4 sogenannten *Avārağa*-Schreiber (*avārağa-nivīs*). Jeder dieser 4 Beamten war für einen Teil des Reiches zuständig: (1) Āzarbāiğān mit Šīrvān, (2) ‘Irāq, (3) Ḥurāsān mit Kirmān und (4) Fārs. Auf Grund der Zahlungs-Belege (*asnād-i harğ*) der Pächter (*musta’ğir*) und Steuereinnahmer (*žābiṭ, mutaṣaddī*) notierten die *Avārağa*-Schreiber was schon eingegangen war und was noch ausstand ¹¹⁷.

Das „zusammenfassende Register“ (*nusha-yi muğmal*) der Krongut-Verwaltung hat wohl in entsprechender Weise dazu gedient, die Einnahmen aus den Krongütern in Evidenz zu halten.

Neben diesen beiden Abteilungen stand der sogenannte *Žābiṭa*-Schreiber (*žābiṭa-nivīs*) für unregelmässig anfallende Einnahmen: Wegzölle, Steuern auf Tabak-Handel usw. Zu seiner Kompetenz gehörten vor allem die Antritts-Zahlungen (*taqabbulāt*) für Ämter, die also hier (anders als im Osmanischen Reich) für den Fiskus eingezogen wurden ¹¹⁸. Diese Antritts-Zahlungen sind für Hof- und Provinz-Ämter schon gegen Ende der Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) bekannt ¹¹⁹, obwohl sie wahrscheinlich noch nicht so üblich waren wie am Ende des 17. Jahrhunderts ¹²⁰.

Die Einnahmen aus den Bodenschätzen wurden übrigens ebenfalls in einem eigenen Register geführt.

Das Gegenstück zu den bisher geschilderten Abteilungen war das Büro des *Šāhib-i tauğih*, wo die Passiva in Evidenz gehalten wurden. Die *Mušrif*s der Hof-Werkstätten (s.u. S. 34) und die Wesire der Truppen-Gattungen hatten über alle Auszahlungen ihm zu berichten, so dass jederzeit zu ersehen war, was gezahlt und was noch zu zahlen war. Dieses Büro war nicht nach Reichsgut und Krongut getrennt ¹²¹.

¹¹⁷ TM 77 f.

¹¹⁸ TM 76.

¹¹⁹ HT 206a, 226a, 228b, 309b.

¹²⁰ *Provinzen* 26; ferner TazNas 99, 189.

¹²¹ Vgl. Diplom für einen *Šāhib-i tauğih* in *Nāma-hā-yi divānī* S. 90-91. Ferner Busse 87.

Der Vorsteher der gesamten Finanzverwaltung war der *Mustaufīyu'l-mamālik*, der natürlich immer Iraner war. Neben ihm gab es am Ende der Safawidenzeit einen eigenen *Mustaufī* für Krongut (*mustaufī-yi ḥāṣṣa*), der aber in gewisser Hinsicht dem *Mustaufīyu'l-mamālik* untergeordnet war¹²². Der *Mustaufī-yi ḥāṣṣa* ist nicht erst durch 'Abbās I. (1587-1629) geschaffen worden, wie bisher angenommen, sondern existierte (zeitweise?) schon unter Ṭahmāsb (1524-1576)¹²³.

Die Einzelheiten der zentralen Finanzverwaltung sind noch zu wenig erforscht, als dass wir hier weiter darauf eingehen könnten.

Der Vorsteher der Palast-Verwaltung war der *Nāzīr-i buyūtāt*¹²⁴. Er hatte 33 verschiedene Abteilungen (*buyūtāt*) unter sich: die verschiedenen Hof-Werkstätten, die Hof-Küche, die Speicher für verschiedene Naturalien usw. Der *Nāzīr-i buyūtāt* gab am Jahresanfang an die erwähnten Abteilungen den Auftrag, die voraussichtlichen Ausgaben für 6 Monate zu schätzen. Die Schätzung wurde dann mit seinem Siegel versehen und an den Grosswesir geleitet, der die Auszahlung der geschätzten Summen genehmigte.

Der *Nāzīr-i buyūtāt* veranlasste, dass die Preise der vom gross-königlichen Haushalt benötigten Güter einmal im Jahr im Einvernehmen mit den Zunft-Vorstehern festgesetzt wurden. Ebenso war er verantwortlich für die monatliche Abrechnung der Abteilungen über ihre Ausgaben. Einmal jährlich musterte der *Nāzīr-i buyūtāt* das Personal der Hof-Werkstätten usw. und gab ihm Urlaub. Er prüfte den Zustand der gross-königlichen Kamele und der Palast-Bauten und sorgte für den Unterhalt der Bäder, Eiskeller usw.

Ursprünglich eine Domäne der Qızılbaş wurde der Posten des *Nāzīr-i buyūtāt* seit Šāh Šafī (1629-1642) (meist?) an Iraner, unter Sulaimān (1667-1694) und Sulṭān Ḥusain (1694-1722) sogar an Eunuchen gegeben. Der *Nāzīr-i buyūtāt* konnte in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts zum Grosswesir avancieren und wurde am Ende der Safawidenzeit gelegentlich zu den Sitzungen des Staatsrats (*ḡānqī*) hinzugezogen.

IV. Das Militärwesen¹²⁵

A. Organisation

Das Heer der frühen Safawidenzeit war ein Reiterheer von etwas über 100 000 Mann zur Zeit Ṭahmāsb (1524-1576). Durch die Schaffung

¹²² Busse 86.

¹²³ TS 95.

¹²⁴ Das Folgende nach TM 48-50, 118 f.

¹²⁵ Das Folgende, falls nicht anders vermerkt, nach *Provinzen* 44-53, 97-98, 129-131 und TM 14-19, 189-195.

anderer Truppen-Gattungen trat seit der Zeit 'Abbās' I. (1587-1629) dieses Reiterheer etwas in den Hintergrund, und seine Stärke betrug am Ende der Safawidenzeit nur noch ca. 60 000 Mann.

Diese Reiter-Truppen waren den Statthaltern unterstellt. Die Statthalter waren also nicht nur die höchste zivile Autorität in der Provinz, sondern hatten auch die höchste militärische Befehlsgewalt in der Hand.

Sie hatten im 16. Jahrhundert den grössten Teil der Einkünfte ihrer Provinz als Pfründe (*tiyūl*, s.u. S. 40) und besoldeten ihre Gefolgsleute (*mulāzim*), die Reiter-Truppen, indem sie ihnen bestimmte Teile von ihrer Pfründe als Sold (*mavāğib*) anwiesen (*iṭlāq kardān*). Die Soldaten mussten den Sold dann selbst an Ort und Stelle holen. Klein-Pfründen für einen Krieger, der ein oder zwei Bewaffnete zu stellen hat, gab es offenbar in Persien nicht.

Die Statthalter hatten verschiedene Grade: Die Statthalter der bedeutendsten Stadt einer Provinz waren militärisch als *Bēgler-bēgīs* (im 17. Jahrhundert auch *qōl-bēgī* oder *amīru'l-umarā* genannt) den Statthaltern der übrigen Bezirke dieser Provinz übergeordnet. So war der Statthalter von Tabrīz gleichzeitig *Bēgler-bēgī* von ganz Āzarbāiğān usw.

Neben diesen Truppen der Statthalter gab es in der frühen Safawidenzeit schon die sogenannten Reitergardisten (*qōrğī*)¹²⁶ am Hof. Sie gehörten zu den Gefolgsleuten des Hofes (*mulāzim-i hāṣṣa*). Die Annahme, dass *qōrğī* ein Synonym von *qızılbaş* sei, geht wahrscheinlich auf Chardin¹²⁷ zurück und findet sich noch in der modernen Forschung¹²⁸. *Qızılbaş* war aber eine Bezeichnung für alle Reiter-Truppen der frühen Safawidenzeit, während *qōrğī* eben nur für die Reitergarde des Hofes gebraucht wurde.

¹²⁶ Die osmanischen Quellen schreiben meist *qōrğī* (vgl. Selānikī 141, 165) oder *qōrūğī* (Peçevi II 79, 81, 105). Welche Etymologie man diesem Wort unterlegte, zeigt das tautologische Kompositum: *qōrūğī ve yasāğğī* (Peçevi II 99). Man dachte also an eine Ableitung von tü. *qorı-* „schützen“, wie auch Sümer (3, 22 usw.), der *korucu* liest. Wir würden uns vielleicht anschliessen, wenn nicht in den zeitgenössischen Quellen *qōruq* „Verbot, Reservation“ belegt wäre und auch das entsprechende Nom. act. *courouktchi* (Du Mans, vgl. Doerfer: *Türkische und mongolische Elemente im Neupersischen*, Wiesbaden 1965-75, Bd. III, S. 447). Wir hatten in *Staatskanzlei* (336 Anm. 116) auf die Möglichkeit der Herkunft von tü. *qur* „Reihenfolge“ usw. hingewiesen, weil uns die Identifizierung mit mo. *qorēi* „Bogenschütze“ (so schon TM 32 Anm. 2) zweifelhaft schien. Ausdrücke wie *qōrēi-yi šamšir* oder *qōrēi-yi tir-u kamān* (vgl. HT Müller 56 und Index) sprachen dagegen. Jetzt halten wir eine Ableitung von mo. *qor* „Köcher“ doch für möglich, unter der Voraussetzung, dass dieses Wort in der Safawidenzeit in der allgemeinen Bedeutung von „Waffe“ gebraucht wurde. Ebendiese Bedeutung scheint nämlich in *qōr-hāna* „Arsenal“ vorzuliegen (vgl. TM 47b, 99a, DM 303), wie auch in einigen der Belege, die Doerfer (a.a.O. I 432) in seinem überzeugenden Artikel *qōrēi* anführt.

¹²⁷ Chardin V 225 f.

¹²⁸ Vgl. Savory I 101.

Die Reitergarde des Hofes war zahlenmässig schwach: Im Jahr 920/1514 (Schlacht bei Čaldirān) betrug ihre Stärke offenbar nur 3000 Mann¹²⁹. Für die Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) schwanken die Angaben: Nach einer Quelle gab es 3000, nach einer anderen 4500 und nach einer dritten 5000 Reitergardisten. Sie waren wahrscheinlich ursprünglich alle am Hof stationiert. Für die Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) jedoch werden „Reitergardisten aus Teheran“ oder „Reitergardisten aus Naḥčivān“ erwähnt. Gegen Ende der Zeit dieses Herrschers hatten Mašhad und in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts Nağaf Garnisonen von Reitergardisten. Seit der Zeit ‘Abbās’ I. (1587-1629) scheint überhaupt das Gros dieser Truppe in der Provinz stationiert gewesen zu sein.

Die Reitergardisten wurden aus Mitteln der Domäne entlohnt. Sie erhielten vom Grossdiwan Steuerschecks und zogen selbst in die Provinz, um ihren Sold zu holen.

Der Führer der Reitergarde (*qōrčī-bāšī*) wird erstmals für das Jahr 911/1505-6 erwähnt. Er war nach *Tazkiratu’l-mulūk* der „Weissbart“ (*rīš-safīd*) für die Reitergardisten und darüberhinaus für die Reitertruppen der Statthalter. Als „Weissbart“ war er befugt, dem Grosswesir Vorschläge über ihre Ernennung und Beförderung zu machen. Er hatte offenbar auch eine Art von Jurisdiktion über den genannten Personenkreis. Zur Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) hatte er die Befugnisse des „Weissbarts“ noch nicht (s.u. S. 39).

Die Quellen erwähnen für die Reitergarde auch niedere Offiziere, die sogenannten Hundertschafts-Führer (*yūz-bāšī*). Spätestens seit der Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) gab es einen eigenen Sekretär (*vazīr*) und Finanzrat (*mustaufī*) für die Reitergarde (s.o. S. 29).

Zu den bisher erwähnten Truppen-Gattungen traten seit Beginn der Zeit ‘Abbās’ I. (1587-1629) 3 weitere Abteilungen: die Königsknappen (*qul*, *ğulām*), die Musketiere (*tufangčī*) und die Kanoniere (*tupčī*). Sie waren genau nach dem Muster der Reitergarde (*qōrğī*) organisiert. Nach dem osmanischen Autor Koçı Bey¹³⁰ (schreibt 1040/1630) betrug die Stärke dieser neuen Truppen 12 000 Mann. Sie hatten eigene Führer (*qullar-āqāsī*, *tufangčī-āqāsī*, *tupčī-bāšī*), die auch ihre „Weissbärte“ (*rīš-safīd*) waren. Neben Hundertschafts-Führern (*yūz-bāšī*) gab es bei diesen 3 Korps auch Tausendschafts-Führer (*mīn-bāšī*). Sie waren in Friedenszeiten in den Provinzen stationiert. Ihren Sold bekamen sie aus Mitteln der Domäne. Seit dem Schange-Jahr 1026-7/1617-8 brauchten sie ihren Sold nicht mehr jährlich zu beantragen (wie die Reitergarde im 16.

¹²⁹ GA 292b, 297a.

¹³⁰ ZDMG 15 (1861), S. 317. So auch Chardin V 226.

Jahrhundert), sondern alle Hof-Gefolgsleute (*mulāzim-i hāssa*) bekamen seit dieser Zeit „Dauergehälter“ (*mavāğib-i hama-sāla*). Die Tausendschafts-Führer hatten übrigens auch Pfründen (*tiyūl*).

Diese neuen Korps unterstanden nicht dem Statthalter der Provinz, in der sie stationiert waren, falls es sich nicht ohnehin um Domänen-Provinzen (s.u. S. 42) handelte. Im Falle einer militärischen Expedition wurde auch nicht unbedingt dem *Bēgler-bēgī* der betreffenden Provinz der Oberbefehl gegeben. Oft wurde vielmehr ein Hof-Beamter zum Feldherrn (*sardār*) ernannt, dem dann alle Truppen des betreffenden Reichsteils unterstanden (s.o. S. 20).

B. Die soziale Herkunft der Truppen

Das safawidische Heer des 16. Jahrhunderts bestand aus einer Reihe von nomadischen oder halb-nomadischen Stämmen (Qızılbaş-Stämme). Ursprünglich waren es wohl ausschliesslich türkische Stämme, die aus Kleinasien oder Syrien nach Ardabil, dem Sitz des safawidischen Ordens, gekommen waren (Tekelū, Šāmlū, Qaramānlū, Rūmlū). Noch zu Beginn der Zeit Ismaʿils I. (1502-1524) schlossen sich ehemalige Aq-qoyūnlū- und Qarā-qoyūnlū-Stämme den Qızılbaş an. Später kamen noch kurdische und čagataische Stämme dazu.

Bei der Bestimmung der Stammes-Führer, gleichzeitig die Statthalter, die formell vom Schah ernannt wurden, spielten die Sippen-Ältesten (*āqā*) des betreffenden Stammes eine Rolle. Im Einzelnen sind diese Verhältnisse jedoch noch nicht erforscht. Die Stammes-Führer und Statthalter waren in der Regel auch die „Weissbärte“ (*riš-safīd*) ihres Stammes und hatten in dieser Eigenschaft die Jurisdiktion über die Angehörigen des Stammes.

Hatten also die Statthalter im 16. Jahrhundert eine Hausmacht, so fehlte diese dem Schah völlig. Die Reitergarde (*qōrğī*) kann ursprünglich nicht als Hausmacht angesehen werden. Sie bestand aus Angehörigen der verschiedenen Qızılbaş-Stämme. Ihr „Weissbart“ war nicht der Führer der Reitergarde (*qōrğī-bāšī*), sondern der Führer ihres jeweiligen Stammes. Bei Streitigkeiten zwischen den Qızılbaş-Stämmen konnte es zu Beginn der Zeit Tahmāsb's (1524-1576) geschehen, dass sie auf der Seite ihres Stammes in den Streit eingriffen¹³¹. Aus dem Jahr 994/1585 hören wir sogar, dass die *Qōrğīs* der Türkmēn den Schah und den Hof verlassen und aufsässig werden, weil der „Weissbart“ der Türkmēn aufsässig geworden war.

¹³¹ Savory II 69.

Die Bindung der Qızılbaş an den Schah war spiritueller Natur: Der Schah war der „geistliche Führer“ (*muršid*) der Qızılbaş, die seine Schüler oder Jünger (*şūfī*, *murīd*) waren. Er hatte das Wissen von speziellen „Geheimnissen“ (*rumūz wa asrār*), das ihm von seinem Vorgänger übergeben worden war¹³². Er galt als übernatürlich erleuchtet¹³³. Die Herrschaft Isma‘ils I. (1502-1524) war in dieser Weise rein charismatisch legitimiert. Ṭahmāsb (1524-1576) scheint mehr orthodoxen Einflüssen unterlegen zu haben. So liess er Derwische (von welchem Orden?) hinrichten, die ihn zum *Mahdī* erklären wollten¹³⁴. Sein Nachfolger, Isma‘il II. (1576-1577) zeigte ja sunnitische Tendenzen und bekämpfte die *Şūfīs* sogar¹³⁵. Von ‘Abbās I. (1587-1629) hat man den Eindruck, dass er seine Stellung als *Muršid* geradezu bewusst zur Erreichung von politischen Zielen benutzt hat. Die schiitische Orthodoxie scheint aber nach ‘Abbās I. immer mehr an Einfluss zu gewinnen, so dass es unter Sulṭān Ḥusain (1694-1722) mit der Schliessung des Versammlungs-Hauses (*tauḥīd-hāna*) der *Şūfīs* in Işfahān und mit ihrer Vertreibung aus der Stadt endete.

Als Isma‘il I. im Jahre 1499 aus Lāhīgān zur Eroberung Persiens aufbrach, waren offenbar alle seine Gefolgsleute *Şūfīs*¹³⁶. Schon zu Beginn der Zeit Ṭahmāsb (1524-1576) war das aber bei weitem nicht mehr der Fall: Im Jahr 932/1525-6, so hören wir nämlich, versuchten die *Şūfīs* und ihre Führer (*hulafā*), in den Streitigkeiten der verschiedenen Qızılbaş-Stämme zu vermitteln¹³⁷. Sie waren damals offenbar die Einzigen, die noch die gemeinsame Sache im Auge hatten. In der Tat erfahren wir von erstaunlichen Beispielen ihrer Treue: Auf einen Wink des Schahs hin verspeisten sie Verräter lebendig. Die osmanischen Quellen erwähnen für die erste Hälfte des 17. Jahrhunderts mehrfach *Fidā’īs*, die vor der Schlacht schwören, zu siegen oder für den Schah zu sterben. Ihr Schlachtruf war: „O heiliger Schah“ (*yā šāh-i vilāyat*)¹³⁸.

Wir wissen noch nicht, inwieweit Ṭahmāsb (1524-1576) bereits versucht hat, sich eine eigene Hausmacht zu schaffen. Georgier waren, soweit bekannt, unter Ṭahmāsb nur im Harem beschäftigt¹³⁹. Vielleicht waren aber die oben (S. 36) erwähnten Teheraner oder Naḥčivāner

¹³² Das berichtet eine Chronik für Isma‘il I. (FS drittletzte Seite).

¹³³ FS (drittletzte Seite) berichtet, dass Sulṭān ‘Alī, *Muršid* des Ordens vor Isma‘il I., seinen Tod voraussieht, erleuchtet durch das *Nūr-i I‘ilāyat*.

¹³⁴ IM 117.

¹³⁵ IM 203; vgl. auch Hinz 72.

¹³⁶ Noch zur Zeit Ṭahmāsb's genossen diese Leute als *Şūfiyān-i qudīm-i Gīlānī* ein besonderes Ansehen (TakAh 242b).

¹³⁷ RS 163a, 164a.

¹³⁸ Naima II 375, III 20, 163; Peçevi II 259.

¹³⁹ IM 193.

Qōrǧīs nicht aus Qızılbaş-Stämmen rekrutiert, sondern aus der iranischen Bevölkerung dieser Orte? Die einzelnen Abteilungen der *Qōrǧīs* wurden ja sonst immer nach ihrem Stamm benannt (*qōrǧīyān-i Ustāǧālū* usw.).

Einen entscheidenden Schritt in dieser Richtung tat aber ‘Abbās I. (1587-1629): Die 3 neuen Korps (Königsknappen, Musketiere, Kanoniere) wurden nicht aus Qızılbaş-Stämmen rekrutiert, sondern aus Personen, die nur vom Hof abhängig waren. Die Königsknappen (*qullar, ğulāmān*) wurden ursprünglich aus nicht-muslimischen Sklaven (Tscherkessen, Georgier, Armenier) rekrutiert. Später scheinen auch Personen Aufnahme gefunden zu haben, die keine Sklaven waren: Wir wissen das von einem iranischen *Sayyid* ¹⁴⁰ und von einem Angehörigen des kurdischen Stammes der Zangana ¹⁴¹. Die Musketiere waren nach Iskandar Munšī aus [Nomaden]stämmen čagataischer, arabischer oder persischer Herkunft rekrutiert. Unter Sulṭān Ḥusain (1694-1722) gab es auch „Lurische Musketiere“. Aber auch Iraner aus vornehmen sesshaften Familien fanden Aufnahme, in allen Fällen, die wir kennen, für höhere Chargen ¹⁴². So war das Amt eines Tausendschafts-Führers (*mīn-bāšī*) der Musketiere in einer vornehmen Familie aus Bāfq (bei Yazd) erblich.

Über die Kanoniere, wahrscheinlich ein sehr kleines Korps, lässt sich noch nichts sagen.

Interessant ist ferner, dass die Reitergarde (*qōrǧī*) später nicht mehr ausschliesslich aus Qızılbaş-Elementen bestand. Von der Mitte des 17. Jahrhunderts hören wir, dass ein Königsknappe (*ğulām*) unter den *Qōrǧīs* diente ¹⁴³. Hier ist auch nochmals auf die oben (S. 36) erwähnte Tatsache hinzuweisen, dass gemäss *Tazkiratu’l-mulūk* der Führer der *Qōrǧīs* (*qōrǧī-bāšī*) am Ende der Safawidenzeit der „Weissbart“ (*rīš-safīd*) für alle *Qōrǧīs* war.

Schliesslich sei erwähnt, dass auch die militärischen Befehlshaber in den Provinzen, d.h. die Statthalter, seit ‘Abbās I. (1587-1629) nicht mehr ausschliesslich aus den Qızılbaş-Stämmen kamen: Nach Iskandar Munšī waren unter den 92 „mächtigen Emiren“, die zur Zeit des Todes von ‘Abbās I. (1629) am Leben waren, 21 Königsknappen (*ğulām*). Betrachten wir die Verteilung der militärischen Schlüsselstellungen, d.h. die *Bēgler-bēgī*-Posten (ohne Kurdistān und Luristān, mit Kirmān), so waren beim Tode ‘Abbās’ I. von 14 *Bēgler-bēgī*-Posten 8 und beim Tode Šāh Šafīs (1642) von 11 *Bēgler-bēgī*-Posten 3 in den Händen von Königs-

¹⁴⁰ TazNas 147.

¹⁴¹ HuSi 60b.

¹⁴² TazNas 52, 144.

¹⁴³ AN 216.

knappen (*ġulām*). Als erste Provinz kam im Schaf-Jahr 1003-4/1595-6 die Provinz Fārs an einen Königsknapen. Für Hirāt ist wenigstens bis zur Zeit Šāh Sulaimāns (1667-1694) kein Königsknappe als Statthalter (*bēgler-bēgī*) belegt ¹⁴⁴. Dagegen war der *Bēgler-bēgī* von Astarābād seit dem Drache-Jahr 1012-3/1604-5 wenigstens bis zum Jahr 1075/1664-5 immer ein Königsknappe. Diese Königsknappen waren dann auch Stammes-Führer der Qızılbaş-Truppen, die in der betreffenden Provinz stationiert waren ¹⁴⁵.

V. Die Provinz-Verwaltung ¹⁴⁶

A. Organisation

Die Steuern der Provinzen wurden im 16. Jahrhundert mit wenigen Ausnahmen (s.u. S. 45) als Pfründe (*tiyūl*) an die militärischen Befehlshaber (Qızılbaş-Emire) vergeben, die eine Statthalter-Stelle bekamen. Wir haben Beispiele, dass Provinzen mit einer pauschalen Auflage (1000 Toman jährlich an den Staatsschatz, 1000 Berittene zum Kriegsdienst) vergeben wurden. Schon zur Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) werden aber Pfründen bei der Vergabe gelegentlich nach dem Betrag spezifiziert ¹⁴⁷, d.h. sie waren also am Hof matrikuliert, was Betrag und Lage angeht. In der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts war das nach CHARDIN die Regel. Je nach der Grösse der Pfründe musste der Beliehene Berittene zum Kriegsdienst stellen. Die Pfründen waren de jure nicht erblich, sondern mit dem Amt des Statthalters verbunden.

Für die innere Verwaltung der Pfründen wurden spätestens seit der Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) vom Grossdiwan bestimmte Vorschriften (*dastūru'l-ʿamal*) herausgegeben. Die Bestallung der übrigen Provinzbeamten war ursprünglich Sache der Statthalter. Für die Finanzen ernannten sie eigene Wesire, für die niedere Gerichtsbarkeit Polizeivögte (*dārūga*), während sie die höhere Jurisdiktion selbst ausübten. Die Jurisdiktion bei 4 bestimmten Vergehen (Mord, Vergewaltigung, Blendung, Ausbrechen von Zähnen) war aber dem Hof vorbehalten.

Bereits gegen Ende der Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) wurden die Wesire der Statthalter gelegentlich von der Zentralregierung ernannt, ohne dass das eine feste Regel war. Wichtig ist hier oft die Ausdrucksweise der Quellen: Ein Wesir, der durch einen Statthalter eingesetzt worden ist,

¹⁴⁴ ʿAbbās-qulī Ḥān Šāmlū, *Bēgler-bēgī* unter ʿAbbās II. (vgl. *Provinzen* 34), ist bis in die Zeit Sulaimāns im Amt (*Taz-Nas* 22).

¹⁴⁵ Vgl. IM 1088.

¹⁴⁶ Falls nicht anders angegeben, alle Angaben nach *Provinzen* 54-69, 94-138.

¹⁴⁷ Vgl. GA 316b.

wird im allgemeinen als Wesir dieses Statthalters bezeichnet, ein zentral bestallter Wesir aber als Wesir der betreffenden Provinz.

In Ḥurāsān und in Āzarbāiğān gab es ziemlich früh zentral bestallte Wesire: in Ḥurāsān ab 927/1521 und in Āzarbāiğān spätestens ab 964/1557. Sie wurden als Generalwesire (*vazīr-i kull*) ihrer Provinz bezeichnet, und ihre Jurisdiktion ging über das Gebiet eines *Bēgler-bēgīs* hinaus und umfasste mehrere Statthalterschaften. Der Generalwesir von Ḥurāsān residierte ursprünglich in Hirāt, unter ‘Abbās II. (1642-1666) oder Šāh Sulaimān (1667-1694) aber offenbar (zeitweise?) in Mašhad¹⁴⁸. Er war am Ende der Safawidenzeit gleichzeitig Statthalter von Sabzawār. Der Generalwesir von Āzarbāiğān residierte in Tabriz.

Die Generalwesire sollten die Aktivität der Statthalter auf fiskalischem und jurisdiktionellem Gebiet kontrollieren. Wie das im fiskalischen Bereich in praxi aussah, wissen wir nicht. Im Bereich der Jurisdiktion hatten die Generalwesire von Ḥurāsān offenbar schon gegen Ende der Zeit Ṭahmāsb (1524-1576) die Befugnis, die Polizeivögte (*dārūğa*) einzusetzen. Das war ja ursprünglich ein Recht der Statthalter, und in vielen Fällen blieb es das auch. Ferner sollten Vertreter der Generalwesire in den Tribunalen der Statthalter, die höchsten Tribunale der Provinzen, mitwirken. Eine Chronik der Zeit ‘Abbās II. (1642-1666) bezeichnet den [General]wesir von Āzarbāiğān geradezu als den Stellvertreter (*nā’ib*) des *Bēgler-bēgī* von Tabriz. Als der Statthalter (*hākīm*) von Urūmī (in Āzarbāiğān) im Jahr 1065/1654-55 am Hof wegen gewisser Vergehen beschuldigt wurde, beauftragte man diesen Wesir, den Tatbestand zu untersuchen¹⁴⁹.

Daneben hatten die Generalwesire die Verfügungsgewalt über die Fonds der Domäne, die innerhalb der Statthalter-Provinzen lagen. Die Einnahmen der Domäne in diesen Provinzen stammten wohl weniger aus Grundrenten als aus gewissen Hoheitsrechten des Schahs: Kopfsteuer der Nicht-Muslime (*ğizya*), Münzprägung, Bodenschätze und Konfiskationen¹⁵⁰. Die Einnahmen aus diesen Quellen wurden durch die Generalwesire an die Personen geleitet, die Steuerschecks (*barāt*) vom Hof vorweisen konnten, im 17. Jahrhundert also vor allem an Angehörige der 3 neuen Truppen-Gattungen, die ‘Abbās I. geschaffen hatte.

Eine Reihe von Stadt-Bezirken des Persischen Irak und Tabriz wurden schon im 16. Jahrhundert meist nicht als Pfründe vergeben, sondern

¹⁴⁸ Mirzā Sa‘duddīn Mh̄d. (s.u. S. 45), der laut Ernennungs-Diplom (in Ṭāhīr Vahīd Nr. 108) das *Vizārat-i kull-i olkā’-i Ḥurāsān* bekommen hatte, wird trotzdem von Ṭāhīr Vahīd (Überschriften von Nr. 108, 180) als *vazīr-i Mašhad-i muqaddas* bezeichnet.

¹⁴⁹ AN 190.

¹⁵⁰ Für Konfiskationen vgl. QH 271b.

Domänen-Beamte hatten dort die alleinige und höchste fiskalische und jurisdiktionelle Autorität: in fiskalischen Dingen ein Wesir, in jurisdiktioneller Hinsicht ein Polizeivogt (*dārūḡa*). In der Regel waren beide von der Zentralverwaltung bestellt. Es konnte aber vorkommen, dass der Wesir gleichzeitig Polizeivogt war und das Amt durch einen Delegierten wahrnehmen liess.

Höchst bedeutsam ist die spätere Ausdehnung dieses Prinzips auf Grossprovinzen, d.h. es wurden im 17. Jahrhundert Statthalterschaften, die vorher unter einem *Bēgler-bēgī* waren, durch Domänen-Beamte verwaltet.

LISTE DER DOMÄNEN-PROVINZEN SEIT DEM JAHR 995/1587

Qazvin und Sāvūḡ-bulāḡ:	Seit Anfang 996/Anfang 1588 bis gegen Ende der Safawidenzeit (mit Unterbrechung von 996/1588-997/1598).
Kāšān:	Seit Anfang 996/Anfang 1588 bis zum Ende der Safawidenzeit.
Iṣfahān:	Seit Ramaḡān 996/August 1588 bis zum Ende der Safawidenzeit.
Grossprovinz Kirmān:	Seit 998/1590 für 1 oder 2 Jahre (ausser dem Stadt-Bezirk Kirmān und dem Bezirk Ḥabiṣ), erneut ab 1068-9 (Hund-Jahr)/1658 bis spätestens 1106/1694.
Yazd:	Frühestens seit 1004-5 (Affe-Jahr)/1596-7 bis zum Ende der Safawidenzeit.
Qumm:	Frühestens seit 1005/1597 bis zum Ende der Safawidenzeit.
Māzandarān:	Seit 1008/1599 bis zum Ende der Safawidenzeit.
Gilān (Rašt und Lāhiḡān):	Seit 1008/1599 bis zum Ende der Safawidenzeit.
Astārā und Gaskar:	Seit 1014/1606 bis gegen Ende der Zeit 'Abbās' I. (gest. 1038/1629).
Grossprovinz Fārs (Širāz und kleinere Bezirke, namentlich Ğahrūm und Dārāb):	Seit 1042/1633 bis zum Jahre 1130 oder 31/1718 od. 19.
Lār:	Seit 1045/1636 bis spätestens 1120/1708-9.
Bezirk des Baḡtiyāri-Stammes:	Seit 1054/1644 bis 1066/1656.
Grossprovinz Hamadān:	Seit 1064-5 (Pferd-Jahr)/1653-4 bis spätestens gegen Ende der Zeit Šāh Sulaimāns (gest. 1105/1694).
Ardabil:	Seit 1067/1656-7 (bis wann?)
Simnān, Damāvand und Ḥvār:	Seit 1067/1556-7 bis 1072-3 (Tiger-Jahr)/1662-3.

Die direkte Verwaltung einer Provinz durch Wesire war offenbar weniger wirtschaftlich als die Vergabe als Pfründe (*tiyūl*). Für die Grossprovinz Fārs weiss man, dass das Steueraufkommen erheblich sank, als man diese Grossprovinz durch Domänen-Beamte verwalten liess. Daher wurde im Tiger-Jahr 1072-3/1662-3 die Finanzplanung den jetzt gesunkenen Einnahmen angepasst. Aus demselben Jahr berichtet die Chronik, dass man eine Reihe von Bezirken (*maḡāll*) der Domänen-Verwaltung (*sarkār-i ḡāṣṣa*) an die Verwaltung für Reichsgut (*sarkār-i dīvānī*) gab, um von dort einige Bezirke zur Domäne zu nehmen¹⁵¹. Das

¹⁵¹ AN 325.

kann nur heissen, dass die Domäne hier Bezirke abstiess (ähnlich wie im Osmanischen Reich), die durch die Verwaltung als Domäne wirtschaftlich heruntergekommen waren.

Als Verbindung zwischen den Beamten der Provinz-Verwaltung und der steuerzahlenden Bevölkerung fungierten die *Kalāntars* oder (in ländlichen Bezirken *Āzarbāiğāns*) die *Maliks* ¹⁵². Die Hauptaufgabe eines *Kalāntar* bestand (gemäss einer Ernennungs-Urkunde ¹⁵³ für einen *Kalāntar* von Rašt und Umgebung aus dem Jahr 1107/1695) in der Umlegung (*taḥṣiṣ*) der Steuern auf die Untertanen. Der Wesir und *Mustaufī* von Gilān durften nicht ohne sein Wissen und Einverständnis Anweisungen und Umlegungen (*tauğīhāt va taḥṣiṣāt*) von Steuern vornehmen. Der *Kalāntar* hatte andererseits zu garantieren, dass die Beiträge, die umgelegt werden mussten, auch wirklich einkamen. Er musste am Ende des Jahres dem Grossdiwan eine Abrechnung über die Anweisungen (*tauğīhāt*) des vergangenen Jahres senden, versehen mit den Siegeln der örtlichen Honoratioren (*arbāb wa ahālī*). Er musste dieser Abrechnung „die Quittungen (und) detaillierten Unterlagen“ (*qubūz (va) asnād-i ġuzv*) beifügen, d.h. offenbar Quittungen, die die Empfänger der angewiesenen Steuern den Steuerzahlern aushändigten. Ausserdem verfügte die Urkunde, dass die Polizeivögte (*dārūğa*) Rechtsfälle (*qazāyā*) nur in Gegenwart des *Kalāntar*s oder seines Beauftragten entscheiden sollten. Der *Kalāntar* von Işfahān hatte gemäss *Tazkiratu'l-mulūk* ¹⁵⁴ sogar die Aufgabe, als Anwalt für Untertanen (*ra'iyyat*) zu fungieren, die Unrecht [durch Beamte der Verwaltung] erlitten hatten. Nach dieser Quelle hatte der *Kalāntar* neben der Funktion der Steuer-Umlegung auch noch eine allgemeine Aufsicht über die Zünfte: Er bestätigte ihre Oberhäupter, gab Diplome an die Meister usw.

B. Die soziale Herkunft des Verwaltungsstabes

Beginnen wir hier des Zusammenhangs wegen mit den *Kalāntars*. Ihre soziale Herkunft bleibt gleich. Tendenzen lassen sich nicht aufzeigen. Sie stammen aus vornehmen einheimischen Familien, in denen dieses Amt oft erblich war ¹⁵⁵. Ihre Ernennung erfolgte zwar durch ein Diplom vom Hofe, man nahm aber dabei Rücksicht auf die Wünsche der Steuerzahler. Das erfahren wir aus der soeben zitierten Bestallungs-Urkunde

¹⁵² Vgl. Ernennungs-Urkunde für einen *Malik* in LandPeas 110 ff.

¹⁵³ Urkunde im Besitz des Kultur-Ministeriums (*Idāra-yi farhang va humar*) in Teheran. Film davon unter der Nummer 1401 in der Universitäts-Bibliothek Teheran.

¹⁵⁴ TM 81-82. Vgl. Lambton 212-214.

¹⁵⁵ TazNas 100, 104-105, 116, 123, 137, 158. Vgl. auch Lambton 208 f.

für einen *Kalāntar* für Rašt und Umgebung: Der bisherige *Kalāntar* wurde abgesetzt, und ein anderer kam an seine Stelle, weil bei einer Abstimmung von 2596 „Untertanen und Gewerbesteuerpflichtigen“ (*ra‘āyā va arbāb-i bunīča*) 2127 Personen für diese Neubesetzung gestimmt hatten.

Über die soziale Herkunft der Statthalter hatten wir oben (S. 37) gesprochen.

Die Provinz-Wesire waren von iranischer Herkunft. Iskandar Munšī nennt die Provinz-Wesire schlechtweg „Tadschiken“ (*Tāǧīkiyya*), d.h. Iraner. Soweit wir wissen, handelte es sich um Iraner von vornehmer Herkunft: aus Familien von Grossgrundbesitzern (*hvāǧa-zāda*)¹⁵⁶ oder *Sayyids*¹⁵⁷, selten aus Familien von Kaufleuten¹⁵⁸ oder Handwerkern¹⁵⁹. Vielfach waren es Söhne von Angehörigen der Bürokratie, oder es waren Personen, die vorher am Hof den einen oder anderen Posten hatten. Andererseits waren die Provinz-Wesire das Reservoir, aus dem sich die Bürokratie der Zentralverwaltung ergänzte.

Provinz-Wesire von türkischer Herkunft (aus den Reihen der *Qızılbaş*) sind uns nur in 2 Fällen aus der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts begegnet¹⁶⁰, ebenso Provinz-Wesire von georgischer Herkunft¹⁶¹.

LISTE DER GENERALWESIRE VON ĤURĀSĀN

Ab 927/1521 bis 932/1526: Ĥvāǧa Ĥabibullāh (Išfahāni?).

Ab 936-7 (Tiger-Jahr)/1530-1 (mit einer Unterbrechung) bis 958/1551: Ĥvāǧa Amīr Bēg Muhr-[dār], Enkel des ehemaligen Grosswesirs Amīr Zakariyyā-yi Kaǧuǧi.

Ab 958/1551 bis wenigstens 975/1567-8 (?): Masiḥā Ĥvāǧa Rūḥullāh-i Ĥūzāni-yi Išfahāni (oder direkt an Āqā Kamāluddīn Zainul‘ubbād-i Kirmāni (alias: Āqā Kamālī), der nach einigen Quellen zwischen 964-5 (Schlange-Jahr)/1557-8 und 978-9 (Schaf-Jahr)/1571-2 als Generalwesir fungiert?).

(vakant?)

Im Jahr 986/1578: Mirzā Šukrullāh-i Išfahāni, Sohn des ehemaligen Generalwesirs Ĥvāǧa Ĥabibullāh-i Išfahāni, vorher Grosswesir.

(vakant)

Ab 1014/1605-6 bis 1016/1607-8: Ĥvāǧa (od. Mirzā) Mḥd. Šafi‘ (alias: Mirzā-yi Ālamīyān).

(vakant?)

Ab 1021-2 (Maus-Jahr)/1612-3 bis 1039-40 (Pferd-Jahr)/1630-1: Ĥvāǧa Ġalāluddīn Akbar-i Ġūryāni¹⁶²

¹⁵⁶ TS 100; IM 758; TazNas 451, 458.

¹⁵⁷ CallPain 2; TazNas 104, 109, 111, 112, 124.

¹⁵⁸ TazNas 85.

¹⁵⁹ TS 101.

¹⁶⁰ QH 252b; DS 82a.

¹⁶¹ Vgl. *Provinzen* 137.

¹⁶² IM 1093; ZIM 78 f.

- Ab 1039-40 (Pferd-Jahr)/1630-1 bis 1047-8 (Tiger-Jahr)/1638-9: Ḥvāğa Bēg-i Farāhāni, vorher Schreiber von Ḥvāğa Ğalāluddīn Akbar ¹⁶³
- Ab 1048/1639 bis gegen Ende der Zeit Šāh Šafīs (1038/1629-1052/1642) Mīrzā Ğān Bēg, Sohn von Ḥvāğa Bēg-i Farāhāni ¹⁶⁴.
- Seit spätestens 1070/1659-60 bis in die Zeit Šāh Sulaimāns (1077/1667-1105/1694): Mīrzā Sa‘duddīn (od. Sa‘iduddīn) Mḥd. b. Ḥvāğa Ğiyāḡ-i Mašhadi ¹⁶⁵.

LISTE DER GENERALWESIRE VON ĀZARBĀIĜĀN

- Seit spätestens 964/1557 bis etwa 982/1574-5: Mīrzā ‘Aṭā’ullāh-i Ḥūzāni-yi Iṣfahāni ¹⁶⁶.
- Seit etwa 982/1574-5 bis 984/1576: Ḥvāğa Qāsim ‘Alī.
(vakant?)
- Ab 1016/1607-8 bis 1031/1622: Ḥvāğa Mḥd. Rizā-yi Fadavi (alias: Sārū Ḥvāğa) b. Ḥvāğa Malik-i Ğuvaini, vorher Wesir des *Bēgler-bēgi* von Āzarbāiĝān ¹⁶⁷.
(vakant?)
- Seit spätestens 1038/1629 bis 1042-3 (Huhn-Jahr)/1633-4: Šāh Ibrāhīm-i Iṣfahāni ¹⁶⁸.
- Ab 1042-3 (Huhn-Jahr)/1633-4 bis wenigstens 1052/1642: Mīrzā Šadrā Mḥd.-i Iṣtīhārdī (alias: Ḥāĝĝī Šadrā Muḥammadā) ¹⁶⁹.
- Seit spätestens 1064-65 (Pferd-Jahr)/1654-55 (bis wann?): Mīrzā Šādiq, Bruder von Mīrzā Mḥd. Ibrāhīm (s.u.) ¹⁷⁰.
- Seit 1077/1667 bis 1095/1684: Mīrzā Mḥd. Ibrāhīm, später *Mustaufiyu’l-mamālik* ¹⁷¹.
- Ab 1095/1684 bis wenigstens 1124/1712: Mīrzā [Mḥd.] Ṭāhīr (alias: Mḥd. Ṭāhīr Bēg), Sohn von Mīrzā Mḥd. Ibrāhīm ¹⁷².

Die „Ämter der Feder“ waren also im 16. wie im 17. Jahrhundert in iranischen Händen. Betrachtet man die gesamte Verwaltung, so trat erst seit der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts das iranische Element gleichberechtigt neben das türkische: Erst seitdem ganze Provinzen durch Wesire verwaltet wurden, konnten Iraner auch in der Provinz-Verwaltung die höchsten Stellungen bekleiden.

C. Reichsgut und Krongut

Die Zweiteilung der Finanzverwaltung in die Verwaltung für Reichsgut (*sarkār-i dīvāni*) und für Krongut (*sarkār-i ḥāṣṣa*) hatte ihren Hintergrund im sozialen Gefüge des 16. Jahrhunderts. Die Verwaltung für Reichsgut verwaltete die Bezirke, die als Pfründen (*ti’yūl*) an die Qızılbaş-

¹⁶³ ZIM 79,229.

¹⁶⁴ HuSi 143a; ZIM 229

¹⁶⁵ TazNas 85; Ṭāhīr Vaḥīd Nr. 108.

¹⁶⁶ Vgl. jetzt noch Papazjan I 296.

¹⁶⁷ Vgl. noch TazNas 74.

¹⁶⁸ ZIM 295.

¹⁶⁹ ZIM 295.

¹⁷⁰ CourSol 324.

¹⁷¹ Muḥammad Mu‘īnā S. 218-220; CourSol 310.

¹⁷² Muḥammad Mu‘īnā S. 217-18 (Kopie des Ernennungs-Diploms vom *Zilḥ.* 1095). Er wird noch erwähnt in einem Ferman vom *Raĝab* 1124 (vgl. *Provinzen* 105 Anm. 44).

Emire, eigenständige Gewalten mit eigener Hausmacht, kamen. Die Krongut-Verwaltung befasste sich mit den Bezirken, die an Wesire oder Pächter der Domäne gegeben wurden. Die Qızılbaş-Emire in ihrer Gesamtheit hatten das Anrecht auf Pfründen monopolisiert, teilweise hatten einzelne Stämme bestimmte Provinzen geradezu approprietiert. Die Zentralverwaltung war durchaus nicht in der Lage, Pfründen-Bezirke einfach der Domäne einzuverleiben. Man war zeitweise am Hofe froh, wenn nicht umgekehrt die Domänen-Bezirke von den Qızılbaş-Emiren beschlagnahmt wurden.

Durch ‘Abbās I. (1587-1629) wurde das Monopol der Qızılbaş-Emire auf die Pfründen-Stellen gebrochen. Es kam jetzt vor, dass Königsknappen (*ğulām*) oder Tausendschafts-Führer (*mīn-bāšī*) der Musketiere, d.h. Personen ohne Hausmacht, Pfründe (*tiyūl*) bekamen. Man konnte auch ertragreiche Pfründen zur Domäne erklären und ertragschwache Domänen-Bezirke zur Pfründe machen. Ja, man vergab sogar bisweilen Teile einer Domänen-Provinz (unter einem Wesir) als Pfründe¹⁷³. Pfründe (*tiyūl*) und Sold (*mavāğib*) waren jetzt nur noch 2 verschiedene Arten der Entlohnung.

Die Zweiteilung der Finanzverwaltung hatte also im 17. Jahrhundert ihren sozialen Hintergrund verloren und wurde nur aufrecht erhalten, weil es für die Verwaltung zweckmässig war.

Hier liegt der Grund dafür, dass die europäischen Reisenden so widersprüchliche Aussagen über Reichsgut und Krongut machen. Sie als Europäer verbanden mit dem Begriff der Pfründe oder des Lehens immer den Begriff von eigenständigen Gewalten, die die Pfründen mehr oder weniger approprietiert haben. Eigenständige Gewalten neben dem Schah konnten sie nicht entdecken, andererseits konstatierten sie aber die Zweiteilung der Verwaltung. In diesem Sinne ist SANSON zu verstehen, wenn er zu dem Schluss kommt: „Man kann sagen, dass ganz Persien zur Domäne des Königs gehört; denn wenn die Grossen Ländereien (d.h. Pfründen) besitzen, dann nur durch ein Geschenk seitens Seiner Majestät, der [diese Ländereien] wieder seiner Domäne einverleibt, wenn diese Grossen in Ungnade fallen“¹⁷⁴.

VI. Anhang: Die Verwaltung der geistlichen Institutionen¹⁷⁵

Der höchste geistliche Beamte im Reich war der *Şadr*. Zu Beginn der Safawidenzeit war seine Hauptaufgabe die Propaganda des schiitischen

¹⁷³ Vgl. *Staatskanzler* 319.

¹⁷⁴ Sanson 106.

¹⁷⁵ Alles nach Savory I 103-105; Savory II 79-83; Busse 132 f.; *Provinzen* 73, 116-118.

Glaubens. Er war der Vorgesetzte aller Adelsmarschälle (*naqīb*), geistlichen Richter (*qāzī*), Vorbeter (*imām*), Professoren (*mudarris*) usw. und verfügte über ihre Ein- und Absetzung. Er hatte die Aufsicht über alle religiösen Stiftungen (*vaqf*) im Reiche. In Fällen, die das religiöse Recht (*šarī'a*) betrafen, war er das höchste Gericht. Im Tribunal des *Divān-bēgī* (s.o. S. 18), des höchsten weltlichen Richters, hatte er die Funktion eines Beraters.

Das Amt wurde erstmals im Jahr 907/1501 an den ehemaligen Lehrer Šāh Isma'īls I. (1502-1524) vergeben. Im Jahr 970/1562-3 wurde das Amt nach geographischen Gesichtspunkten auf 2 Personen verteilt, so dass jeder für eine Reichshälfte zuständig war. Nach *Ġavāhiru'l-aḥbār* war ein *Šadr* für den Persischen 'Irāq, Fārs und Ḥūzistān zuständig, der andere für Šīrvān, Ḥurāsān und Āzarbāiḡān. Das wurde aber keine feste Einrichtung. Im Jahr 1015/1606 kam es wieder zu einer geographischen Teilung des Amtes, allerdings nach etwas anderen Gesichtspunkten. Die Teilung bekam jetzt aber dadurch einen neuen Akzent, dass der eine *Šadr*, zuständig für den Persischen 'Irāq und Māzandarān, zusätzlich die Aufsicht (*taulīyat*) über alle religiösen Stiftungen (*vaqf*) im Reiche bekam, die die Grosskönige selbst eingerichtet hatten (die sogenannten „Kronstiftungen“). Er wurde daher geradezu als „*Šadr* für die Kronstiftungen“ (*šadr-i ḥāṣṣa*) bezeichnet. Später war jedoch das *Šadr*-Amt wieder in einer Hand, bis es seit der Zeit Sulaimāns (1667-1694) anscheinend regelmässig an 2 Personen gegeben wurde, wobei der eine *Šadr* offenbar ähnlich wie im Jahr 1015/1606 für die Kronstiftungen, der andere für die privaten Stiftungen zuständig war.

Das Amt war immer in den Händen von Angehörigen bekannter *Sayyid*-Familien. Seit Ende der Zeit Ṭahmāsbs (1524-1576) ist eine Tendenz zur Erblichkeit des Amtes zu beobachten, ohne dass das eine feste Regel geworden wäre.

Für die Zeit Isma'īls I. (1502-1524) und Ṭahmāsbs (1524-1576) erwähnen die Quellen auch für manche Provinzen einen Provinz-*Šadr*. Die Ausdrücke *šadr* und *šaiḥu'l-islām* werden mit Bezug auf Provinzen möglicherweise für denselben Beamten verwendet. In einigen Provinzen amtierte als höchster Geistlicher offenbar ein sogenannter Gross-Kadi (*qāzīyu'l-quṣāt*).

ABKÜRZUNGEN UND BIBLIOGRAPHIE

‘Abdulhusain
Abulqāsim
AN

s. *Staatskanzlei*

s. *Staatskanzlei*

Muḥammad Ṭāhir Vaḥid-i Qazvini: ‘*Abbās-nāma*. Ed. Ibrāhīm Dihgān. Arāk 1329 h.š./1951.

Busse

Heribert Busse: *Untersuchungen zum islamischen Kanzleiwesen*.

- Kairo 1959. (Abhandlungen des Deutschen Archäologischen Instituts Kairo. Islamische Reihe. 1.)
- CallPain Vladimir Minorsky: *Calligraphers and painters. A Treatise by Qāḏī Aḥmad, son of Mīr-Munshī (circa A.H. 1015/A.D. 1606)*. Washington 1959.
- Chardin Jean Chardin: *Voyages de Chevalier Chardin en Perse*. Ed. L. Langlès. Bd. 1-10, Atlas. Paris 1811.
- CourSol Ders.: *Le Couronnement de Soleimaan troisième roy de Perse ...* Paris 1671.
- DM Muḥammad-Taqī Dāniš-pizūh: *Dastūru'l-mulūk-i Mīrzā Rafī'ā va tazkīratu'l-mulūk-i Mīrzā Samī'ā*. In: *Maḡalla-yi dāniškada-yi adabiyāt va 'ulūm-i insāni* (Teheran). 15. 1346-47 h.š./1967-68. S. 475-504. 16. 1347-48 h.š./1968-70. S. 62-93, 298-322, 416-440, 540-564.
- DS Muḥammad Ibrāhīm b. Zainu'ābidīn-i Naṣīri: *Dastūr-i šahriyārān*. British Museum, Ms. Or. 2941.
- Ēv-oḡli Abulqāsim Ḥaidar Bēg Ēv-oḡli: *Nusaḥ-i ḡami'a-yi murāsālāt-i ūlu'l-albāb*. Ms. im Besitz von Dr. Bayāni, 1958 Direktor der Kaiserlichen Hofbibliothek Teheran. [Fotokopie im Seminar für Iranistik der Universität Göttingen].
- Findariski Mīrzā Abū Ṭālib b. Mīrzā Bēg-i Mūsavi-yi Findariski: *Tuḡfatu'l-'ālam*. In: Sammelhandschrift Kitābhāna-yi markazī-yi dānišgāh-i Tīhrān, Ms. 2465. S. 162-177, 195-250. [Verfasst 1107/1695-96]
- FS Ibrāhīm-i Amīni: *Futūḡāt-i šāhi*. Yazd, Kitābhāna-yi vazīri, Ms. 5774. [Abschrift vom Raḡab 1170; vgl. Index Iranicus Nr. 539; Mikrofilm im Orientalischen Seminar der Universität Freiburg/Br.]
- GA Munšī Būdāq-i Qazvīni: *Ḡavāhiru'l-aḡbār*. Ehemalige Kaiserliche Öffentliche Bibliothek zu St. Petersburg, Ms. Dorn Nr. 288. [Mikrofilm im Besitz von Prof. R. M. Savory, Toronto]
- Hinz Walther Hinz: *Šahā Esma'īl II. Ein Beitrag zur Geschichte der Šafawiden*. In: *Mitteilungen des Seminars für Orientalische Sprachen an der Friedrich-Wilhelms-Universität zu Berlin. Zweite Abt.: Westasiatische Studien*. 36. 1933. 19-100.
- HT Qāzī Aḥmad-i Qumī: *Ḥulāšatu't-tavāriḡ*. Deutsche Staatsbibliothek (Ostberlin), Ms. Or. fol. 2202.
- HT Müller Hans Müller: *Die Chronik Ḥulāšat at-tavāriḡ des Qāzī Aḥmad Qumī. Der Abschnitt über Šahā 'Abbās I*. Wiesbaden 1964. (Akademie der Wissenschaften und der Literatur. Veröffentlichungen der Orientalischen Kommission. 14.)
- HuSi Muḥammad Ma'ṣūm b. Hvāḡagī-yi Iṣfahāni: *Ḥulāšatu's-siyar*. Bayerische Staatsbibliothek München, Cod. Pers. 231.
- IM Iskandar Bēg-i Türkman [Iskandar Munšī]: *Tārīḡ-i 'ālam-ārā-yi 'Abbāsī*. Ed. Iraḡ Afšār. Bd. 1-2. Teheran 1334-36 h.š./1955-57.
- Lambton Ann K. S. Lambton: *The Office of kalāntar under the Safawids and Afšārs*. In: *Mélanges d'orientalisme offerts à Henri Massé*. Teheran 1963. 206-218.
- LandPeas Dies.: *Landlord and peasant in Persia. A Study of land tenure and land revenue administration*. London-New York-Toronto 1953.
- Lockhart Laurence Lockhart: *The Fall of the Šafawī dynasty and the Afghan occupation of Persia*. Cambridge 1958.
- LT Mīr Yahyā b. 'Abdullaṭīf-i Qazvīni: *Lubbu't-tavāriḡ*. Manchester, John Rylands Library Ms. Nr. ?
- Mahdi Ḥān Mīrzā Mahdi Ḥān: *Munša'āt*. In: Sammelhandschrift, Yazd, Kitābhāna-yi vazīri Ms. Nr. ? [Zitiert nach der Fotokopie in der Kitābhāna-yi markazī-yi dānišgāh-i Tīhrān, Fotokopie-Verzeichnis Nr. 5732, S. 157-257]
- Minorsky s. TM
- MT Muḥammad Ḥalīl b. Dāvud Mīrzā: *Maḡma'u't-tavāriḡ*. Stiftung Preussischer Kulturbesitz, Abteilung Staatsbibliothek (Westberlin), Ms. Or. quart. 220.

- Muḥammad Muʿinā Muḥammad Muʿinā-yi Urdübādi: *Munšaʿāt*. Kitābhāna-yi markazī-yi dānišgāh-i Tihṙān, Ms. Nr. 2591. [Verfasst 1109 mit späteren Zusätzen].
- Naima Mustafa Naima: *Rauḍat al-Ḥusain fī ḥulāsat aḥbār al-ḥāfiqain*. Bd. 1-6. Istanbul 1283 ḥ./1866-67.
- Nāma-hā-yi darbārī Anonymus: *Munšaʿāt yā nāma-hā-yi darbārī va divānī-yi Ṣafavī*. In: Sammelhandschrift, Yazd, Kitābhāna-yi vazīrī, Ms. Nr. ? [Zitiert nach der Fotokopie in der Kitābhāna-yi markazī-yi dānišgāh-i Tihṙān, Fotokopie-Verzeichnis Nr. 5732, S. 1-157]
- Nāma-hā-yi divānī Anonymus: (*Nāma-hā-yi divānī va farmān-hā-yi pādīšāhān-i Salḡūqī va Ṣafavī va diḡar ḥānadān-hā*). Kitābhāna-yi dāniškada-yi adabiyāt-i Tihṙān, Ms. Nr. 21 B. [Verfasst 1009, vgl. Mḡd. Taqī Dāniš-pīzūh: *Fihrist-i nuṣḡa-hā-yi ḥaḡḡī-yi Kitābhāna-yi dāniškada-yi adabiyāt*. Teheran 1339 ḡ.š./1960. S. 443].
- Navāʿī ʿAbdullḡusain Navāʿī: *Šāḡ Tahmāsb-i Ṣafavī. Maḡmūʿa-yi asnād va mukātābāt-i tāriḡī hamrāḡ bā yādāst-hā-yi tafṣīlī*. Teheran 1350 ḡ.š./1971. (Manābiʿ-ī tāriḡ va ḡuḡrāfiyā-yi Irān. 36.)
- NG Aḡmad b. Muḡammad-i Gaffārī: *Nuṣḡa-hā-yi ḡahān-ārā*. British Museum, Ms. Or. 141.
- NuAs Maḡmūd b. Hidāyatullāh-i Afūsta-yi Naṡanzi: *Nuḡavatu'l-āḡār fī zikri'l-aḡyār*. Ed. Iḡsān Isṙāqī. Teheran 1350 ḡ.š./1971-72. (Intiṣārāt-i bungāḡh-i tarḡama va naṣr-i kitāb. 355. Maḡmūʿa-yi mutūn-i fārsī. 44.)
- Papazjan A. D. Papazjan: *Persidskie dokumenty Matenadaranu. II. Kuḡḡie. ʿYpusk p̄voryj (XIV-XVI vv.)*. Erevan 1968.
- Peḡevī Ibrahim Peḡevī: *Tarih*. Bd. 1-2. Istanbul 1281-83 ḡ./1864-67.
- Provinzen Klaus-Michael Rōhrborn: *Provinzen und Zentralgewalt Persiens im 16. und 17. Jahrhundert*. Berlin 1966. (Studien zur Sprache, Geschichte und Kultur des islamischen Orients. Beihefte zur Zeitschrift „Der Islam“. N.F. 2.)
- QH Vali-quli-yi Šāmlū: *Qiṣaṣu'l-ḡaḡānī*. Paris, Bibliothēque Nationale, Ms. Blochet I 485.
- RS Mirzā Bēḡ b. ḡasan-i ḡasani-yi Gunābadi: *Rauḡātu's-Ṣafaviya*. Istanbul, Sūleymaniye Kütüphanesi, Ms. Lala Ismail 346.
- Sanson Sanson: *Voyage ou relation de l'état présent du royaume de Perse*. Paris 1695.
- Savory I Roger Mervyn Savory: *The Principal offices of the Ṣafawid state during the reign of Ismaʿīl I (907-30|1501-24)*. In: *Bulletin of the School of Oriental and African Studies. University of London*. 23. 1960. 91-105.
- Savory II Ders.: *The Principal offices of the Ṣafawid state during the reign of Tahmāsb I (930-84|1524-76)*. In: *Bulletin of the School of Oriental and African Studies. University of London*. 24. 1961. 65-85.
- Selānikī Mustafa Selānikī: *Tarih*. Istanbul 1281 ḡ./1863.
- Staatskanzlei Klaus Rōhrborn: *Staatskanzlei und Absolutismus im safawidischen Persien*. In: *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*. 127. 1977. 313-343.
- Sümer Faruk Sümer: *Safevi devletinin kuruluşu ve gelişmesinde Anadolu Türklerinin rolü (Şah İsmail ile halefleri ve Anadolu Türkleri)*. Ankara 1976. (Selçuklu Tarih ve Medeniyeti Enstitüsü yayımları. Tarih dizisi. 2.)
- Ṣāḡir Vaḡid Mirzā Muḡammad Ṣāḡir Vaḡid-i Qazvīni: *Munšaʿāt*. Raṣṡ, Kitābhāna-yi ʿumūmī, Ms. Nr. 189. [Mikrofilm in der Kitābhāna-yi markazī-yi dānišgāh-i Tihṙān, Fihrist-i mikrōfilm-hā Nr. 2020, S. 210; im Original keine Seiten-Zählung, sondern Numerierung der Dokumente].
- TakAh ʿAlī Zainulʿābidīn: *Takmilatu'l-aḡbār*. Faksimile-Teiledition in: O. A. Efendiev: *Obrazovanie Azerbajdžanskogo gosudarstva Sefevidov v načale XVI veka*. Baku 1961. [Vorhanden im Seminar für Kultur und Geschichte des Vorderen Orients. Universität Hamburg].

- TA Ğalāluddīn Muḥammad Munaġġīm-i Yazdī: *Tārīḫ-i ʿAbbāsī*. Oxford, Bodleian Library, Ms. Eliot 367. [Fotokopie im Seminar für Iranistik, Universität Göttingen].
- TazNas Mirzā Muḥammad Ṭāḫir-i Naṣrābādī-yi Iṣfahānī: *Taḫkīra-yi Naṣrābādī*. Ed. Vaḥīd Dastgirdī. Teheran 1317 ḫ.š./1938-39. [Verfasst 1083/1672-73, mit späteren Zusätzen]
- TM Vladimir Minorsky: *Tadhkirat al-mulūk. A Manual of Šafavid administration (circa 1137/1725). Persian text in facsimile (B.M. Or. 9496)*. London 1943. (E. J. W. Gibb memorial series. N.S. 16.)
- TS Sām Mirzā-yi Šafavī: *Taḫkīra-yi tuḫfa-yi Sāmī*. Ed. Ruknuddīn Humāyūn Farruḫ. o.O., o.J.
- ZIM Iskandar Bēg-i Türkmān [Iskandar Munšī]: *Zaīl-i tāriḫ-i ʿālam-ārā-yi ʿAbbāsī*. Ed. Suhailī Ḥvānsāri. Teheran 1317 ḫ.š./1938.
- ZT Kamāl Ḥān b. Ğalāl Munaġġīm: *Zubdatu't-tavāriḫ*. Istanbul, Atif Efendi Kütüphanesi Ms. Nr. 1861.

REGISTER

ZUSAMMENGESETZT VON REGINA GÜNTHER

PERSONEN UND DYNASTIEN

(für die Beiträge von H. R. Idris und K. Röhrborn)

[für Idris ist die französische Schreibweise beibehalten worden]

Abkürzungen: H:Ḥōga; M:Mirzā; Mhd.:Moḥammad

- ‘Abbās I. 18 f., 22, 26, 29-31, 34-36, 38 f., 46
 ‘Abbās II. 18, 29, 41
 ‘Abbāsides 1, 4, 7
 ‘Abd Allāh b. Yāsīn al-Gazzūlī 2, 11
 ‘Abd al-Ḥaqq 12
 ‘Abd al-Mu‘min 6, 12-14
 ‘Abd al-Wādides 3, 8, 12, 14, 16
 → Banū ‘Abd al-Wād
 → Banū Zayyān
 ‘Abdulbāqī Ni‘matullāh, Mir 23
 ‘Abdulḥusain 17 f., 28
 ‘Abdullāh Ḥān Ustāḡalū 24
 Abulqāsīm 17 f.
 Abū Bakr 9
 Abū Bakr b. ‘Umar 2
 Abū l’āris 9
 Abū Ḥafṣ 6
 Abū Ḥammū Ier 8
 Abū l-Ḥasan 7, 12, 14
 Abū ‘Inān 7
 Abū l-Rabī‘ 7 f.
 Abū Tāshfīn 8
 Abū Ṭālib Bēg, M. 26
 Abū Ṭālib b. Mirzā Ibrāhīm, M. 27
 Abū Ṭālib Mirzā 25
 Abū Ya‘qūb Yūsuf 8
 Abū Yūsuf Ya‘qūb 14
 Abū Zakariyyā’ 3, 9
 Aghlabides 1
 Aḥmad Bēg Nūr Kamāl Iṣfahānī 24
 ‘Alā‘uddīn Ḥusain b. Mir Rafī‘uddīn 26
 ‘Alī b. Yūsuf 5, 11, 13, 16
 ‘Alī Ḥān b. ‘Alī Bēg Zangana 27
 ‘Alī-qulī Ḥalīfa 32
 ‘Alī-qulī Sulṭān
 → ‘Alī-qulī Ḥalīfa
- Almoḥades 2, 3, 6, 8-11, 14
 → -Muwahḥidūn
 Almoravides 1-5, 7, 9, 11, 13
 → -Murābiṭūn
 Amīr Bēg (Ḥān) Mauṣillū 32
 Amīr Bēg Muhr[dār], Ḥ. 24, 44
 Āqā Kamālī
 → Āqā Kamāluddīn Zainul-‘ubbād-i Kirmānī
 Āqā Kamāluddīn Zainul‘ub-
 bād-i Kirmānī 44
 ‘Aṭā’ullāh-i Ḥūzānī-yi Iṣfahānī, M. 45
- Banū ‘Abd al-Wād 3
 → ‘Abd al-Wādides
 → Banū Zayyān
 Banū Zayyān 3
 → Banū ‘Abd al-Wād
 → ‘Abd al-Wādides
 Bāyazīd Sulṭān Ustāḡalū 24
 Bēg Abḥārī, M. 24
 Bēg-i Farahānī, Ḥ. 45
 Bēg Sābaqī, M.
 → Bēg Abḥārī, M.
 Brunschvig, R. 3
 Buluggīn b. Zīrī 1, 3 f.
 Busse 17
- Čayān Sulṭān
 → Mhd. Bēg Sofraḡī Ustā-
 ḡalū
 Chardin 18¹, 35, 40
 Čoqa (?) Sulṭān Tekelū 24
- Div Sulṭān Rūmlū 24
 Dürmiš Ḥān Šamlū 23
- Esilmes Ḥān 32
- Fath-‘Alī Ḥān 28
 Fath-‘Alī Ḥān Dāgīstānī 27
 Fath-‘Alī Ḥān Türkmēn 27
 Fāṭimides 1 f., 4, 10
- Ğa‘far Sāvaḡī 24
 Ğāhān Ḥasanī Šaifī Qazvīnī
 → Ğāhān Ḥusainī Šaifī Qazvīnī
 Ğāhān Ḥusainī Šaifī Qazvīnī 24
 Ğāhān-i Qazvīnī 21¹¹, 24
 Ğalāluddīn Akbar-i Ğuryānī, Ḥ. 44 f.
 Ğalāluddīn Mhd.-i Tabrizī, Ḥ. 21¹¹, 24
 Ğamāluddīn ‘Alī Tabrizī 25
 Ğamāluddīn Mhd. Tabrizī
 → Ğalāluddīn Mhd.-i Ta-
 brizī
 Ğān Bēg, M. 45
 Georg XI. → Šāh-navāz
 Ğiyāš Guhar
 → Ğiyāšuddīn ‘Alī Širāzī, Ḥ.
 Ğiyāšuddīn ‘Alī Širāzī, Ḥ. 24
- Ḥabībullāh (Iṣfahānī?), Ḥ. 44
 Ḥafṣides 3, 8-10, 12, 14, 16
 Ḥalīfa Sulṭān
 → ‘Alā‘uddīn Ḥusain. . .
 Ḥammād b. Buluggīn 1
 Ḥammādides 1, 3 f., 11, 13
 Ḥamza Mirzā 25
 Ḥasan Farahānī
 → Ḥusain Farahānī
 Ḥātīm Bēg Urdūbādī 26
 Hidāyatullāh, M. 25
 Ḥusain 20, 23, 34, 38 f.
 Ḥusain Bēg (Ḥān) Šamlū 24
 Ḥusain Bēg Lala Šamlū 23
 Ḥusain Farahānī, Mir S. 25
 Ḥusain-qulī Ḥān 28
 Ḥusrau Ḥān 27
- Ibn ‘Abdūn 5
 Ibn Abī l-Khisāl 5
 Ibn al-Qašira 5
 Ibn Ḥawqal 10 f.

- Ibn Tafrāgīn 9
 Ibn Tūmart 2, 5
 İbrāhīm-i İsfahānī 45
 İbrahim Mirzā 32
 İbrāhīm Sultān 32
 İdrisides 2
 İlqās Mirzā 24
 İskandar Munşī 39, 44
 İsmā'īl I. 21 f., 24, 28, 30, 37 f., 47
 İsmā'īl II. 19, 32, 38
 İsmā'īl Hān 28
- Kaichosrō
 → Husrāu Hān
 Kebe (?) Hālifā Tekelū 32
 Kepek Sultān
 → Muştafā Sultān Ustāğalū
 Koçı Bey 36
- Lambton 17
 Luţf- 'Alī Hān 28
 Luţfullāh Şirāzī, M. 25
- Maḥmūd Bēg Zulqadr 32
 Maḥmūd Hān (od. Ğān) Dai-
 lamī Qazvīnī 23
 Malik Şarafuddīn Maḥmūd
 Dailamī Qazvīnī
 → Maḥmūd Hān (od. Ğān)
 Dailamī Qazvīnī
 Ma'mūn 13
 Mañşūr 4
 Marīnides 3, 7 f., 12, 14, 16
 Masiḥa H. Rūhullāh-i Hū-
 zānī-yi İsfahānī 44
 Ma'sūm Bēg Şafarī 25
 Minorsky 17
 Mirzā-yi Ālamiyān
 → Mḥd. Şafī'
- Muḥammad 19, 31
 Mḥd. Bēg Sofrāgī Ustāğalū
 23 f.
 Mḥd. Farahānī 24
 Mḥd. Hān b. Hūsain Bēg
 Qayçacı 26
 Mḥd. İbrāhīm, M. 45
 Mḥd. İsfahānī b. Alī Bēg Surḥ
 → Mḥd. Kirmānī b. Alī Bēg
 Surḥ
 Mḥd. Kirmānī b. Alī Bēg Surḥ,
 M. 25
 Mḥd. Mahdī b. Mirzā Ḥabīb-
 ullāh Şadr, M. 26
 Mḥd. Mu'min Hān Şāmlū 27
 Muḥammad-qulī Hālifā Zul-
 qadr 32
- Muḥammad-qulī Hān Bēgdilī
 Şāmlū 28
 Mḥd. Rizā-yi Fādavī b. Hıvāğa
 Malik-i Ğuvainī, H. 45
 Mḥd. Şafī', H. (M.) 44
 Mḥd. Tāhir Bēg, M.
 → Tāhir, M.
 Mḥd. Zamān Hān Şāmlū 27
 Mu'ın Yazdī b. Qāzī Mir
 Hūsain 24
 Mu'izz 1, 12 f.
 Mu'izz b. Bādīs 1, 4
 Murābiḩūn
 → Almoravides
 Murşid-qulī Hān Ustāğalū 25,
 31
 Murtażā-qulī Hān b. Mihrāb
 Hān (Qāğar) 26
 Muştafā Sultān Ustāğalū 24
 Mustanşir bi-Llāh 3
 Mu'tamid de Séville 5
 Muwahḩidūn
 → Almohades
- Nağm-i şānī
 → Yār-Aḩmad Hūzānī
 Nağm Zargar Gilānī, Mir 21,
 23
 Naşir 6
- Qārçiqāy Hān 26
 Qāsim 'Alī, H. 45
 Qōç Hālifā Zulqadr 32
- Rustam Bēg
 → Rustam Hān
 Rustam Hān 26
 Rustam Hān 27
- Şādiq, M. 45
 Şadrā Mḥd.-i İstihārdī, M. 45
 Şadrā Muḥammadā
 → Şadrā Mḥd.-i İstihārdī
 Sa'uddīn 'Ināyat Hūzānī,
 H. 24
 Sa'uddīn Mḥd. b. Hıvāğa
 Ğiyās-i Maşhadī, M. 45
 Safawiden 17-47
 Şafī' 29, 34, 39, 45
 Şāh Hūsain, M.
 → Şāh Hūsain İsfahānī, M.
 Şāh Hūsain İsfahānī, H.
 21¹¹, 23 f.
 Şāh-navāz II. 27
 Şāh-qulī Hālifā Zūlqadr 32
 Şāh-qulī Hān Zangana 27
- Şāh-qulī Sultān Ustāğalū 25
 Şāhruḩ Hān Tāti-oğlı Zulqadr
 32
 Şāh Valī, M. 25
 Sa'uddīn Mḥd. b. H. Ğiyās-i
 Maşhadī
 → Sa'uddīn Mḥd. b. H.
 Ğiyās-i Maşhadī
 Saifulmulūk Tihrānī, H. 24
 Sahnān Ğābarī, M. 25
 Salmān Hān (Ustāğalū) 26
 Şamḩāl Sultān Çarkas 32
 Şarīf-i Şānī, S. 25
 Sārū 'Alī Tekelū 32
 Sārū H.
 → Mḥd. Rizā-yi Fādavī. . .
 Sārū Taqī
 → Taqī, M.
 Savory 17, 21
- Şukrullāh İsfahānī, M. 25, 44
 Sulaimān 20, 23, 34, 40 f.,
 45, 47
 Sulaimān Bēg Kamūna 31
- Tāhir, M. 45
 Tāhir Vaḩīd (Şarīf) Qazvīnī,
 M. (Mḥd.) 27, 27⁷⁰
 Tāhir Vaḩīd Tabrizī
 → Tāhir Vaḩīd Qazvīnī
 Tahmāsb (I.) 19-22, 25 f.,
 28-31, 33 f., 36-38, 40 f., 47
 Tālib Hān
 → Abū Tālib Bēg, M.
 Taqī, M. 26
- Umayyades d'Espagne 2
 Uzun ḩasan 18
- Wachtang VI.
 → Hūsain-qulī Hān
 Waţḩāsides 3
- Yaghmurāsan 14
 Yaḩyā b. 'Umar 2
 Ya'qūb al-Manşūr 16
 Yār-Aḩmad Hūzānī, Mir 23
 Yūsuf b. Tāşḩīn 4 f., 13, 15
- Zainab Bēgum 25
 Zainal Hān Şāmlū 26
 Zainuddīn Şāmlū 24
 Zakariyyā Tabrizi Kağuşī,
 Amīr 23, 44
 Zīrides 1, 3 f., 10, 13, 15

ORTSNAMEN

(auch Völker und Stämme)

[Stammesbezeichnungen als Teil eines Namens stehen nur bei diesem]

- Aghmāt 5
 Ait al-Arbaʿīn 5
 Alger 2
 Almería 13
 Andalus 3, 5, 8 f., 14
 Aqqoyūnlū 23, 37
 Arabes 1-16
 arabisch 39
 Ardabil 37, 42
 Armenier 39
 Astārā 42
 Astarābād 40
 Athbaj 13
 Atlas 3, 8
 Āzarbāiġān 20, 26, 33, 35,
 41, 43, 45, 47
 Bāfq 39
 Baḥtiyārī 42
 Banū Hāshim 15
 Banū Hilāl, ḥilālīen 1, 4, 8,
 12-14
 Banū l-Kūfī 15
 Bardaʿ 27
 Barqa 12
 Berbères 1-3, 14
 Berbérie 1, 12
 Bougie 1, 4, 13
 Cadix 13
 Čagataisch 37, 39
 Caire 1, 4, 15
 Caldirān 36
 Castille 13
 Catalanes 8
 Ceuta 14
 Constantine 4
 Cordoue 7, 16
 Damāvand 42
 Darʿa 5
 Dārāb 42
 Djérid 4
 Fārs 33, 40, 42, 47
 Fās Jadīd 16
 Fès 3, 5
 Francs 14
 Ġahrum 42
 Gaskar 42
 Gazzūla 2
 Georgier, georgisch 23, 27 f.,
 38 f., 44
 Gilān 42 f.
 Girišk 27
 Grand Atlas 5 f., 13
 Guddāle, guddālī 2, 5
 Hamadān 42
 Hargha 3, 5 f.
 Ḥilāl, ḥilālīen
 → Banū Hilāl
 Hirāt 40 f.
 Ḥurāsān 33, 41, 44, 47
 Ḥūzistān 47
 Ḥvār 42
 Ifriqiya, Ifriqiyen 1 f., 4, 10,
 12, 14
 Irak, irakisch, ʿIrāq 31, 33,
 41, 47
 Iran, Iraner, iranisch 17-47
 Iṣfahān 37, 42 f.
 Kairouan 1, 4, 15
 Kārtīl 27 f.
 Kāšān 42
 Kaukasier, kaukasisch 22 f.
 Kirmān 27, 33, 39, 42
 Kleinasien 37
 Kūmiya 6, 13
 Kurden, kurdisch 22 f., 37, 39
 Kurdes 14
 Kurdistān 39
 Kutāma 4
 Lāhīgān 37, 42
 Lamṭa, lamṭī 2, 5
 Lamtūna 2, 11
 Lār 42
 Luristān, lurisch 39
 Maghrib 1-16
 Mahdia 1, 4, 13, 15
 Maroc 3, 5, 13
 Marrakech 5 f., 8, 15 f.
 Mašhad 26, 36, 41
 Mašmūda 3, 6
 Massūfa, massūfī 2, 5
 Māzandarān 42, 47
 Miknāsa 2
 Mila 4
 Naġaf 36
 Naḥčivān, Naḥčivāner 36, 38
 Normands 4, 15
 Nūn 12
 Osmanen, osmanisch 22, 33,
 35¹²⁶
 Qued Nfis 5
 Özbeken 22
 persisch 39
 Qalāt 27
 Qandahār 27
 Qarā-qoyūnlū 37
 Qaramānlū 37
 Qaṣr al-Ifriqī 4
 Qazvin 42
 Qizilbāš 17-47
 Qumm 42
 Rašt 42-44
 Riyāh 13
 Rūmlū 37
 Šabra al-Manšūriyya 4, 15
 Sabzawār 41
 Salé 14
 Šamlū 37
 Šanhāja, Šanhajien 1 f., 12
 Sāvūḥ-bulāġ 42
 Sétif 4
 Séville 15
 Sicile 15
 Sijilmāssa 5, 11
 Simnān 42
 Širāz 42
 Širvān 33, 47
 Sūs 5, 12
 Syrien 37
 Tabrīz 23, 27 f., 35, 41
 Tadschiken 44
 Tāġikiyya 44
 Teheran, Teheraner 36, 38
 Tekelū 37
 Tījīs 4
 Tinmallal 5 f.
 Tlemcen 3
 Tšerkessen 39
 Tunīs 16
 Turcomans 14
 Türken, türkisch 18, 21 f.,
 37, 44 f.
 Türkmenēn 37
 Yazd 39, 42
 Zanāta, zanātien 2-4, 7, 14
 Zangana 39

FACHAUSDRÜCKE

(auch Religionsgemeinschaften)

(Beitrag H. R. Idris)

(französisch)

- ‘abîd al-makhsan* 13 f.
 actes officiels 8
‘adl 15
afraq 14
ahl al-dār 5, 7
ahl al-hizb 6
‘amal 10
‘amil 4
‘amil Ifriqiya wa-l-Qayrawān
 4
amin ‘alā l-ḍiyā‘ 7
amir al-ḥaqq 2
amir al-muslimin 2
 arbalétriers 14
 archers turcomans 14
‘arif 15
 armée 5, 9, 12-15
 arsenal 14
ashyākh al-bisāṭ 9
ashyākh al-ra‘y 9
āsmās 6
 Assemblée des Cinquante 5
 aumônes légales 11

baraka 6, 9, 14
 batteurs de monnaie 6
bayt al-māl 8
 bourreaux 8

 cadastre 12
 cadī 15 f.
 cadī des cadis 15
 cadī du camp 16
 capitations 11
 cavalerie 13-15
 chambellan 8 f.
 chancellerie 9 f.
 chef de tribu 10
 chef des gardes 10
 chrétiens 9, 14 f.
 citadelle 10
 combattants de la guerre
 sainte 6
 commandant 6
 comptabilité 8
 comptes publics 7
 concessions fiscales 12
 concessions foncières 13
 Conseil de six membres 7
 Conseil des Dix 5 f.
 Conseil des Notables 10
 conseil princier 9
 constructions navales 11
 contributions artisanales 12
- contributions commerciales 12
 contributions foncières 12
 contributions urbaines 12
 corps distinct 13
 courtisans 9
 couvent-forteresse 2

Dār al-‘Āmma 8
dār al-ishrāf 7
 dîme 11
 don aux soldats 6
 droits de paturage 11
 droits de péage 11
 droits d’octroi 11

 émir 10
 enceinte d’étoffe 14
 eunuque 9
 exportations 11

fā’id 12
 familles vizirales 7
 finances 7, 9 f.
 fiscalité 10-12

 gabelles 11
 géoliers 8
ghuzāt 6
ghuzz 14
 gouverneurs 10
 gouverneurs provinciaux 8
 groupe des Dix 9
 groupe des Trois 9

ḥāfiḻ 6 f., 14
ḥāḻib 7-10
ḥākim 8, 15
ḥasham 13
ḥisābat 7
ḥisbān 8
ḥisbān al-‘aḻāḻ wa-l-kharaj 7
 huissier 10
ḥukr 12

Imām 4
 importations 11
 impôts 4, 12
 impôts fonciers 7, 11 f.
 intendant des domaines 7
 intendant du palais 9
 intendant général 15
Īqtā‘, iqtā‘āt 12 f.
irtifāq 11
i‘tiraf 6
- jamā‘a* 5, 10
jarā’id 6
jarāyāt 12
jawālī 11
jibāyāt 12
jizya 11 f.
 Juif 8
jund 6
 justice 15 f.

kabir 9
kātib 4, 8-10
 → *kuttāb*
kharāj 4, 11 f.
khuṭba 3, 7
kuttāb
 → *kātib*

 lances 13
lāzima 12
 lecteurs du Coran 6
lithām 5

maghram, maghārim 11 f.
māhalla 12
Mahdī 7 f.
 Maison du Peuple 8
majbā 12
makhzan 6, 12
makkās 11
maks 12
 mālikisme 3
 mālikite 15
maqsāṭ 12
marā‘i 11
marāṣid 11
 mariages 16
 marine 14 f.
mazwār 6
mazwār al-qarāba 8
 mercenaires 14
muezzin 6
muṭṭī 15 f.
muḥtasib 6
mukūs 11
mulazīm al-sūq 11
munaffidh 9 f.
-Murābiṭūn 2-5, 7, 9, 11, 13
-Muwahḥidūn 2, 3, 6, 8-11,
 14

nā’ib 4, 9
nā’iba 12
naqīb 8

- officier 15
 porte-enseigne 13
 préfet maritime 15
 premier ministre 9
 prévôt des jandārs 8

qabālāt 11
qāḍī l-maḥalla 16
qāḍī l-quḍāt 15 f.
qahramān dār 9
qāʿid 10
qāʿid al-aʿinna 15
qāʿid al-bahr 15
qāʿid al-uṣṭūl 15
qāristūn 11
qaṣaba 10

radd al-mazālīm 16
raʿīs 9
 renégats 14 f.
 repas communiel 6
 répression des abus 16
riʿāsa 10
ribāṭ 2
rumāt 6

ṣadaqāt 11
ṣāḥib al-ʿalāma 10
ṣāḥib al-ashgāl 7, 10
ṣāḥib al-bahr 15
ṣāḥib al-dawla 9
ṣāḥib al-inshāʿ 10
ṣāḥib al-mazālīm 15
ṣāḥib al-Qayrawān 4
ṣāḥib al-shurṭa 8
ṣāḥib al-ṭaʿām 15
sakkākūn 6
Sayyid 7
 secrétaire d'état 4
 secrétaires 8
 secrétaires-interprètes 5
shāhid 15
sharīf 8
shaykh 6, 9 f.
shaykh al-dawla 9
shīʿite 15
shūrā 9
ṣibyān 9
ṣijill 8
 soldats 6
 solde 9, 13 f.
 souverain 6

 suppléant 9
 syndic 8

tālib 14
tamyiz 5
tanfidh 10
taqsīṭ 12
 taxes 11
 témoin instrumentaire 15 f.
 tireurs 6
 trésor public 8

ʿushr 11 f.

vizir 7, 9
 voile 5
 voilés 2

wazīfa 12
wazīr al-ashgāl 9
wazīr al-faḍl 9
wazīr al-jund 9, 15
wazīr-kātib 7

zakāt 11 f.

FACHAUSDRÜCKE

(auch Religions-Gemeinschaften)

(Arab. / pers. / türk. Ausdrücke kursiv)

(Beitrag K. Röhrborn)

- Abrechnung 20
 Abteilungen 34
 Adelsmarschälle 47
 Akten 17
amīr-dīwān 24²⁸
amīruʿl-umarā 19-21, 23,
 23¹⁷, 24-26, 35 (Liste: 23-
 26)
 Amt 17-30, 47
 „Ämter der Feder“ 45
 Antritts-Zahlungen 33
 Anweisungen 43
 Appellations-Gericht 18
āqā 37
arbāb-i bunīča 44
arbāb wa ahālī 43
 Arsenal 35¹²⁸
asnād-i ǧuzv 43
asnād-i ḥarǧ 33
 Ausfertigung 30
 Auszahlungen 33
avāraǧa-nivīs 33
Avāraǧa-Schreiber 33

 Bäder 34

barāt 29, 41
 Befehlshaber 18, 22, 29
Bēǧler-bēǧi 35, 37, 39-42
 Belege 33
 Berittene 40
 Bezirke 42, 46
 Bittschriften 18
 Bodenschätze 33, 41
buyūtāt 34

daftar 29
dārūǧa 40-43
dastūruʿl-ʿamal 28, 40
Dastūruʿl-mulūk 20, 31
 Dauergehälter 37
davāldār-i muhr-i anguṣtar 31
 Derwische 28, 38
 Diplome 28-31, 43
dīwān 18-20
Dīwān-bēǧi 18, 47
 Domäne 36, 41 f., 46
 Domänen-Beamte 42
 Domänen-Provinzen 42
 (Liste)
 Domänen-Verwaltung 32, 42

 Ehrenkleid 29
 Einleitungs-Formel 29, 31
 Eiskeller 34
Emīr 18
 Erlass 20, 28 f.
 Ernennung 18, 20, 36
 Ernennungs-Diplome 20
Ėšik-āqāsī-bāšī 18
 Eunuchen 34

 farmān 28-30
 Feldherr 20, 37
 Feldmarschälle 18-28 (Liste:
 23-28)
 Ferman 30 f.
 → farmān
Fidāʿīs 38
 Finanz-Verwaltung 32-34, 45
 Führer 38

ǧānǧi 18, 34
ǧavāhiruʿl-aḥbār 47
 Gebühren 19
 Gefolgsleute 35
 Gegensiegel 20

- Geheimhaltung 30
 Geheimnisse 38
 Geistliche Institutionen 46 f.
 Geistlicher Führer 38
 Geistlicher Richter 47
 Generalwesir 41, 44 f.
 (Listen: 44 f.)
 Gesandte 18
 Geschenke 18
 Gewerbesteuerpflichtige 44
ğizya 41
 Grossdiwan 40
 Grossgrundbesitzer 44
 Gross-Kadi 47
 Grosswesir 18-20, 23-28, 30,
 34 (Liste: 23-28)
 Grosswesirat 19, 21 f.
ğulām, ğulāmān 22 f., 36,
 39 f., 46

hākīm 41
hal'at 29
halīfa 28
 Handwerker 44
 Harem 30 f., 38
 Hausmacht 21, 37 f., 46
 Heer 34, 37
 Hof-Gefolgsleute 37
 Hof-Küche 34
 Hof-Ordnungen 18
 Hof-Schneiderei 29
 Hof-Truppen 20, 29, 35-37
 Hofversammlungen 18
 Hof-Werkstätten 20, 33 f.
 Honoratioren 43
hulafā 38
 Hundertschafts-Führer 36
hvāğa-zāda 44

imām 47
 Inšā-Werke 17
 Inspektor des Grossdiwans
 1, 19
 Intitulatio 28
i'īmādū'd-daula 20

 Jünger 38

Kalāntar 43 f.
 Kamele 34
 Kanoniere 36, 39
Kānūn-nāme 17
 Kanzlei 17, 28 f., 30 („alte
 Kanzlei“, „neue Kanzlei“)
 Kanzlei-Ämter 31
 Kanzlei-Ordnungen 18, 28 f.
 Kapital-Verbrechen 18
 Kataster 33
 Kaufleute 44
 Königsknappen 36, 39 f., 46

 Konfiskation 41
 Konzept 29 f.
 Kopf-Steuer der Nicht-
 Muslime 41
 Kopialbücher von Klöstern
 17
 Kriegsfall 18
 Krongut 33 f., 45 f.
 Krongut-Verwaltung 33, 46
 Kronstiftungen 47

lašgar-nivīs 29
Mağlis-nivīs 18, 29-31
mağhāl 42
Mahdī 38
maḥşūs-i soyürğāl va taulīyat
va manāşib 28
Malik 43
manāşib 29 f.
manāşir va aḥkām 28
mavāğib 35, 46
mavāğib-i hama-sāla 36
 Militärwesen 17, 34-40
mīn-bāşī 36, 39, 46
mudarris 47
muhr-hā-yi mubārak-i ašraf
 31
Muhr-i nişān 31
muhr-i şabti 31
muhr-i şaraf-i nafāz 30 f.
mulāzīm 35
mulāzīm-i ḥāşşa 35 f.
Munşiyu'l-mamālik 28-30
 Münzprägung 41
murīd 38
murşid 38
musauvada 29
 Musketiere 36, 39, 46
Muşrif 29, 33
mustağfir 33
Mustaufī 29, 36, 43
mustaufī-yi ḥāşşa 34
Mustaufīyu'l-mamālik 34
mutaşaddī 33

nā'ib, nuvvāb 21, 41
nağīb 47
 Naturalien 34
Nāzīr-i buyūtāt 34
nāzīr-i divān-i a'lā 19, 24²⁷,
 24³⁰, 24³³
Nişān 28 f.
Nişān-Siegel 30-32 (Liste: 32)
niżarat-i divān-i a'lā 21
nuşḥa-yi muḥḥal 32 f.
nuşḥa-yi muğmal 33
nuvvāb
 → *nā'ib*
 Offiziere 36

 Pächter 33, 46
 Palast-Bauten 34
 Palast-Sklaven 22 f.
 Palast-Verwaltung 32-34
Parvānca 28 f.
Parvānca-yi şaraf-i nafāz 30
 Passiva 33
 Pfründe 28 f., 35, 37, 40-42,
 45 f.
 Polizeivögte 40-43
 Preise 34
 Professor 47
 Protokoll 30
 Protokollierung 30
 Provinzbeamte 30
 Provinz-Verwaltung 17,
 40-46

qazāyā 43
qāzī 47
qāzīyu'l-qużāt 47
qōl-bēgi 35
Qōrçi-bāşī, Qōrği-bāşī 18, 36 f.,
 39
qōrçi-yi şamşir 35¹²⁸
qōrçi-yi tūr-u hamān 35¹²⁶
qōrği 35-37, 39
Qōrği-bāşī
 → *Qōrçi-bāşī*
qōrğiyān-i Ustāğatū 39
qōr-ḥāna 35¹²⁶
qōrği 35¹²⁰
qubūz 43
 Quittungen 43
qul, qullar 36, 39
Qullar-aqāsī 18, 36

ra'āyā 44
ra'īyyat 43
raqam 20, 29, 31
 Ratsversammlung 19 f.
 Rechnungskammer 29
 Rechtsbücher 17
 Rechtsfälle 43
 Register 32 f.
 Reichsgrosse 18
 Reichsgut 32 f., 42, 45 f.
 Reitergarde 36 f., 39
 Reitergardisten 35 f.
 Reiterheer 34 f.
 Reiter-Truppen 35 f.
 Religiöse Stiftungen 47
 Religiöses Recht 47
 Richter 18
riş-saftīd 18, 36 f., 39
rumūz wa asrār 38

Şadr 46 f.
 „Şadr für die Kronstiftungen“
 47

- šadr-i ḥāṣṣa* 47
šağara 28
Šāhib-i tauğih 33
šaihu'l-islām 47
sardār 20, 37
šarī'a 47
sarkār-i dīwānī 32, 42, 45
sarkār-i ḥāṣṣa 32, 42, 45
Sayyid 31, 39, 44, 47
 Schah 18-20, 30, 37 f., 40
 schiitisch 38, 46
 Sekretär 29, 36
 Siegel 19, 30-32
 Siegelbewahrer 28, 30-32
 (Liste: 32)
sipahsālār 18, 20, 26-28
 (Liste: 26-28)
 Sippen-Älteste 37
 Sitzordnung 18
 Sold 20, 29, 35, 46
soyürgāl 28 f.
 Sporteln 31
 Staatsempfänge 18
 Staatsrat 18 f., 29, 34
 Staatsschatz 40
 Staatssiegel 31
 Stamm 18, 21, 37, 39
 Statthalter 20, 29, 35, 37,
 40-42, 44
 Stellvertreter 19-26 (Liste:
 23-26)
- Steuern 20, 33, 40, 42 f.
 Steuereinnahmer 33
 Steuerordnung 17
 Steuerquellen 33
 Steuerscheck 29, 36, 41
 Steuerwesen 17
 Stiftungen 28
šūfi 38
 sunnitisch 38
taḥṣīs, taḥṣīsāt 43
taqabbulāt 33
tauğihāt 43
tauḥīd-hāna 38
tauliyat 47
 Tausendschafts-Führer 36 f.,
 39, 46
Tagkiratu'l-mulūk 20, 36, 39,
 43
tiyūl 29, 35, 37, 40, 42, 45 f.
iḥṣālīk 19
tufangči 36
Tufangči-āqāsī 18, 36
tuğrā 29, 31
tupči 36
tupči-bāši 36
- Umlegung der Steuern 43
 Unterlagen 43
 Untertanen 43 f.
 Urkunden 17, 29
 Urkunden-Abschriften 17
- vakīl* 18-24, 24²⁷, 24⁸⁰, 25 f.,
 31 (Liste: 23-26)
vazf 47
vazīr, vuzarā 19, 21¹¹, 24²⁷,
 29, 36
vazīr-i a'zam 20
vazīr-i dīwān-i a'ālā 20
vazīr-i ğulām 29
vazīr-i kull 41
vazīr-i qōrči 29
 Versammlungs-Haus 38
 Vesir s. *vazīr*
Vikālat 19, 21
 Vorbeter 47
 Vorlesen 30
vuzarā
 → *vazīr*
 Wegzölle 33
 Weissbärte 18, 36 f., 39
 Wesir 41-43, 46
 → *vazīr*
yasāqğī 35¹²⁸
yūz-bāši 36
- zābiğ* 33
zābiğa-nivīs 33
Zābiğa-Schreiber 33
 Zeremonien-Meister 18
 Zünfte 43

HANDBUCH DER ORIENTALISTIK

Abt. I: DER NAHE UND DER MITTLERE OSTEN

HERAUSGEGEBEN VON BERTOLD SPULER

-
- I. Band: **Ägyptologie**, hrsg. von H. KEES und W. HELCK.
1. Abschnitt: **Ägyptische Schrift und Sprache**, mit Beiträgen von H. KEES, S. SCHOTT, H. BRUNNER, E. OTTO, S. MORENZ. Nachdruck der Erstausgabe (1959). Mit Zusätzen von H. BRUNNER. 1973. VI, 109 S.
Für Subskribenten Gld. 30.—; Separat Gld. 36.—
 2. Abschnitt: **Literatur**. Zweite, verbesserte und erweiterte Auflage, mit Beiträgen von H. ALTENMÜLLER, H. BRUNNER, G. FECHT, H. GRAPOW, H. KEES, S. MORENZ, E. OTTO, S. SCHOTT, J. SPIEGEL, W. WESTENDORF. 1970. VI, 269 S.
Für Subskribenten Gld. 90.—; Separat Gld. 105.—
 5. Abschnitt: **Wirtschaftsgeschichte des alten Ägypten im 3. und 2. Jahrtausend vor Chr.** Von W. HELCK. 1975. VII, 307 S.
Für Subskribenten Gld. 96.—; Separat Gld. 120.—
- II. Band: **Keilschriftforschung und Alte Geschichte Vorderasiens**, I. u. 2. Abschnitt: **Geschichte der Forschung, Sprache und Literatur**, Lieferung 2: **Alt kleinasiatische Sprachen**. Mit Beiträgen von J. FRIEDRICH, E. REINER, A. KAMMENHUBER, G. NEUMANN, A. HEUBECK. 1969. XIV, 588 S.
Für Subskribenten Gld. 236.—; Separat Gld. 300.—
3. Abschnitt: **Geschichte des Alten Vorderasien**, Von H. SCHMÖKEL. 1957. XII, 342 S., 20 Abb. auf 10 Taf., 1 Karte
Für Subskribenten Gld. 70.—; Separat Gld. 78.—
 4. Abschnitt: **Orientalische Geschichte von Kyros bis Mohammed**, Lieferung 1A, mit Beiträgen von E. VISSER und H. VOLKMANN. 1971. VI, 74 S.
Für Subskribenten Gld. 32.—; Separat Gld. 40.—
Lieferung 2, mit Beiträgen von A. DIETRICH, F. M. HEICHELHEIM, G. WIDENGREN. 1966. VI, 368 S.
Für Subskribenten Gld. 78.—; Separat Gld. 88.—
- III. Band: **Semistik**, mit Beiträgen von C. BROCKELMANN, E. L. DIETRICH, J. FÜCK, B. SPULER, A. BAUMSTARK, M. HÖFNER, E. LITTMANN, A. RÜCKER. Photomech. Nachdruck der Erstausg. (1953-54). 1964. VIII, 398 S.
Für Subskribenten Gld. 72.—; Separat Gld. 82.—
- IV. Band: **Iranistik**, I. Abschnitt: **Linguistik**, mit Beiträgen von K. HOFFMANN, W. B. HENNING, H. W. BAILEY, G. MORGENSTIERNE und W. LENTZ. Photomech. Nachdruck der Erstausg. (1958). 1967. VIII, 244 S.
Für Subskribenten Gld. 45.—; Separat Gld. 52.—
2. Abschnitt: **Literatur**, Lieferung 1, mit Beiträgen von I. GERSHEVITCH, M. BOYCE, O. HANSEN, B. SPULER und M. J. DRESDEN. 1968. VIII, 203 S.
Für Subskribenten Gld. 70.—; Separat Gld. 78.—
 3. Abschnitt: **Tocharisch**. Von W. KRAUSE. Photochem. Nachdr. der Erstausgabe (1955). Mit Zusätzen und Berichtigungen. 1971. VIII, 43 S.
Für Subskribenten Gld. 12.—; Separat Gld. 18.—
- V. Band: **Altaistik**.
2. Abschnitt: **Mongolistik**, mit Beiträgen von N. POPPE, U. POSCH, G. DOERFER, P. AALTO, D. SCHRÖDER, O. PRITSAK, W. HEISSIG. 1964. VIII, 296 S.
Für Subskribenten Gld. 110.—; Separat Gld. 138.—
 3. Abschnitt: **Tungusologie**, mit Beiträgen von W. FUCHS, I. A. LOPATIN, K. H. MENGES, D. SINOR. 1968. VI, 286 S.
Für Subskribenten Gld. 109.—; Separat Gld. 134.—
 5. Abschnitt: **Geschichte Mittelasiens**, mit Beiträgen von K. JETTMAR, H. W. HAUSSIG, B. SPULER, L. PETECH. 1966. VIII, 371 S., 10 gefaltete Karten.
Für Subskribenten Gld. 160.—; Separat Gld. 200.—

Erschienen (Fortsetzung):

- VI. Band: **Geschichte der islamischen Länder.**
— Statt der drei vergriffenen Abschnitte 1-3 dieses Bandes erscheint a halb des Handbuches eine stark vermehrte, englische Übersetzung: **Muslim world. A historical survey.** 4 parts. (Sonderprospekt steh Wunsch zur Verfügung).
6. Abschnitt: **Wirtschaftsgeschichte des Vorderen Orients in mischer Zeit**, Teil I. Mit Beiträgen von B. LEWIS, M. RODINSON, G. F. H. MÜLLER, A. S. EHRENKREUTZ, E. ASHTOR, B. SPULER, A. K. S. LAMI R. C. COOPER, B. ROSENBERGER, R. ARIÉ, L. BOLENS, T. FAHD. 1977. VII, 405 S., 6 gefaltete Karten (3 farbig)
Für Subskribenten Gld. 260.—; Separat Gld. 296.—
- VII. Band: **Armenisch und kaukasische Sprachen**, mit Beiträgen von G. DEETERS, G. R. SOLTA, V. INGLISIAN. 1963. VIII, 272 S.
Für Subskribenten Gld. 58.—; Separat Gld. 70.—
- VIII. Band: **Religion**, 1. Abschnitt: **Religionsgeschichte des alten Orients.** Lieferung 1. Mit Beiträgen von O. EISSFELDT, J. HEMPEL, H. OTTEN, E. OTTO. 1964. VI, 154 S. Für Subskribenten Gld. 40.—; Separat Gld. 50.—
Lieferung 2, Heft 2A: **A history of Zoroastrianism.** By M. BOYCE. Vol. I. 1975. xvi, 347 p. for subscribers Gld. 84.—; separately Gld. 98.—
2. Abschnitt: **Religionsgeschichte des Orients in der Zeit der Weltreligionen**, mit Beiträgen von A. ADAM, A. J. ARBERRY, E. L. DIETRICH, J. W. FÜCK, A. VON GABAIN, J. LEIPOLDT, B. SPULER, R. STROTHMANN, G. WIDENGREN. 1961. XII, 554 S., 1 gef. Tab., 4 Taf.
Für Subskribenten Gld. 70.—; Separat Gld. 80.—
- Ergänzungsband I, Heft 1: **Islamische Masse und Gewichte**, umgerechnet ins metrische System. Von W. HINZ. Photochem. Nachdruck der Erstausgabe (1955) mit Zusätzen und Berichtigungen. 1970. VIII, 68 S.
Für Subskribenten Gld. 16.—; Separat Gld. 19.—
- Ergänzungsband II. Hrsg. von A. GROHMANN. I. Halbband: **Arabische Chronologie und arabische Papyruskunde**, von A. GROHMANN. Mit Beiträgen von J. MAYR und W. C. TILL. 1966. XII, 118 S., 9 Taf., 1 gefaltete Schrifttabelle, 4 Kartenskizzen. Für Subskribenten Gld. 58.—; Separat Gld. 70.—
- Ergänzungsband III: **Orientalisches Recht**, mit Beiträgen von E. SEIDL, V. KO-ROŠEC, E. PRITSCH, O. SPIES, E. TYAN, J. BAZ, CH. CHEHATA, CH. SAMARAN, J. ROUSSIER, J. LAPANNE-JOINVILLE, S. Ş. ANSAY. 1964. VI, 483 S.
Für Subskribenten Gld. 112.—; Separat Gld. 132.—
- Ergänzungsband IV: **Orientalische Musik**, mit Beiträgen von H. HICKMANN und W. STAUDER. 1970. VII, 254 S., 4 Fig., einige Tab., 16 Abb. auf 11 Taf.
Für Subskribenten Gld. 62.—; Separat Gld. 72.—
- Ergänzungsband V: **Keilschrifturkunden**, 1 Abschnitt: **Einleitung in die assyrischen Königsinschriften**, 1. Teil: Das zweite Jahrtausend vor Chr., von R. BORGER. Photomech. Nachdr. der Erstausg. (1961). 1964. XII, 147 S.
Für Subskribenten Gld. 50.—; Separat Gld. 56.—
2. Teil: 934-722 v. Chr., von W. SCHRAMM. 1973. XI, 141 S.
Für Subskribenten Gld. 48.—; Separat Gld. 56.—
- Ergänzungsband VI, 1. Abschnitt: **Die Medizin im Islam**, von M. ULLMANN. 1970. XXIV, 379 S., 1 gefaltete Tafel
Für Subskribenten Gld. 196.—; Separat Gld. 244.—
2. Abschnitt: **Die Natur- und Geheimwissenschaften im Islam**, von M. ULLMANN. 1972. XIV, 500 S.
Für Subskribenten Gld. 196.—; Separat Gld. 230.—
- Ergänzungsband VII: **A historical chart of the Muslim world**, by I. GOMAA. 1972. Plano. 105 × 65 cm. Printed in 19 colours
For subscribers, in cylinder Gld. 28.—; separately, in cylinder Gld. 32.—
- Ergänzungsband VIII: **Osmanische Bibliographie mit besonderer Berücksichtigung der Türkei in Europa**, von H.-J. KORNRUMPF, unter Mitarbeit von J. KORNRUMPF. 1973. XXIV, 1378 S.
Für Subskribenten Gld. 250.—; Separat Gld. 290.—